

VILLE DE TOURNAI

Procès-verbal du Conseil communal du 25 janvier 2016

Présents : M. R. DEMOTTE - Président d'assemblée, ~~M. P. O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction majeure,~~
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, ~~T. BOUZIANE~~ - Echevins;
Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M.C. MARGHEM, M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, S. LECONTE - Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général adjoint.

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 14 janvier 2016.

1. Communications.

* Le président d'assemblée, **Rudy DEMOTTE**, ouvre la séance publique à 19 heures 38 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance publique du 14 décembre 2015, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance publique.

* Le **président** d'assemblée signale qu'une demande d'interpellation citoyenne a été déposée et examinée par le collège communal, conformément à l'article L1122-14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à l'article 83 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal. Il s'agit de la demande suivante :

Interpellation citoyenne de Madame Anita DEBUSSCHERE relative à la nouvelle demande de permis concernant la création d'un poulailler industriel au Mont-Saint-Aubert.

En séance du 15 janvier 2016, le collège communal l'a déclarée irrecevable au motif suivant:

"la question posée n'est pas de portée générale dans la mesure où elle vise à obtenir des informations sur un dossier précis, et ne respecte pas, dès lors, le prescrit de l'article 84 du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal relatif aux conditions de recevabilité (point 4)."

* Le conseil communal prend ensuite connaissance de :

* **la proposition de Monsieur Olivier LOWAGIE, chef de la zone de secours, de rencontrer les membres du conseil communal.**

*** la relation du président d'assemblée concernant la réunion de ce jour avec le ministre PREVOT au sujet du Pont des Trous :**

"Cet après-midi, accompagné de l'échevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS et de la première échevine, Marie Christine MARGHEM, j'ai rencontré le ministre wallon Maxime PREVOT, en charge des travaux publics et du patrimoine, pour faire le point sur le dossier de la mise à gabarit de l'Escaut.

Lors de cette réunion, le ministre a confirmé le retrait de la phase 4 du permis d'urbanisme qui a été déposé pour la mise à gabarit de l'Escaut dans sa traversée de Tournai : le pont des Trous et son périmètre immédiat ne feront pas l'objet de cette demande de permis d'urbanisme.

Puisque le concours international d'architectes n'est pas envisageable en raison des droits de propriété intellectuelle du bureau GREISCH et dans le souci de ne pas mettre en péril l'ensemble du projet, il a été convenu de constituer un comité d'accompagnement spécifique pour le pont des Trous et son environnement direct. Ce comité d'accompagnement réunira à la fois des acteurs de la société civile, des experts et des représentants du conseil communal de Tournai.

Avec le bureau GREISCH, ce comité d'accompagnement sera chargé de formuler au ministre une proposition qui tienne compte de la demande exprimée par les Tournaisiens le 25 octobre, lors de la consultation populaire, et approuvée par le conseil communal du 26 octobre : «le conseil communal prend acte que le choix des Tournaisiens s'est porté sur la pierre et un rythme ternaire des arches du pont des Trous».

La proposition retenue par le comité d'accompagnement devra être soumise au ministre PREVOT au plus tard pour le jeudi 30 juin prochain. Ce dernier a confirmé le calendrier prévu pour les travaux. En 2016, engagement des travaux du pont-à-pont; en 2017, rénovation du quai Taille-Pierres, rive gauche; en 2018, travaux d'aménagement de la rive droite et en 2019, pont des Trous et son périmètre immédiat.

Nous avons, par ailleurs, reçu du ministre PREVOT toutes les informations techniques confirmant que la mise à gabarit se réalisera pour le passage des bateaux Va et nous avons marqué notre accord sur le calendrier proposé.»;

*** l'approbation par le ministre Paul Furlan des délibérations du 26 octobre 2015 par lesquelles le Conseil communal de Tournai a établi les règlements suivants:**

- taxe sur les inhumations, le placement d'urnes cinéraires au columbarium ou la dispersion de cendres. Exercices 2016 à 2019;

- redevance sur les demandes de traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de lotir, de modification de permis de lotir et de certificat d'urbanisme. Exercices 2016 à 2019 :

" Vu la Constitution, les articles 41,162, 170 et 173;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu les recommandations émises par la circulaire du 16 juillet 2015 relative à l'élaboration des budgets des communes et des centres publics d'action sociale (CPAS) de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2016;

Vu les délibérations du 26 octobre 2015 reçues le 6 novembre 2015, par lesquelles le Conseil communal de TOURNAI établit les règlements suivants :

- Taxe sur les inhumations, le placement d'urnes cinéraires au columbarium ou la dispersion de cendres. Exercices 2016 à 2019.

- Redevance pour les demandes de traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de lotir, de modification de permis de lotir et de certificat d'urbanisme. Exercices 2016 à 2019.

Considérant que les décisions du Conseil communal de TOURNAI du 26 octobre 2015 susvisées sont conformes à la loi et à l'intérêt général,

ARRETE:

Article 1. Les délibérations du 26 octobre 2015 par lesquelles le Conseil communal de Tournai établit les règlements suivants SONT APPROUVEES :

- Taxe sur les inhumations, le placement d'urnes cinéraires au columbarium ou la dispersion de cendres. Exercices 2016 à 2019.

- Redevance pour les demandes de traitement des dossiers de permis d'urbanisme, de lotir, de modification de permis de lotir et de certificat d'urbanisme. Exercices 2016 à 2019.

Article 2. L'attention des autorités communales est attirée sur les éléments suivants :

- le fait que le règlement sur les inhumations prévoit un paiement au comptant de la taxe sans délivrer de preuve de paiement. En vertu de l'article L3321-3 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, il est de bonne administration de prévoir la délivrance d'une preuve de paiement de la taxe lorsque celui-ci se fait au comptant;

- le prescrit de l'article L1132-4 alinéa 2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, concernant la délégation de signature du Bourgmestre, qui exige que la mention de la délégation soit précédée du nom et de la qualité de l'échevin titulaire de la délégation.

Article 3. Mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal de TOURNAI en marge des actes concernés.

Article 4. Le présent arrêté est publié par extrait au Moniteur belge.

Article 5. Le présent arrêté est notifié au Collège communal de TOURNAI. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la Comptabilité communale.

Article 6. Le présent arrêté est notifié pour information au Centre Régional d'Aide aux Communes. Namur, le 4 décembre 2015."

Paul FURLAN

*** l'approbation par le gouverneur de la province de Hainaut de la contribution financière globale de la Ville à la zone de police pluricommunale pour l'exercice 2016 (délibération du 26 octobre 2015) :**

" Le gouverneur de la province de Hainaut,

Vu la délibération en date du 26 octobre 2015, par laquelle le Conseil communal de TOURNAI arrête le montant de la contribution financière de la Ville à la zone de police pluricommunale de TOURNAI, ANTOING, BRUNEHOUT et RUMES pour l'exercice 2016;

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux et, notamment, les articles 40, 66, 71 et 76;

Vu l'arrêté royal du 7 avril 2005 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale, tel que modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 2008 et 18 décembre 2012;

Considérant que la tutelle spécifique telle que définie dans le chapitre V de la susdite loi du 7 décembre 1998 veille au respect des normes en matière de contribution financière communale;

Considérant que la contribution financière de TOURNAI prévue aux articles 33001/485-48 "dotation communale AC TOURNAI" et 33008/485-48 "dotation complémentaire AC TOURNAI" du budget 2016 de la zone de police du TOURNAISIS s'élève respectivement à 10.384.161,79€ et 309.560,69€;

Considérant qu'en vertu de l'article 66 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'approbation de la décision relative à la contribution d'une commune à la zone pluricommunale de police ne peut être refusée que pour violation des dispositions comprises dans la susdite loi ou prises sur base de cette loi;

Considérant que les montants arrêtés par le Conseil communal de TOURNAI en séance du 26 octobre 2015, à titre de contribution financière principale à la zone de police, sont conformes aux montants inscrits au budget 2016 de la zone de police de TOURNAI, ANTOING, BRUNEHOUT et RUMES;

Par ces motifs,

DECIDE :

Article 1.- La délibération du 26 octobre 2015, par laquelle le Conseil communal de TOURNAI arrête la contribution financière globale de la Ville à la zone pluricommunale de TOURNAI, ANTOING, BRUNEHOUT et RUMES pour l'exercice 2016 est approuvée au montant de 10.693.722,69€, dans la limite tracée par l'article 66 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 2.- Le présent arrêté sera porté à la connaissance du Conseil communal, lors de sa prochaine séance, conformément à l'article 72, § 2, alinéa 3, de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Article 3.- Le présent arrêté sera notifié :

sous pli ordinaire :

- à Monsieur le Bourgmestre de 7500 TOURNAI
- à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Direction générale Sécurité et Prévention, Direction Gestion policière, boulevard de Waterloo 76 à 1000 BRUXELLES
- au Service Public de Wallonie, Direction générale opérationnelle 5, Direction de Mons, "Site du Béguinage", rue Achille Legrand, 16 à 7000 MONS.

Fait à Mons le 8 décembre 2015."

Tommy LECLERCQ

*** l'arrêté du ministre Paul FURLAN qui proroge le délai de tutelle pour l'examen du budget 2016 de la régie foncière (délibération du 26 octobre 2015) :**

" Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des Régies communales ordinaires;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu le budget, pour l'exercice 2016, de la Régie Foncière de TOURNAI, voté en séance du Conseil Communal, en date du 26 octobre 2015 et parvenu complet à l'autorité de tutelle le 10 décembre 2015;

Considérant que le délai initial imparti pour statuer sur la décision susvisée expire le 11 janvier 2016;

Considérant que l'examen dudit budget requiert que le délai initial imparti pour statuer soit prorogé,

ARRETE :

Article 1er : Le délai imparti pour statuer sur le budget de l'exercice 2016 de la Régie Foncière de Tournai voté en séance du Conseil communal en date du 26 octobre 2015, EST PROROGÉ jusqu'au 26 janvier 2016.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié pour exécution au Collège communal de Tournai. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la Comptabilité communale."

Namur, le 4 janvier 2016"

Paul FURLAN

*** l'arrêté du ministre Paul FURLAN qui proroge le délai de tutelle pour les modifications apportées au cadre et aux statuts administratif et pécuniaire du personnel communal non enseignant (délibération du 23 novembre 2015 - recrutement d'un attaché spécifique A4 en ressources humaines) :**

" Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu la délibération du 23 novembre 2015, reçue complète le 14 décembre 2015, par laquelle le Conseil communal de Tournai décide de modifier le cadre et les statuts administratif et pécuniaire du personnel communal non enseignant;

Considérant que le délai imparti pour statuer sur la décision susvisée expire le 13 janvier 2016;

Considérant l'impérieuse nécessité de parfaire l'instruction du dossier;

ARRETE:

Article 1: Le délai imparti pour statuer sur la délibération du Conseil communal de TOURNAI du 23 novembre 2015 relative à la modification du cadre et des statuts administratif et pécuniaire du personnel communal non enseignant est prorogé jusqu'au 28 janvier 2016 et ce, en application de l'article L3132-1, §4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal de Tournai. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la Comptabilité communale.

Namur, le 11 janvier 2016"

Paul FURLAN

*** l'arrêté du ministre Paul FURLAN qui proroge le délai de tutelle pour la modification apportée au cadre du personnel communal non enseignant (délibération du 23 novembre 2015 - recrutement d'un attaché spécifique A4 ingénieur civil architecte) :**

"Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 7;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L3111-1 à L3151-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juillet 2014 fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu la délibération du 23 novembre 2015, reçue complète le 10 décembre 2015, par laquelle le Conseil communal de Tournai décide de modifier le cadre en y insérant un second emploi d'attaché spécifique ingénieur civil architecte A4 sp;

Considérant que le délai imparti pour statuer sur la décision susvisée expire le 11 janvier 2016;

Considérant l'impérieuse nécessité de parfaire l'instruction du dossier;

ARRETE:

Article 1 : Le délai imparti pour statuer sur la délibération du Conseil communal de TOURNAI du 23 novembre 2015 relative à la modification du cadre du personnel communal non enseignant est prorogé jusqu'au 26 janvier 2016 et ce, en application de l'article L3132-1, §4 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Collège communal de Tournai. Il sera communiqué par le Collège communal au Conseil communal et au directeur financier communal conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la Comptabilité communale.

Namur, le 11 janvier 2016"

Paul FURLAN.

* Le **président** d'assemblée précise enfin que trois questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal :

1) "Mise en vente par la Ville d'un terrain à Vaulx", déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID.

2) "Position du collège communal par rapport à l'élevage intensif sur le territoire de Tournai", déposée par Madame la Conseillère communale cdH, Monique WILLOCQ.

3) "Avenir de l'ancien terrain de football d'Allain" déposée par Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE.

Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin Robert DELVIGNE.

* A l'issue de l'examen des communications, Monsieur Albert PESIN reçoit des mains du président d'assemblée la distinction honorifique du Petit Potier, sous les applaudissements de l'assemblée.

2. Prestation de serment et installation d'un conseiller communal.

Monsieur le Président d'assemblée, **Rudy DEMOTTE**, invite Monsieur Simon LECONTE à venir prêter entre ses mains le serment prévu à l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et à signer l'acte de prestation de serment.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le résultat des élections communales du 14 octobre 2012 validé par l'arrêté du collège provincial du Hainaut du 15 novembre 2012;

Considérant que, pour pouvoir siéger au conseil communal, les personnes élues doivent répondre aux conditions d'éligibilité prévues aux articles L4142-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la démission de Monsieur le Conseiller communal Albert PESIN, acceptée par le conseil communal en séance du 14 décembre 2015;

Considérant qu'il convient de pourvoir au remplacement de ce dernier;

Considérant que Monsieur Albert PESIN appartient au groupe Tournai Plus;

Considérant que Madame Marie-Hélène BERTON, première suppléante de la liste Tournai Plus, a fait part, par courrier du 15 décembre 2015, de son renoncement à siéger en qualité de conseillère communale;

Considérant que Monsieur Pierre LELUBRE, deuxième suppléant de la liste Tournai Plus, a fait part, par courrier du 15 décembre 2015, de son renoncement à siéger en qualité de conseiller communal;

Considérant que Monsieur Jean-Jacques CARBONNELLE, troisième suppléant de la liste Tournai Plus, a fait part, par courrier du 15 décembre 2015, de son renoncement à siéger en qualité de conseiller communal;

Considérant qu'il revient dès lors à Monsieur Simon LECONTE, quatrième suppléant de la liste Tournai Plus, de siéger en qualité de conseiller communal, en remplacement de Monsieur Albert PESIN, démissionnaire;

Considérant que Monsieur Simon LECONTE est éligible aux termes des articles L4142-1 et 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que Monsieur Simon LECONTE n'est ni parent ni allié jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni uni par les liens du mariage ou cohabitant légal avec aucun autre élu conseiller communal de la Ville de Tournai, conformément à l'article L1125-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que Monsieur Simon LECONTE a prêté le serment prévu à l'article L1126-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

PREND ACTE

de la prestation de serment et de l'installation de Monsieur Simon LECONTE en qualité de conseiller communal.

3. Tableau de préséance. Modification.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu les articles 1, 2, 3 et 4 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal qui prévoient l'établissement d'un tableau de préséance des conseillers communaux;

Considérant que Monsieur Simon LECONTE a prêté serment et a été installé en qualité de conseiller communal ;

Considérant qu'il convient de modifier le tableau de préséance afin d'y inclure Monsieur Simon LECONTE;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

de modifier le tableau de préséance des conseillers communaux comme suit afin d'y inclure Monsieur Simon LECONTE:

	Date d'entrée	Votes nominatifs
DEMOTTE Rudy	Bourgmestre	

DELANNOIS Paul-Olivier	Echevin délégué à la fonction de Bourgmestre	
MARGHEM Marie Christine	1er Echevin (empêchée et remplacée par M. Robert DELVIGNE)	
DEDONDER Ludivine	3ème Echevin	
ROBERT Philippe	4ème Echevin	
LIENARD Laetitia	5ème Echevin	
BRAECKELAERE Vincent	6ème Echevin	
BOITE Armand	7ème Echevin	
BOUZIANE Tarik	Echevin cédant ses compétences à l'Echevin délégué à la fonction de Bourgmestre lorsque l'empêchement de ce dernier aura cessé	
LECLERCQ-DESENCLOS Rita	Présidente du Centre public d'action sociale	
M. DE PESSEMIER Jean-Michel	4 janvier 1983	563
M. VANDENBERGHE Jean-Marie	2 janvier 1989	1965
M. MICHEZ Claude	2 janvier 1989	639
Mme LEFEBVRE Marie-Christine	2 janvier 1995	1074
M. LECLERCQ Guy	2 janvier 1995	641
Mme WILLOCQ Monique	2 janvier 1995	604
M. DELVIGNE Robert (Echevin ad interim)	2 janvier 2001	990
M. CLAUX Jean-Louis	2 janvier 2001	920
M. VIEREN Jean-Louis	2 janvier 2001	758
M. SMETTE Didier	4 décembre 2006	747
M. MAT Benoît	4 décembre 2006	719
Mme CLEMENT-COUPLET Hélène	4 décembre 2006	704
M. DEVRAY Jacques	4 décembre 2006	609
Mme LIETAR Sylvie	1er février 2010	627
M. LAVALLEE Briec	3 décembre 2012	850
M. HUEZ Geoffroy	3 décembre 2012	847
M. VANDECAVEYE Emmanuel	3 décembre 2012	827
Mme GUISET-LEMOINE Catherine	3 décembre 2012	644
Mme DEWAELE Bernadette	3 décembre 2012	614
Mme LELEU Hélène	3 décembre 2012	612

Mme BARBAIX Laurence	3 décembre 2012	607
Mme CLAEYSSENS Dorothée	3 décembre 2012	585
M. DECALUWE Xavier	3 décembre 2012	582
M. CASTERMAN Louis-Donat	3 décembre 2012	572
M. COUSAERT Louis	3 décembre 2012	553
Mme LADAVID Coralie	3 décembre 2012	519
Mme MELLOUK Amine	3 décembre 2012	477
M. DENONNE Guillaume	3 décembre 2012	296
M. LECONTE Simon	25 janvier 2016	273

4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, avenues Bozière et Decraene, rues de Marvis et des Croisiers : aménagements cyclables.

Le **président** d'assemblée invite les membres du conseil à examiner les points 4, 5 et 6.

D'emblée, Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient comme suit à propos de ces points :

"Les riverains ne comprennent pas qu'on ne les ait pas au moins consultés sur le type d'aménagement à la rue des Croisiers, mais aussi pourquoi on refuse toujours des potelets devant la crèche. A l'avenue Bozière, un deuxième ralentisseur serait utile pour éviter que les voitures redémarrent à vive allure après le premier ralentisseur. A l'avenue Decraene, la piste est utilisée par les piétons et donc inutilisable pour les cyclistes. Le trottoir devrait être aménagé.

L'aménagement réalisé au carrefour du Viaduc reste difficile à comprendre pour les cyclistes et les automobilistes. Certains points sont dangereux. Pour les cyclistes qui tournent à gauche vers l'avenue d'Audenarde et repartent vers le viaduc, l'aménagement cyclable est totalement squatté par les automobilistes, ce qui les oblige à traverser la bande occupée par les voitures et repartir sur la bande de tourne à gauche des voitures : c'est donc dangereux.

A la drève de Maire, il faudrait expliquer aux automobilistes et aux cyclistes le concept de rue cyclable. Les points dangereux ne sont pas aménagés.

Tant au Viaduc qu'à l'avenue de Maire, il manque les panneaux additionnels M2 et M4 rendant théoriquement inopérant le S.U.L. (sens unique limité) malgré les marques au sol.

Enfin, les trous dans le revêtement devant les établissements DEPLECHIN sont dangereux pour le S.U.L. Pourquoi ne pas avoir refait le tarmac sur tout le tronçon ?

Nous nous abstiendrons donc sur ces 3 points. Il y a des éléments positifs, mais de nouveau insuffisants aux endroits cruciaux. C'est très frustrant pour les cyclistes quotidiens de voir qu'on n'améliore pas leur sécurité à ces endroits, alors qu'il y a des solutions."

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, intervient ensuite :

"Mon intervention concerne le point 5.

Je partage le point de vue de la conseillère communale Marie-Christine LEFEBVRE. A propos du carrefour du Viaduc, sur le tronçon compris entre la fin du boulevard Eisenhower et le début de la chaussée d'Audenarde, il n'y a plus qu'une seule bande de circulation automobile et la piste cyclable. C'est vraiment très dangereux. Ne pourrait-on pas placer une signalisation spécifique au boulevard

Eisenhower après l'Intermarché pour indiquer qu'une piste cyclable est tracée sur la route et plus deux bandes de circulation automobile comme avant ?

A l'autre bout du boulevard Eisenhower, quand on vient de la chaussée de Renaix, sur la piste cyclable venant de Rumillies, il est très compliqué de tourner à droite vers le boulevard Eisenhower à hauteur du pont Morel. C'est très dangereux à cet endroit."

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, répond à ces interventions :

"Je suis bien entendu à l'écoute de vos doléances. Je précise toutefois qu'il ne s'agit pas ici de modifications de plan ou de réalisation de travaux. Nous mettons en application des arrêtés de police approuvés. Je discuterai avec les services de police au sujet de la pose des ralentisseurs.

Pour ce qui concerne le trottoir à l'avenue Decraene, nous venons de l'empierrement pour améliorer son accessibilité aux piétons. Il y a de nombreuses années, des arrêtés de police ont été pris pour autoriser le stationnement à cet endroit du côté droit et du côté gauche. Ils ont eu pour effet de détériorer le revêtement. Or le coût de réalisation d'un trottoir est important.

Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, avait suggéré précédemment d'informer les cyclistes à propos de nouveaux aménagements. Nous y réfléchissons. Malheureusement, nous n'avons pas encore eu le temps de tout mettre en oeuvre. Mais ce sera fait.

Au boulevard Eisenhower, pour le tronçon manquant, la piste cyclable est prévue. Elle a été acceptée par la tutelle. Elle sera réalisée dans les prochaines semaines. Tous les aménagements sont prévus y compris entre le Viaduc et la chaussée d'Audenarde.

A la drève de Maire, quelques panneaux manquent. Cela a été signalé lors de la réception provisoire. L'entreprise va terminer les travaux dans les prochaines semaines. Ceci étant, il est toujours possible d'améliorer la situation."

La conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, revient sur le caractère dangereux des aménagements réalisés face à la pharmacie située dans le prolongement du boulevard Eisenhower. Elle suggère la pose de panneaux pour inviter les usagers à davantage de civisme.

L'échevin de la mobilité lui répond qu'une information figurera dans le prochain bulletin communal Tournai Info.

Par 34 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, G. DENONNE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant qu'il y lieu de réglementer les aménagements cyclables effectués dans les avenues Bozière et Decraene ainsi que dans les rues de Marvis et des Croisiers;
Attendu que ces aménagements font partie des aménagements réalisés dans le cadre des crédits d'impulsion 2011 et 2012;
Considérant le plan terrier ci-joint;
Considérant que les mesures s'appliquent à des voiries communales;
Sur proposition du collège communal;

Par 34 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE

Article 1er : dans l'avenue Bozière, la circulation et le stationnement sont organisés en conformité avec le plan terrier ci-joint.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F49 et les marques appropriées au sol.

Article 2 : au carrefour formé par les rues de Marvis, des Croisiers, les avenues Bozière et Decraene, la circulation est organisée en conformité avec le plan terrier ci-joint.

Ces mesures seront matérialisées par les marques appropriées au sol.

Article 3 : avenue Decraene :

- dans le sens interdit depuis la R52 vers la rue des Croisiers, les cyclistes sont admis à contresens
- des pistes cyclables sont établies de part et d'autre de la chaussée.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux C1 avec panneau additionnel M2 et F19 avec panneau additionnel M4 et les marques appropriées au sol.

Article 4 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, carrefours formés par la rue du Viaduc, la chaussée d'Audenarde et le boulevard Eisenhower : aménagements cyclables.

Par 34 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, G. DENONNE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, dans le cadre du plan communal cyclable, des travaux ont été réalisés dans les carrefours formés par la rue du Viaduc, le boulevard Eisenhower et la chaussée d'Audenarde de façon à sécuriser la circulation des cyclistes;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

Par 34 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE

Article 1er : dans les trois carrefours formés par la rue du Viaduc, le boulevard Eisenhower et la chaussée d'Audenarde, la circulation et le stationnement sont organisés en conformité avec le plan ci-joint.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux F13, F21 et les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, avenue de Maire : création d'un cheminement cyclable.

Par 34 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, G. DENONNE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, dans le cadre du plan communal cyclable, des travaux ont été réalisés dans l'allée de desserte de l'avenue de Maire, côté rue Saint-Eleuthère, de façon à sécuriser la circulation des cyclistes par le biais d'un cheminement cyclable;

Considérant le rapport des services de police;

Considérant le plan joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

Par 34 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE:

Article 1er : dans l'allée de desserte de l'avenue de Maire, côté rue Saint-Eleuthère:

- une rue cyclable est établie en conformité avec le plan ci-joint, entre la chaussée du Pont Royal, la rue du Casino et la rue de Lannoy;
- dans le sens interdit existant entre la chaussée du Pont Royal et la rue du Casino, entre la rue du Casino et la rue de Lannoy, entre la rue de Lannoy et la rue Edouard Valcke et entre la rue Edouard Valcke et le boulevard Léopold, les cyclistes sont admis à contresens.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux F111, F113, C1 avec additionnel M2 et F19 avec additionnel M4.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, quai des Vicinaux : interdiction de stationnement.

Madame la Conseillère communale cdH, **Hélène CLEMENT-COUPLET**, rappelle la remarque qu'elle a formulée lors d'une précédente séance au sujet du stationnement en bas du pont de fer. Elle suggère qu'un passage piétons soit tracé à cet endroit, sur le quai Sakharov.

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, lui fait observer que le passage doit faire l'objet d'un règlement complémentaire qui, pour l'heure, n'existe pas. Les problèmes de stationnement devraient se résoudre, selon lui, avec le début des travaux du quai Dumon. Un passage pour piétons sera aménagé à la fin des travaux.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant les nombreuses doléances reçues par l'inspecteur de quartier indiquant que le stationnement au quai des Vicinaux, dans la partie comprise entre le quai Andreï Sakharov et le pont des Trous, pose problème;

Attendu qu'il y aurait lieu d'interdire le stationnement à cet endroit, car le croisement des véhicules est difficile et dangereux lorsque des voitures sont garées de part et d'autre de la voirie;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : quai des Vicinaux à Tournai, la chaussée est divisée en deux bandes de circulation entre le quai Andreï Sakharov et le pont des Trous. Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne blanche axiale discontinue.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai/Orcq, chemin Willems : voirie réservée.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, dans le cadre du plan communal cyclable, des travaux sont en cours d'achèvement chemin Willems à Tournai et Orcq pour l'aménagement d'une voirie réservée aux véhicules agricoles, aux piétons, cyclistes et cavaliers;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant le plan joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans le chemin Willems à Tournai et Orcq, partie comprise entre la rue des Mottes et la rue de l'Ancienne Potence, la circulation est organisée en conformité et dans les limites du plan ci-joint.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux F99c, F101c et F45b (impasse débouchante).

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Warchin, Vieux chemin d'Ath : limitation de la vitesse pour les véhicules de plus de 3,5T.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que, dans le cadre de la clôture d'enquête relative à la demande de permis de la société Recytour pour la construction d'une nouvelle voirie d'accès par le site de la compagnie des ciments belges, de nombreux riverains du Vieux chemin d'Ath à Warchin ont sollicité d'y limiter la vitesse à 50km/heure;

Considérant qu'il apparaît qu'à la sortie de l'agglomération de Warchin, à hauteur du pont de l'autoroute et jusqu'au passage à niveau d'Havennes, il n'est pas possible de réduire la vitesse pour les véhicules "voyageurs";

Considérant que, sur ce tronçon, l'implantation des habitations ne permet pas de continuer à imposer la circulation en agglomération;

Considérant que le service de police propose de limiter la vitesse à 50km/heure sur ce tronçon, entre la fin de l'agglomération de Warchin et le n°307 à Warchin, pour les véhicules de plus de 3,5T;

Considérant le rapport du service de police;
Considérant le plan joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans le vieux chemin d'Ath à Warchin, entre la sortie de l'agglomération et le n°307, la vitesse maximale autorisée est limitée à 50km/heure pour les véhicules dont la masse maximale autorisée est supérieure à 3,5T.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C43 (50km/heure) avec panneau additionnel reprenant la mention "+3,5T" et C46.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Général Piron : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Général Piron, 90 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Général Piron à Tournai, face au n° 90, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a

avec pictogramme des handicapés et avec la mention des distances (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

11. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, résidence des Chauffours : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, résidence des Chauffours, 9 à 7500 Tournai;

Considérant que l'intéressée est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la résidence des Chauffours à Tournai, face au n° 9, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et avec la mention des distances (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Jean Cousin : création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile, rue Jean Cousin, 14 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police;

Considérant que l'intéressé est dans les conditions imposées par le Service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé face à son domicile;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue Jean Cousin à Tournai, face au n° 14, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées. Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et avec la mention des distances (6m). L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

13. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Willemeau : création d'une zone d'évitement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que, suite au courrier d'une riveraine relatif à ses difficultés pour entrer et sortir son cyclomoteur de chez elle à cause de l'étroitesse du trottoir face à son domicile, chaussée de Willemeau à hauteur du n°19, la police signale que ses doléances sont fondées;
Considérant le rapport du service de police;
Considérant le plan joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : chaussée de Willemeau à Tournai, sur l'accotement de plain-pied existant à hauteur du n°19, une zone d'évitement striée de 2m de longueur et sur toute la largeur dudit accotement est délimitée au sol. Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

14. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Willemeau : mise en agglomération et réglementation de la circulation et du stationnement sur la place de Willemeau et ses abords.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant qu'il y a lieu de réglementer la place de Willemeau et ses abords;
Considérant que, dans ce cadre, il y a lieu de fixer les limites de l'agglomération du village de Willemeau;
Considérant le rapport du service de police;
Considérant les plans joints en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : les limites de l'agglomération de Willemeau sont fixées comme suit:

- rue du Moulin à Eau, à hauteur du n°13
- rue Sainte-Anne, à hauteur des n°10 et 3
- rue d'Ecosse, à hauteur du poteau d'éclairage n°255/12614
- rue du Printemps, à hauteur du n°21
- rue de la Maladrerie, à hauteur du n°34.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux F1b et F3b.

Article 2 : place de Willemeau et ses abords : la circulation et le stationnement sont organisés en conformité avec le plan terrier ci-joint (zone 30, zone résidentielle et dévoiements).

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux F4a, F4b, F12a, F12b, C1 avec panneau additionnel M2, F19 avec panneau additionnel M4, E1 avec panneau additionnel "DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 à 20H00", flèche montante 15m, E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante 6m, A7 avec additionnel de distance ad hoc et les marques appropriées au sol.

Article 3 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

15. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, quartier cathédral : réglementation de la circulation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que suite aux travaux de revitalisation du quartier cathédral, il y a lieu de réglementer la circulation dans la rue de l'Arbalète, la rue du Vieux marché au Jambon, la rue Vieux marché aux Poteries, la rue de Paris, la rue des Chapeliers, la rue Soil de Moriamé et place Paul-Emile Janson;

Considérant le rapport du service de police;

Considérant les plans joints en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue de l'Arbalète :

- en prolongation d'une mesure similaire existante dans la rue Dame Odile, une zone résidentielle est établie en conformité avec les plans terriers et de détails ci-joints

- le sens interdit actuel est abrogé
- la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la rue de l'Hôpital Notre-Dame vers la rue Dame Odile.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux F12a, F12b, C1 avec additionnel M2 et F19 avec additionnel M4.

Article 2 : la zone de rencontre existante dans la rue de Courtrai est étendue à la rue du Vieux marché au Jambon en conformité avec les plans terriers et de détails ci-joints.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux F12a et F12b.

Article 3 : dans le quartier formé par les rues Vieux marché aux Poteries, des Chapeliers, de Paris et Soil de Moriamé ainsi que par les places de l'Evêché et Paul-Emile Janson, une zone piétonne admettant les cyclistes et les chargements et déchargements entre 5 et 10 heures est établie en conformité avec les plans terriers et de détails ci-joints.

Cette mesure sera matérialisée par le placement des signaux F103 et F105.

Article 4 : dans la place Paul-Emile Janson (zone non piétonne) :

- en prolongation d'une mesure similaire existante dans la rue du Curé Notre-Dame, une zone de rencontre est établie en conformité avec les plans terriers et de détails ci-joints;
- la circulation est interdite à tout conducteur, sauf les cyclistes, depuis la rue du Curé Notre-Dame et vers la rue de la Lanterne.

Ces mesures seront matérialisées par le placement des signaux F12a, F12b, C1 avec additionnel M2 et F19 avec additionnel M4.

Article 5 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

16. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, angle des rues des Corriers et du Bourdon Saint-Jacques : création d'une zone d'évitement.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que des problèmes de circulation se produisent régulièrement à l'angle des rues des Corriers et du Bourdon Saint-Jacques à cause du mauvais stationnement des véhicules à cet endroit; Considérant que, de ce fait, des camions de livraison de la grande surface toute proche s'y trouvent fréquemment bloqués;

Considérant que pour remédier à ces problèmes, la police propose d'interdire le stationnement à l'angle de ces rues par le marquage d'une zone d'évitement striée;

Considérant le plan de situation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale;
Sur proposition du conseil communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : dans la rue des Corriers à Tournai, une zone d'évitement striée latérale est établie du côté pair le long du 2/4.

Cette mesure sera matérialisée par les marques appropriées au sol.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

17. Stationnement. Règlement-redevance. Modifications. Approbation.

Le conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, formule trois observations à propos de ce dossier :

- l'augmentation des frais de rappel lui semble très importante. Or il peut s'agir parfois d'une simple distraction;
- le deuxième point lui semble justifié;
- "le troisième point concerne les cartes de chantier temporaire. Il s'agit de cartes qui sont accordées à des personnes domiciliées à Tournai et, dans d'autres cas, à des commerçants, lorsque, pour une raison ou l'autre, ils n'ont pas accès à leur garage ou à leur parking même privatif. On veut limiter cette carte temporaire à la zone bleue. Implicitement, on estime que des gens profiteraient de cela pour se garer en zone payante. Nous trouvons, pour les personnes qui doivent subir un chantier temporaire, qu'on pourrait quand même leur faire ce cadeau de ne pas aller vérifier à quel endroit ils vont garer leur voiture.

D'une manière plus générale, nous pensons que les gens, qui font le choix d'habiter en centre-ville, savent à quoi s'attendre. Mais, malgré tout, nous pensons qu'il faut les protéger ou les défendre. Cette autorisation de se garer en zone payante en cas de chantier temporaire pourrait rester acquise. Nous voterons donc contre ce point."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, partage l'avis de son collègue Xavier DECALUWE. Elle ajoute "nous aimerions qu'une évaluation du nouveau règlement soit réalisée en commission".

Monsieur l'Echevin MR, **Armand BOITE**, répond comme suit à ces interventions :

"Le 1er avril, cela fera un an que ces dispositions sont d'application. Nous allons donc laisser l'année se terminer pour faire l'évaluation. Je prends acte des considérations de Xavier.

Je précise que dans le dossier, au passage libellé comme suit "tout véhicule immatriculé en Belgique", il faut supprimer le "qui".

Concernant les frais de rappel, je précise qu'il y a énormément de frais supplémentaires pour nos amis français. Les recommandés en France coûtent excessivement cher. De plus, à partir du moment où un avocat ou un huissier intervient, cela a un coût. Cette demande a été faite en comité d'accompagnement. Notre avocat a également émis le souhait de voir ses frais revus à la hausse.

Nous n'envoyons pas systématiquement des lettres recommandées. Nous le faisons aussi régulièrement par pli ordinaire, ce qui permet d'éviter ces coûts supplémentaires."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, demande pour terminer des explications au sujet du terme "maximum".

Le **président** d'assemblée invite le directeur général adjoint à se pencher sur la question.

NB : En principe, c'est le montant maximum qui est appliqué, sauf en cas de transaction.

Par 28 voix pour, 4 voix contre et 5 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE

Se sont abstenus : Mme M.-C. LEFEBVRE, Mme C. LADAVI, MM. G. DENONNE, M. B. MAT, S. LECONTE.

Vu le Programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le Conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant la délibération du Conseil communal du 10 novembre 2014 portant décision d'approuver les termes du règlement-redevance relatif au stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue applicable pour les exercices 2015 et suivants, modifiée par délibération du Conseil communal du 27 avril 2015 portant décision notamment d'intégrer les modalités relatives à la procédure de contrainte;

Considérant que le deuxième comité d'accompagnement entre les responsables de la SA City Parking et ceux de la Ville de Tournai s'est tenu le lundi 14 décembre 2015;

Considérant que lors du comité d'accompagnement précité, il a été conclu à la nécessité de modifier le règlement-redevance précité sur les trois points suivants :

- 1) adaptation des tarifs des frais liés à la phase de recouvrement amiable lesquels sont jugés insuffisants au regard des coûts liés à l'envoi des lettres de rappel dont, notamment, l'augmentation du coût des frais des envois postaux (article 9);
- 2) exclusion des véhicules immatriculés à l'étranger du champ d'application de la notion de véhicules prioritaires au sens du code de la route (articles 6b et 14 b);
- 3) modification des modalités de délivrance de la carte communale de stationnement "chantier temporaire" en raison des abus manifestes liés à l'usage de cette carte (article 22);

Considérant qu'en ce qui concerne le point 1 cité ci-avant portant sur l'adaptation tarifaire des frais liés à la phase de recouvrement amiable, l'article 9 du règlement-redevance précité prévoit actuellement que :

"(...) A défaut de paiement dans les 7 jours calendrier visés à l'article 3 ci-avant, les sommes litigieuses seront recouvrées aux frais du redevable, soit par voie de contrainte, conformément aux dispositions de l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, soit par voie judiciaire selon les règles du droit commun, par la Ville ou par le gestionnaire des parkings concédés et ce

moyennant une mise en demeure préalable. Les frais liés à l'envoi des mises en demeure seront mis à la charge du redevable et s'ajouteront comme suit aux redevances initialement dues par l'utilisateur :

- 5,00 € pour une mise en demeure envoyée par courrier ordinaire ;

- 13,00 € pour chacune des mises en demeure adressées par voie recommandée à défaut pour le redevable de payer les sommes dues dans le délai de 15 jours de la mise en demeure lui adressée par courrier ordinaire.)";

Considérant que les tarifs précités n'ont jamais été majorés depuis 2009;

Considérant qu'au regard des coûts administratifs engendrés par l'envoi des courriers de rappel et d'envois recommandés et ce, notamment, dans le cadre des procédures de recouvrement initiées à l'encontre des ressortissants étrangers, les montants précités de 5,00 € et de 13,00 € s'avèrent insuffisants;

Considérant qu'en séance du 7 janvier 2015, le collège a décidé de proposer les tarifs suivants :

"- 10,00 € maximum pour chacune des lettres de rappel de paiement envoyées par courrier ordinaire soit par le concessionnaire soit par la ville;

- 15,00 € maximum pour chacune des mises en demeure ultérieures adressées par la voie d'un avocat ou d'un huissier de justice à défaut pour le redevable de payer les sommes dues dans le délai de 15 jours du rappel de paiement lui adressé.

Dans l'hypothèse où l'envoi se fait par recommandé, un montant de 10,00 € s'ajoute aux montants précités.";

Considérant le point 2 portant sur l'exclusion des véhicules immatriculés à l'étranger du champ d'application de la notion de véhicules prioritaires, de récents constats ont révélé que des véhicules de pompiers immatriculés en France et répondant à la définition de véhicules prioritaires telle qu'énoncée au point b des articles 6 et 14 de notre règlement-redevance de stationnement, stationnaient en zone réglementée sans titre de stationnement, alors que la présence de ces véhicules n'était en aucun cas justifiée par l'exécution d'une mission de sécurité publique en Belgique; s'il est aisément compréhensible que des véhicules prioritaires immatriculés en Belgique puissent légitimement bénéficier de la gratuité en raison de la présomption qu'ils exécutent une mission urgente de sécurité publique, il n'en n'est manifestement pas de même pour ceux immatriculés en France qui se stationnent sur le territoire communal;

Considérant en effet, pour rappel, que le point b des articles 6 et 14 définit les véhicules prioritaires comme suit : " Il faut entendre par véhicule prioritaire, au sens du code de la route, tout véhicule qui muni d'un ou plusieurs feux bleus clignotants et d'un avertisseur sonore spécial conformément aux dispositions des règlements techniques des véhicules automobiles ou des cyclomoteurs et motocyclettes.";

Considérant qu'il convient, dès lors, de compléter la définition de véhicules prioritaires comme suit : "Il faut entendre par véhicule prioritaire:

- tout véhicule *immatriculé en Belgique* muni d'un ou plusieurs feux bleus clignotants et d'un avertisseur sonore spécial conformément aux dispositions des règlements techniques des véhicules automobiles ou des cyclomoteurs et motocyclettes

- tout véhicule *immatriculé à l'étranger* qui, muni d'un ou plusieurs feux bleus clignotants et d'un avertisseur sonore spécial conformément aux dispositions des règlements techniques des véhicules automobiles ou des cyclomoteurs et motocyclettes, effectue une intervention urgente dans le cadre d'une mission de sécurité publique sur le territoire communal tournaisien.";

Considérant le point 3 portant sur les modalités de délivrance de la carte de stationnement "chantier temporaire", il a été conclu à la nécessité de limiter son usage en l'excluant des zones payantes;

Considérant que l'article 22 de notre règlement-redevance relatif au stationnement prévoit que

"Dans l'hypothèse d'un chantier public d'ouverture de voirie dont la durée estimée est de minimum 1

mois, une carte communale de stationnement "chantier temporaire" est délivrée gratuitement sur demande aux usagers répondant à l'une des conditions suivantes :

- 1) soit être titulaire d'une carte de riverain et avoir son domicile dans la voirie rendue interdite au stationnement en raison dudit chantier public;
- 2) soit être occupant d'un garage ou d'une aire privée de stationnement rendu inaccessible du fait dudit chantier public.
- 3) soit gérer une activité professionnelle directement en contact avec le public à condition que les locaux affectés à l'exercice de l'activité professionnelle en question soient accessibles au public et soient situés à Tournai dans une voirie de l'intra-muros et que leur accessibilité soit entravée en raison dudit chantier public.

Le nombre de cartes "chantier temporaire" délivrées dans le cadre du présent point 3 est limité à une seule par adresse répondant aux conditions précitées.;

Considérant pour rappel qu'en séance du 10 novembre 2004, il a été décidé de limiter les possibilités en zones payantes de stationner gratuitement ou moyennant des tarifs avantageux et ce, notamment, en supprimant la carte "toutes zones" accessible aux riverains; en contrepartie, les limitations par quartier ont été supprimées de sorte que la carte riverain permet désormais de stationner dans toute la zone bleue. En revanche, aucune limitation similaire n'a été prévue pour les cartes "chantier temporaire" et les riverains titulaires d'une carte chantier en profitent pour stationner gratuitement en zone payante. Il apparaît opportun de supprimer cette opportunité en limitant à la zone bleue le champ de validité de la carte "chantier temporaire"

Considérant qu'il convient de redéfinir, par conséquent, les termes de l'article 22 précité comme suit : "Dans l'hypothèse d'un chantier public d'ouverture de voirie dont la durée estimée est de minimum 1 mois, une carte communale de stationnement "chantier temporaire" *autorisant l'usager à stationner son véhicule uniquement en zone bleue* est délivrée gratuitement sur demande aux usagers répondant à l'une des conditions suivantes :

- 1) soit être occupant d'un garage ou d'une aire privée de stationnement rendu inaccessible du fait dudit chantier public;
- 2) soit gérer une activité professionnelle directement en contact avec le public à condition que les locaux affectés à l'exercice de l'activité professionnelle en question soient accessibles au public et soient situés à Tournai dans une voirie de l'intra-muros et que leur accessibilité soit entravée en raison dudit chantier public.

Le nombre de cartes "chantier temporaire" délivrées dans le cadre du présent point 3 est limité à une seule par adresse répondant aux conditions précitées.

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 17 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 28 voix pour, 4 voix contre et 5 abstentions;

MARQUE SON ACCORD

sur les modifications qu'il convient d'apporter au règlement-redevance relatif au stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue applicable pour les exercices 2015 et suivants portant sur les 3 points relatés ci-avant;

DECIDE

en conséquence d'apporter au règlement-redevance relatif au stationnement en zone équipée d'horodateurs et en zone bleue applicable pour les exercices 2015 et suivants (conseil communal du 10 novembre 2014 modifié en séance du 27 avril 2015) les modifications suivantes :

1) Remplacer l'article 9 du règlement-redevance précité par un nouvel article 9 rédigé comme suit :
"Article 9. A défaut de paiement dans les 7 jours calendrier visés à l'article 3 ci-avant, les sommes litigieuses seront recouvrées aux frais du redevable, soit par voie de contrainte, conformément aux dispositions de l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, soit par voie judiciaire selon les règles du droit commun, par la Ville ou par le gestionnaire des parkings concédés et ce moyennant une mise en demeure préalable. Les frais liés à l'envoi des mises en demeure seront mis à la charge du redevable et s'ajouteront comme suit aux redevances initialement dues par l'usager :

"- 10,00 € maximum pour chacune des lettres de rappel de paiement envoyées par courrier ordinaire soit par le concessionnaire soit par la ville;

- 15,00 € maximum pour chacune des mises en demeure ultérieures adressées par la voie d'un avocat ou d'un huissier de justice à défaut pour le redevable de payer les sommes dues dans le délai de 15 jours du rappel de paiement lui adressé;

Dans l'hypothèse où l'envoi se fait par recommandé, un montant de 10,00 € s'ajoute aux montants précités.";

2) Remplacer le point b des 6 et du règlement-redevance précité par de nouveaux articles 6 b) et 14 b) rédigés comme suit :

" les véhicules prioritaires.

Il faut entendre par véhicule prioritaire :

- *tout véhicule immatriculé en Belgique* muni d'un ou plusieurs feux bleus clignotants et d'un avertisseur sonore spécial conformément aux dispositions des règlements techniques des véhicules automobiles ou des cyclomoteurs et motocyclettes

- tout véhicule immatriculé à l'étranger qui, muni d'un ou plusieurs feux bleus clignotants et d'un avertisseur sonore spécial conformément aux dispositions des règlements techniques des véhicules automobiles ou des cyclomoteurs et motocyclettes, effectue une intervention dans le cadre d'une mission de sécurité publique sur le territoire communal tournaisien.";

3) Remplacer l'article 22 du règlement-redevance précité par un nouvel article 22 rédigé comme suit
"Dans l'hypothèse d'un chantier public d'ouverture de voirie dont la durée estimée est de minimum 1 mois, une carte communale de stationnement "chantier temporaire" autorisant l'usager à stationner son véhicule uniquement en zone bleue est délivrée gratuitement sur demande aux usagers répondant à l'une des conditions suivantes :

1) soit être occupant d'un garage ou d'une aire privée de stationnement rendu inaccessible du fait dudit chantier public.

2) soit gérer une activité professionnelle directement en contact avec le public, à condition que les locaux affectés à l'exercice de l'activité professionnelle en question soient accessibles au public et soient situés à Tournai dans une voirie de l'intra-muros et que leur accessibilité soit entravée en raison dudit chantier public.

Le nombre de cartes "chantier temporaire" délivrées dans le cadre du présent point 3 est limité à une seule par adresse répondant aux conditions précitées."

18. Modification de la dénomination de la rue des Trois Coins en rue Fernand et Augustin Dufour. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le décret de la Communauté française du 28 janvier 1974 relatif au nom des voies publiques, tel que modifié par le Décret du 3 juillet 1986;

Vu la circulaire ministérielle du 7 décembre 1972 relative aux dénominations des voies et places publiques;

Vu la demande de la famille DUFOUR, par le biais de l'atelier d'architecture MEUNIER-WESTRADE SCPRL, sur la modification de la rue des Trois Coins en rue Fernand Dufour, fondateur de l'entreprise tournaisienne DUFOUR;

Considérant que la demande s'appuie sur le fait que, suite à la reconstruction et à la modernisation des entrepôts à l'angle du quai des Vicinaux et de la rue des Trois Coins pour le compte de la société COSELIMMO, dont les actionnaires sont les membres de la famille DUFOUR, l'îlot directionnel à la jonction de la rue des Trois Coins et du quai des Vicinaux a disparu, et de ce fait le nom "des Trois Coins" n'est plus pertinent;

Considérant, cependant, que la dénomination "rue des Trois Coins", décidée par le conseil communal, le 27 juin 1969, provient d'un étang poissonneux du même nom et non de la présence d'un îlot directionnel;

Vu le rapport de la section wallonne de la commission royale de toponymie et de dialectologie, relatif à la dénomination des voies publiques en région de langue française qui précise :

"On ne change pas le nom d'une rue parce que l'on veut rendre hommage à une personnalité, mais parce que ce nom présente, pour des habitants, des inconvénients sérieux, inconvénients plus graves que le changement lui-même, c'est à dire :

- quand il y a, dans la même commune, un nom identique ou un nom tellement ressemblant que des confusions sont inévitables;

- quand le nom est porté par des tronçons qui ne sont pas dans le prolongement l'un de l'autre;

- lorsque la majorité des habitants de la rue trouvent le nom déplaisant;

- lorsque le nom ne correspond plus à l'état des lieux: si une impasse est transformée en rue, un chemin en avenue. Cela ne vaut pas pour le déterminant qui conserve, légitimement, des souvenirs du passé: rue des Dominicains , même s'il n'y a plus de couvent dans la rue. Cependant, si le déterminant est de nature à induire en erreur (exemple : rue de la Gare qui ne conduit plus à la gare), le remplacement peut être considéré comme souhaitable.";

Vu la circulaire ministérielle du 7 décembre 1972 relative aux dénominations des voies et places publiques qui précise que :

"Pour les choix des noms, il convient de puiser en premier lieu dans les données de l'histoire locale, de la toponymie, des us et coutumes de la population, etc.

Les seuls noms de personnes pouvant être pris en considération sont ceux des personnages défunts qui ont acquis une renommée généralement reconnue sur le plan historique, scientifique ou social.";

Considérant que l'avis de la section wallonne de la Commission royale de toponymie et de dialectologie a été sollicité et que celle-ci a rendu un avis négatif, le 21 novembre 2015, stipulé comme suit:

"Votre courrier du 28 octobre a retenu toute notre attention.

S'il n'y a pas de raison valable pour un changement de dénomination, comme un nom de rue faisant double emploi ou deux noms prêtant à confusion en cas d'intervention urgente (pompiers, ambulances, police, etc.), notre avis est négatif. C'est le cas dans la proposition qui est faite par le Collège communal de Tournai à propos de la rue des Trois Coins.

Nous tenons à rappeler que la fonction des noms de rues n'est pas d'honorer des personnes, quels que soient leurs mérites, mais de faciliter la vie sociale et administrative des gens qui y habitent. Il n'est d'ailleurs pas normal que la proposition émane de membres de la famille.

Nous vous invitons dès lors à honorer cet industriel tournaisien de renom par une plaque commémorative, voire une stèle à son effigie. Son nom pourrait aussi être attribué au bâtiment restauré.

Veuillez agréer, Monsieur l'Echevin, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma considération distinguée."

Considérant que la commission de toponymie de la Ville de Tournai a émis un avis positif sur la modification de la dénomination de la rue des Trois Coins en rue Augustin et Fernand DUFOUR (l'ordre des 2 prénoms correspondant aux années de naissance - Augustin: 1880 et Fernand: 1898);

Considérant que l'avis de la section wallonne de la commission royale de toponymie et de dialectologie n'est pas contraignant mais en cas de non-respect de l'avis, l'autorité de tutelle peut s'opposer à la décision du conseil communal;

Considérant que la rue des Trois Coins compte trois habitations;

Considérant qu'il s'agit d'un accord de principe et qu'après l'enquête auprès des riverains, ce dossier sera représenté au conseil communal pour accord définitif;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

1. de marquer son accord de principe sur la modification de la dénomination de la rue des Trois Coins en rue Augustin et Fernand Dufour;
2. d'avertir les riverains, par écrit, de l'intention de modification de la dénomination de la rue des Trois Coins en rue Augustin et Fernand Dufour. Les riverains disposent d'un délai de 15 jours pour faire valoir, par écrit, leurs remarques ou observations;
3. de rendre publique, par voie d'affichage, l'intention de modification de la dénomination de la rue des Trois Coins en rue Augustin et Fernand Dufour. Les remarques et observations éventuelles peuvent être adressées, par écrit, dans un délai de 30 jours.

19. Tournai, ancien site Dunlop. Création d'une nouvelle voirie dans le cadre d'un projet d'urbanisme. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP);

Vu les dispositions du décret du 6 février 2014 sur la voirie communale;

Vu le décret sur l'environnement en son volet sur l'évaluation des incidences sur l'environnement;

Vu le site des anciens établissements DUNLOP (ex CUVELIER), lequel a fait l'objet d'une reconnaissance de SAR "site à réaménager" (SAR/TLP/218) par arrêté ministériel du 19 mai 2014 (avec, à l'appui, un rapport des incidences environnementales (RIE) décrivant les affectations futures) et ayant pour objet la réaffectation de cet ancien site industriel en un ensemble résidentiel, de bureaux et de services à savoir :

- démolition des bâtiments existants;

- dépollution du site sur base d'une étude de caractérisation et d'un plan d'assainissement élaboré par un auteur de projet agréé;
- construction de nouveaux immeubles à appartements (appartements, résidence-services, kots, etc.) et de bureaux, avec services (petits commerces de proximité, etc.) à front du boulevard des Combattants, de la rue Paul Pastur et en intérieur d'îlot;
- création d'espaces publics et d'une voirie carrossable de jonction entre la rue Paul Pastur et le boulevard des Combattants articulant les différents volumes construits;
- aménagement d'un parking souterrain (+/-250 places);

Considérant que le projet a été présenté dans le cadre de la procédure de reconnaissance SAR :

- au collège en sa séance du 5 avril 2013;
- aux riverains (atelier citoyen) en date du 16 avril 2013;
- à la commission consultative communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) en date du 24 avril 2013, laquelle avait émis un avis favorable;

Considérant qu'il a été convenu un phasage des travaux a fortiori que le site doit être au préalable dépollué selon un permis d'assainissement en cours de réalisation (la poche la plus conséquente étant côté rue Paul Pastur);

Considérant la demande de permis d'urbanisme déposée par la SA JARDINS DE LA PASTURE auprès du fonctionnaire délégué [direction générale de l'aménagement du territoire, du logement et du patrimoine (DGATLP) Mons], en application de l'article 127 dudit Code wallon pour la première phase des travaux, à savoir :

"la construction de deux immeubles de bureaux à front du boulevard des Combattants, d'une voirie traversante (réalisation par phases) reliant le boulevard et la rue Paul Pastur qui serpente à l'arrière de l'îlot ainsi que la réalisation de 31 emplacements de parking souterrain. L'insertion de la nouvelle voirie nécessite également une légère modification du boulevard des Combattants au niveau de son intersection avec la voirie à créer (aménagement de bandes d'accélération et de décélération ainsi que l'abattage de quelques arbres). Les constructions se développent sur un rez+1+mansarde au raccord avec le bâti existant et se poursuit par un rez+2 (toiture plate) avec un niveau de sous-sol accueillant principalement des parkings. L'emprise au sol est de 893 m². Une cabine haute tension est prévue.";

Considérant la lettre du 21 août 2015 du fonctionnaire délégué (référence F0313/57081/UCP3/2015/44) sollicitant du collège communal la procédure d'enquête publique pour l'ensemble du projet ainsi que la procédure "décret voirie", à savoir l'accord du conseil communal sur la future voirie communale; l'article 15 du décret précisant que le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et statue sur la création de la voirie communale; Attendu que l'enquête publique sur le sujet de la voirie doit être réalisée conjointement avec le projet d'urbanisme (article 129 quater du CWATUP); dès lors que celui-ci doit être soumis à enquête pour dérogations (plan de secteur...);

Attendu que l'enquête publique a été réalisée du 25 septembre au 27 octobre 2015, laquelle a donné lieu à une réclamation écrite;

Vu le procès-verbal de clôture d'enquête dressé à cet effet, libellé comme suit :

«L'an deux mil quinze, le vingt-sept du mois d'octobre,

Je soussigné Alexandre VACHAUDEZ, conseiller au cabinet de l'échevin de l'urbanisme de la Ville de Tournai, délégué par le collège communal pour procéder à l'enquête ouverte le vingt-cinq du mois de septembre 2015 et relative à la demande de permis d'urbanisme introduite par la SA JARDINS DE LA PASTURE pour la construction de deux immeubles de bureaux à front du boulevard des Combattants, d'une voirie traversante (réalisation par phases) reliant le boulevard et la rue Paul Pastur qui serpente à l'arrière de l'îlot ainsi que la réalisation de 31 emplacements de parking souterrain;

Me suis rendu à l'Hôtel de Ville, lieu indiqué ou étant, j'ai reçu et annoté les observations ci-après:

Etaient présents :

- Pour le maître d'ouvrage :

- M. Malvaux de la société REIM;*

- Pour l'administration communale de Tournai :

- M. Vachaudez, conseiller au cabinet de l'échevin de l'Urbanisme;*
- Mme Renaux, chef de division au service urbanisme;*

- Pour les réclamants :

- M. Vincent Ferreira, boulevard des Combattants 100, 7500 Tournai;*
- Mme Françoise Vilain, boulevard des Combattants 36, 7500 Tournai;*
- M. François Lesire.*

M. Ferreira fait part de son inquiétude par rapport à la circulation. Il précise que les étudiants se garent sur le site, ce qui engendre des embarras de circulation. Il préconise de mettre le site en zone bleue.

M. Malvaux rétorque que l'idée de couper la voirie de jonction en deux vise à réduire la vitesse. Il précise que l'intérieur du site sera mis en zone 30. Pour ce qui est de la zone bleue hors site, c'est du ressort de la Ville.

M. Lesire fait part de son inquiétude par rapport à la problématique du stationnement. Il signale qu'il existe déjà actuellement des voitures ventouse. Il partage, à cet égard, le point de vue d'autres réclamants.

M. Malvaux précise que l'urbanisation à l'intérieur du site a été étudiée, mais pas tout à fait définie. Ce sera probablement de l'habitat unifamilial, des kots (+/- 80) ou logements pour personnes âgées. Une étude économique est en cours avec une réflexion sur la mobilité. L'objectif, dans l'absolu, est de maximiser les emplacements en sous-sol.

M. Lesire souligne, qu'avec la concentration de bâtiments tels que l'IFAPME, les Jardins de la Pasture (en raison, notamment, de l'éventuel immeuble de kots projeté), le stationnement des voitures ventouses s'accroîtra (les étudiants français stationnent en ventouse même avec des kots en acquisitif). Cependant, ce projet permettra, malgré tout, de ralentir la circulation sur les boulevards. La réflexion sur le stationnement doit être posée sans empêcher la poursuite du projet.

J'ai ensuite clôturé le présent procès-verbal en annexant la réclamation écrite de:

Mme Anouk Winberg, boulevard des Combattants, 7500 Tournai dont les doléances sont les suivantes :

- augmentation de la circulation sur le boulevard;*
- augmentation des voitures ventouses des navetteurs en raison de la proximité de la gare;*
- souhait du maintien du stationnement longitudinal le long des trottoirs pour ne pas empiéter sur la largeur de ceux-ci;*
- les bandes d'accélération et de décélération imputeront la largeur des trottoirs;*
- interrogation sur les aménagements de mobilité prévus au carrefour Marvis;*
- demande d'inscrire en zone bleue le trottoir côté maisons du boulevard.»;*

Attendu que le bien est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par arrêté royal du 24 juillet 1981 en zone d'activité économique mixte, que le bien ne se situe pas dans un plan communal d'aménagement approuvé et qu'il ne se situe pas dans un lotissement autorisé;

Attendu que le bien est situé dans le périmètre du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) de l'Escaut-Lys, que celui-ci est applicable par décision du gouvernement wallon le 10 novembre 2005 (Moniteur belge du 2 décembre 2005), qu'il reprend le bien en zone d'assainissement collectif et doit faire l'objet d'un raccordement à l'égout vers la station publique;

Attendu que, sur le plan des contraintes karstiques (plan dressé par la faculté polytechnique de Mons - FPMs - à la demande de la Région wallonne et reçu en février 2004), le bien se situe en zone modérée;

Considérant que le bien comprend un petit périmètre de reconnaissance économique (zone industrielle Colmant-cuvelier) aux termes de l'arrêté de reconnaissance du 8 mai 1972, pris alors en application de la loi d'expansion économique abrogée par le décret wallon des infrastructures de chantier des zones d'activité économique;

Attendu que le bien a fait l'objet d'un permis d'urbanisme (réf. PU12/2/497) délivré par le collège communal du 7 juin 2013 en vue de la démolition de bâtiments industriels existants et la régularisation de la démolition de bâtiments industriels antérieurs sur le site Dunlop;

Considérant que le projet d'assainissement du site a été approuvé en date du 17 octobre 2014 par le département du sol et des déchets, direction de l'assainissement des sols;

Considérant, par ailleurs, que les travaux liés à l'assainissement du site sont à charge du demandeur;

Considérant la note de motivation de l'architecte au sujet de la voirie:

«La future voirie est l'élément structurel du projet. Mise au point en accord avec la commune et la DGO1, elle sera réalisée en 2 phases et sera ponctuée par une placette autour de laquelle de petits commerces de proximité s'implanteront, permettant d'agrémenter utilement la vie du futur quartier. Les points de raccordement (côté boulevard et côté rue Paul Pastur), ainsi que les sens de circulation ont été étudiés avec soin grâce à de nombreux entretiens avec le service mobilité et avec le SPW DGO1.

Les raccords aux voiries existantes se feront perpendiculairement à celles-ci, pour plus de sécurité.

Côté boulevard, un élargissement de la voirie est prévu pour la décélération sans perturber le flux du boulevard.

Il est proposé la création d'un îlot central, complétant un nouveau passage pour piétons avec positionnement d'un feu à signaux pour la traversée du boulevard pour les usagers des modes doux.

Ce dispositif permet non seulement un accès aisé au futur quartier mais également le désengorgement du quartier existant et la lisibilité d'un nouveau cheminement pour piétons (la circulation piétonne actuelle est principalement générée par les écoles enclavées dans la rue Paul Pastur et n'a d'échappatoire qu'un long détour par la rue d'Amour ou, pire, la traversée «non cadrée» du boulevard).

L'aménagement proposé permettra donc de canaliser ce flux en toute sécurité vers la promenade verte menant notamment à la gare.

L'assiette prévue pour la voirie est généreuse, et permet le développement de trottoirs de part et d'autre de la voie de circulation. L'ensemble est traité comme un espace partagé, à double sens entre le boulevard et la future placette, puis à sens unique (sortie uniquement) entre la placette et la rue Paul Pastur; ceci afin d'éviter tout trafic parasite par rapport à la sortie automobile principale du quartier, à savoir la rue d'Amour dont le réaménagement est prévu (feux). Notons aussi que la différence de niveau entre le boulevard et la rue Paul Pastur (+/-3m) est reprise par la pente douce de cette future voirie, ce qui facilite également l'accès à la zone de parkings privatifs des bâtiments.

.../...

1. en matière de propreté:

La voirie est réalisée en matériaux durables :

- La voie de circulation, les trottoirs, les emplacements de parkings et les places sont en revêtement pavés béton.*
- Les bordures sont en linéaires de béton préfabriqué. Les filets d'eau de la voirie seront soit en pavés béton, soit en béton préfabriqué ou coulé sur place.*

2. en matière de salubrité:

Les voiries sont conçues de manière à pouvoir être nettoyées aisément par les balayeuses de voiries des services techniques de la Ville.

Des corbeilles seront placées à des endroits spécifiques, comme mobilier urbain, afin d'éviter le rejet de déchets sur la voirie.

3. en matière de sûreté:

Le dimensionnement et le dessin des voiries sont adaptés aux caractéristiques d'une zone résidentielle, sous forme de circulation partagée : cette zone est spécialement aménagée pour que coexistent en harmonie les piétons et les véhicules motorisés en assurant la sécurité de tous les usagers. La traversée du boulevard a été intégrée dans la réflexion et est esquissée dans la présente demande de permis.

Le raccord avec les voiries existantes (boulevard des Combattants et rue Paul Pastur) s'opère de manière orthogonale, moyennant une zone de décélération ou d'accélération le long du boulevard. Le tracé des voiries, n'invite pas à la vitesse et donne la priorité aux usagers lents (cyclistes, piétons,...). Une signalisation adaptée et des différences de niveaux (à l'abord de la place 2 ou au droit des trottoirs traversants) donnent un effet de plateau surélevé; des systèmes de chicane matérialisés par des bacs à plantations sont également prévus. Il est proposé qu'une grande partie de la voirie ait un sens de circulation unique (placette et liaison vers la rue Paul Pastur, en sortie) afin de créer un nouveau lien vers le centre scolaire rue Paul Pastur, tout en évitant des circulations parasites vers le boulevard.

La voirie sera équipée d'un éclairage public approprié par l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES).

La voirie a également été dimensionnée afin d'assurer l'accès aux véhicules de secours; le service régional d'incendie (S.R.I.) a été consulté sur ce point.

4. en matière de tranquillité:

La voirie est légèrement sinueuse afin d'inciter les automobilistes à ralentir et éviter ainsi une vitesse excessive des véhicules qui génère du bruit.

5. en matière de convivialité:

Les voiries sont agrémentées d'ouvertures multiples : esplanades, places, ouvertures vers jardins privés, offrant ainsi quelques respirations matérialisées par du mobilier (bancs, bacs à plantations), stationnements et "range-vélos" et ce, principalement à proximité de futurs commerces de proximité.

6. en matière de commodités dans les espaces publics:

Les revêtements en pavés béton avec absence de bordures saillantes sont optimisés pour la facilité de circulation des personnes à mobilité réduite.

Des emplacements sont adéquatement réservés aux personnes à mobilité réduite. Ils sont implantés sur une surface plane. Ils ont une largeur minimale de 3,30 mètres.»;

Attendu que plusieurs établissements scolaires sont présents à proximité du site : Haute école CONDORCET, Cité Georges Point, etc., à front de la rue Paul Pastur et que, partant de ce constat, le projet de schéma de structure communal (approuvé provisoirement par le conseil communal du 28 avril 2008) préconise de renforcer la vocation «pôle formation» du site de la rue Paul Pastur; Considérant le projet de construction (demande de permis unique de classe 2 avec projet d'assainissement) et d'exploitation d'un centre IFAPME (Institut wallon de formation en alternance des indépendants et des petites et moyennes entreprises) tournaisien en vue de regrouper les différentes formations proposées dans un seul bâtiment, comprenant divers installations et dépôts propres à un centre de formation continue, un parking paysager de + de 169 places, à 7500 Tournai, rue Paul Pastur [terrain ayant appartenu à la SNCB (société nationale des chemins de fer belges) et contigu par la gauche à la Haute école CONDORCET];

Considérant la demande de permis d'urbanisme déposée par la province de Hainaut/service technique auprès du fonctionnaire délégué pour la construction d'un auditoire de 200 places et des

classes (pour un total de 320 personnes) avec fonctions annexes (sanitaires, locaux techniques, accueil), en extension de la Haute Ecole Provinciale Condorcet;

Considérant également le projet de déménagement du bâtiment "Brigade technique" de la SNCB sur le terrain contigu à gauche du projet de l'IFAPME, avec parking, aménagement "concerté" pour l'accès camions IFAPME et véhicules SNCB et une possibilité d'aménagement d'une sortie du réseau autonome des voies lentes (Ravel) sur la rue Paul Pastur;

Considérant que le présent projet, de par la création de sa nouvelle voirie, vient en appui des projets susmentionnés en ce qu'il permettra de désengorger et de désenclaver le quartier «formation» en donnant un accès aisé, au départ du boulevard (en tourne-à-droite uniquement pour l'entrée et la sortie), aux établissements techniques ou de formation y présents ou projetés (la circulation piétonne actuelle principalement générée par les écoles enclavées de la rue Paul Pastur n'a d'échappatoire qu'au prix d'un long détour par la rue d'Amour ou, pire, la traversée «non cadrée» du boulevard);

Considérant, toutefois, que cette voirie ne servira pas à faire transiter des véhicules [double sens entre le boulevard et la future placette, et sens unique (sortie uniquement) entre la placette et la rue Paul Pastur], mais à favoriser prioritairement une mobilité douce entre la rue Paul Pastur «quartier formation» et le boulevard des Combattants;

Considérant que les aménagements prévus au boulevard (passage piéton avec îlot central et feux à la demande), à titre de charges d'urbanisme, sont de nature à prolonger cet itinéraire doux vers le centre-ville;

Considérant que le plan communal de mobilité (PCM) actualisé et approuvé par le conseil communal du 23 novembre 2015 a prévu l'installation d'un carrefour à feux à l'angle de la rue d'Amour et des boulevards;

Considérant l'avis de la CCATM du 23 septembre 2015, à savoir :

"Par 12 voix pour et 1 abstention, la commission émet un avis favorable sur le projet aux conditions suivantes :

- revoir le traitement de la façade de l'immeuble de liaison*
- donner des noms aux différents immeubles en lien avec la mémoire du site*
- la commission invite l'architecte à intégrer sa signature dans la façade de l'immeuble.*

La commission tient toutefois à émettre des réserves quant à la position du passage pour piétons telle que reprise au plan d'implantation."

Considérant l'avis du service mobilité du 19 novembre 2015, à savoir :

"J'émet un avis favorable sur ce dossier, sous réserve des remarques suivantes :

- L'implantation de zones de stationnement pour les vélos en voirie, et plus particulièrement au niveau des placettes ainsi qu'au niveau de la rue Paul Pastur.*

Il y aura lieu de prendre contact avec les services de police, de façon à placer les panneaux de signalisation adéquats (des erreurs ont pu être constatées sur les plans fournis) et à réglementer les nouveaux aménagements.

- Il y a lieu de prendre contact avec le TEC Hainaut pour envisager le déplacement de l'arrêt.*

- Aménager la traversée piétonne pour les personnes à mobilité réduite et malvoyantes sur base des articles 414 et 415 du CWATUPE et du guide de bonnes pratiques pour l'aménagement de cheminements piétons accessibles à tous.

- Protéger "la zone piétonne et cycliste" par des aménagements physiques au niveau du plateau entre le trottoir traversant et la traversée cyclo-piétonne, de façon à éviter que les véhicules venant du boulevard ou sortant du site ne puissent rouler sur cette zone tout en préservant l'accessibilité aisée par les modes doux.

La localisation de cette traversée est justifiée par la volonté de permettre une liaison cycliste cohérente entre la future piste cyclable double-sens localisée côté parc, la nouvelle voirie et le futur projet de jonction avec le pré-RAVeL 88a, localisé rue Paul Pastur.

Suite à la remarque des membres de la CCATM (commission consultative d'aménagement du territoire et de mobilité), le déplacement de la traversée cyclo-piétonne en amont ou en aval de l'entrée du site peut être envisagé sous réserve de l'accord du Service public de Wallonie et de garantir une continuité des cheminements piétons et cyclistes. Cette solution me semble difficile à envisager car, pour rappel, la largeur recommandée pour une piste cyclable séparée double sens est de 2,60m avec un minimum de 2,20m et la largeur minimale d'un trottoir est 1,50m. Il faut donc une largeur disponible de minimum 3,70m, boulevard des Combattants côté habitations, entre la traversée cyclo-piétonne et l'entrée du site, tout en sachant qu'il faut également prévoir une largeur supplémentaire de 3m pour la bande de décélération/accélération.";

Considérant la note hydraulique jointe au dossier;

Considérant l'avis de l'intercommunale de gestion de l'environnement (IPALLE) du 8 octobre 2015, libellé comme suit :

«Analyse cartographique

Ce projet est situé :

- En zone d'épuration collective dont la station d'épuration de Warchin et le collecteur sont existants.*
- En amont d'une zone d'aléas d'inondation très faibles à moyens.*

Avis sur le réseau «eaux usées» de la parcelle et sur le raccordement particulier à l'égout

Conformément au code de l'eau, article R.277 § 4, relatif au système séparant l'ensemble des eaux pluviales des eaux usées :

- Le projet prévoit la pose d'un réseau séparatif (eaux usées/eaux pluviales)*
- Le projet doit prévoir la pose de deux puisards de contrôle (eaux usées/eaux pluviales) sur le domaine public.*

Pour leur conception, veuillez tenir compte des prescriptions techniques «document I» (voir sur le site <http://ipalle.be/services/avisdurbanisme.aspx> ou sur simple demande)

Conformément au code de l'eau, article R.277 § 1, 2 et 3, relatif au raccordement à l'égout :

- Le raccordement à l'égout doit faire l'objet d'une autorisation préalable auprès d'Ipalle et être réalisé sous le contrôle de cette dernière (voir procédure «document II» disponible sur le site <http://ipalle.be/services/raccordementalegout.aspx> ou sur simple demande).*
- Les travaux de raccordement seront réalisés par un entrepreneur accrédité.*

Avis sur les charges d'urbanisation sur le domaine public ou à céder à la commune

Le projet prévoit la pose d'un réseau séparatif (eaux usées/eaux pluviales).

Tous les ouvrages et conduites construits sur le domaine public et/ou remis à l'administration communale doivent être conçus sur base du cahier spécial des charges type qualiroutes dernière version.

Les documents et plans joints à la demande précisent les charges d'urbanisme que le demandeur s'engage à réaliser.

Le contrôle des charges d'urbanisme «eau»

Les travaux sur le domaine public sont réalisés sous le contrôle d'Ipalle.

Les charges d'urbanisme devront faire l'objet soit d'une réception des travaux et des charges imposés, soit de la fourniture des garanties financières nécessaires à leur exécution.

Analyse de la gestion du temps de pluie et de la lutte contre les inondations

Tamponnement des eaux sur le projet

Concernant les risques significatifs de débordement en aval, nous estimons que le projet doit prévoir une capacité de stockage minimale permanente entre événements pluvieux de l'ordre de 345 m3 (en

tenant compte d'un débit de fuite égal à 1l/s). ce tamponnement peut être réalisé, selon la topographie et la nature du sol, par des techniques qui privilégient l'infiltration (noues engazonnées, fossés d'infiltration,...) et/ou par des citernes avec trop-plein décalé, voire un surdimensionnement de conduites, des bassins de stockage, des toitures stockantes,...

Nous constatons que le présent projet prévoit un bassin d'orage d'une capacité de 345m³ avec précision sur le système d'ajutage et sur le volume de tamponnement.

Nous rappelons notre accord sous réserve que cette solution soit également entérinée par l'administration communale, par un rejet temporaire vers le boulevard des Combattants avec un système de by-pass vers le bassin d'orage qui sera réalisé en phase II. S'il apparaît à terme que les phases ultérieures ne devaient pas être exécutées, il y aura lieu de réaliser une capacité de rétention nécessaire avant occupation de la phase I.

Acceptabilité station d'épuration

Des prescriptions complémentaires pourraient être imposées par bâtiment lorsque les plans d'affectations définitifs nous seront transmis.

Documents à transmettre en fin de chantier

- Le plan as-built des travaux
- Les fiches techniques du dispositif de stockage et du régulateur de débit des eaux pluviales.
- Le plan infonet des réseaux posés.
- La fiche de pose + photos du raccordement particulier.

Ces documents sont à remettre sous format papier et sur support informatique (DWG et PDF. Pour ce faire, veuillez prendre contact avec le service cartographie d'Ipalle (069/845988) ou à l'adresse carto@ipalle.be.

Avis final

Favorable avec réserves moyennant la prise en compte des observations reprises ci-dessus.»;

Considérant l'avis favorable conditionnel (sans incidences sur le projet) du service incendie du 28 octobre 2015;

Considérant que l'avis des services techniques communaux est en attente;

Considérant le schéma d'implantation de la limite publique/privée joint au dossier;

Considérant qu'aux termes de ce plan, toute l'assiette de la voirie avec ses abords (stationnement le long de la voirie, placette, stationnement le long de la rue Paul Pastur) sera rétrocédée à la Ville et versée dans le domaine public communal;

Considérant, toutefois, qu'au terme des réunions préalables avec les services techniques communaux, le bassin d'orage enterré sous la placette et les terrasses privées y projetées resteront dans l'escarcelle de la copropriété et ne seront pas rétrocédés à la Ville;

Considérant que les zones d'accélération et de décélération devront, quant à elles, rester dans le domaine du service public de Wallonie (SPW) - direction générale opérationnelle 1 (DGO1);

Vu sa décision du 18 décembre 2015 de soumettre le dossier au prochain conseil communal aux fins de prendre connaissance du résultat de l'enquête et de statuer sur la création de la nouvelle voirie;

Attendu que l'avis du collège communal ne devra être formulé sur le projet qu'après que la délibération du conseil communal sur la voirie soit devenue définitive, donc après expiration des délais de recours et qu'il lui appartiendra, à ce moment, de prendre position sur les différents avis et sur les charges d'urbanisme;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE

des réclamations telles qu'explicitées ci-dessus;

DECIDE:

d'approuver le principe de la création d'une nouvelle voirie entre le boulevard des Combattants et la rue Paul Pastur dans le cadre du projet d'urbanisme de la SA Jardins de la Pasture sur l'ensemble de l'ancien site Dunlop, dont la première phase est à l'instruction étant entendu que :

- la voirie et ses accotements (en ce compris le stationnement le long de la voirie, la placette centrale, le stationnement le long de la rue Paul Pastur) seront rétrocédés à la Ville de Tournai et versés dans le domaine public communal, à l'exclusion des terrasses privées au droit de la placette centrale et du bassin d'orage y enterré;
- les zones d'accélération et de décélération devront, quant à elles, rester dans le domaine du SPW DGO1;
- la création de la voirie, les aménagements y liés ainsi que les aménagements projetés au droit du boulevard des Combattants sont à charge du demandeur.

20. Tournai, Chaussée d'Antoing. Aliénation de gré à gré d'une parcelle communale au profit d'une société. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que la Ville de Tournai est propriétaire de la parcelle sise à Tournai, chaussée d'Antoing, cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section I, n°524/02W, d'une contenance selon cadastre de 2a 15ca et qu'en 2013, la société anonyme IMALC a sollicité, par l'intermédiaire de Maître Jean-Luc HACHEZ, l'acquisition de la parcelle communale précitée;

Considérant, en effet, que la société anonyme IMALC est propriétaire du site des anciens ateliers Louis Carton, cadastré ou l'ayant été 1ère division, section I, n°464 X2;

Considérant que, parallèlement à cette procédure d'acquisition, la société anonyme IMALC a procédé également au rachat de la chapelle cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section I, n° 523 B appartenant à l'évêché de Tournai et jouxtant d'une part la propriété de ladite société et, d'autre part, le bien communal;

Considérant qu'à l'issue d'un entretien téléphonique le 7 octobre 2013 entre le service patrimoine et le notaire précité, ce dernier a proposé de mettre le dossier relatif à l'acquisition de la parcelle en suspens et d'avertir l'administration communale dès la passation de l'acte authentique portant sur l'acquisition de la chapelle;

Considérant qu'en date du 29 janvier 2015, l'étude notariale a averti l'administration communale que le dossier concernant l'acquisition du terrain communal pouvait être relancé;

Considérant que les services techniques ont émis un avis favorable sur cette demande d'acquisition, celle-ci servant uniquement d'accès à la chapelle;

Considérant que le collège communal, en séance du 13 février 2015, a décidé de marquer son accord de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, sur la demande d'acquisition formulée par la société anonyme IMALC;

Considérant que le rapport d'expertise du 8 mai 2015 portant sur la parcelle communale convoitée a été établi par Maître Jean-Luc HACHEZ et a fixé la valeur vénale de ce bien à 40,00€/m² (valeur correspondant à la valeur terrain en zone économique industrielle);

Considérant que le collège communal, en séance du 5 juin 2015, a décidé d'aliéner le terrain convoité moyennant le prix de 45,00€/m², prix accepté par la société IMALC en date du 8 juillet 2015;

Considérant, cependant, que Maître Jean-Luc HACHEZ a relevé une incohérence quant à la superficie du terrain objet de la vente en ce sens que, selon lui, ce bien aurait une surface de 1a 20ca;

Considérant le plan de mesurage levé et dressé par un géomètre-expert immobilier en date du 3 novembre 2015, fixant à 1a 20ca la superficie du terrain vendu, superficie confirmée par le géomètre communal et consignée dans une décision du collège communal du 23 octobre 2015;

Considérant que, lors de cette même séance, le collège communal a décidé:

- de marquer son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal sur:
 - le prix de vente de la parcelle dont question, à savoir 5.400,00€ (45,00 € x 120)
 - le projet d'acte authentique à intervenir rédigé par l'étude de Maître Jean-Luc HACHEZ moyennant les modifications apportées par le service patrimoine;

Considérant qu'aucune observation n'a été formulée lors de la tenue de l'enquête de commodo et incommodo organisée par l'administration communale durant la période du 8 décembre 2015 au 22 décembre 2015;

Considérant l'extrait du plan cadastral inhérent à ce périmètre;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

- de procéder à l'aliénation de gré à gré au profit de la société anonyme IMALC de la parcelle communale sise à Tournai, chaussée d'Antoing, cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section I, n°524/02W, d'une contenance mesurée de 1a 20ca, moyennant la somme de 5.400,00€ hors frais
- de marquer son accord sur le projet d'acte authentique d'aliénation rédigé par Maître Jean-Luc HACHEZ dont les termes suivent:

"L'AN DEUX MILLE SEIZE,

Le

Par-devant Nous, Maître Jean-Luc HACHEZ, notaire associé, résidant à Tournai, membre de la société civile sous forme de société privée à responsabilité limitée Jean-Luc HACHEZ & Véronique GRIBOMONT, notaires associés, ayant son siège social à Tournai, 0866.523.863 registre des personnes morales Tournai.

ONT COMPARU

D'une part :

La VILLE DE TOURNAI (numéro d'entreprise : 0207.354.920) représentée par :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale, né à Tournai le 1er juillet 1966, domicilié à Tournai, chaussée de Bruxelles, 125/11.

carte d'identité : 590-8220534-04 - registre national : 66.07.01-415.20.

- Monsieur LESPLINGART Thierry Alain Albert, directeur général adjoint, né à Beloeil, le 20 juin 1959, domicilié à Tournai, rue du Nord 42.

CI: 591-8579819-77 - RN: 59.06.20-157.39.

Dont l'identité à tous deux est bien connue du notaire soussigné.

Agissant conformément à une délibération du conseil communal en date du 25 janvier 2016, délibération dont une copie conforme restera ci-annexée et qui n'a fait l'objet d'aucune observation de l'autorité tutélaire; le délai légal prévu à cet effet étant expiré,

Ci-après dénommée "la partie venderesse",

Et d'autre part :

La société anonyme IMALC, ayant son siège social à Tournai, chaussée d'Antoing, 55. TVA BE 0447.632.036 RPM Tournai.

Constituée par voie de scission aux termes d'un acte reçu par le notaire Jean-Luc HACHEZ à Tournai, le dix juin mil neuf cent nonante-deux, publié aux annexes au Moniteur belge du quatre juillet suivant, sous le numéro 920704-4.

Dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un procès-verbal dressé par le notaire associé Véronique GRIBOMONT à Tournai, le vingt-six mars deux mille quatorze, publié aux susdites annexes du trente et un mars suivant, sous le numéro 14303137.

Ici représentée par

CI :

RN :

Ci-après dénommée "la partie acquéreur".

Lesquelles nous ont requis d'acter en la forme authentique la convention suivante intervenue entre elles :

VENTE :

La partie venderesse déclare avoir vendu, sous les garanties ordinaires de droit, et pour franc, quitte et libre de toutes dettes, charges et inscriptions hypothécaires ou privilégiées quelconques, à la partie acquéreur, qui accepte, le bien ci-après décrit:

DESCRIPTION DU BIEN :

VILLE DE TOURNAI - première division (ex idem):

Le terrain sis chaussée d'Antoing, cadastré ou l'ayant été section I, numéro 524/02 W pour une superficie cadastrale de deux ares quinze centiares, mais d'une superficie d'un are vingt centiares, d'après mesurage effectué par le géomètre Gilles ROGER en date du ..., plan repris sous la référence ..., et dont un exemplaire signé «ne varietur» par les parties et le notaire restera ci-annexé pour être enregistré en même temps que les présentes.

ORIGINE DE PROPRIETE :

Le bien prédécrit appartient à la Ville de Tournai depuis des temps immémoriaux.

CONDITIONS GENERALES :

1) Le bien prédécrit est vendu dans l'état où il se trouve, bien connu de la partie acquéreur, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues pouvant l'avantager ou le grever, sauf à la partie acquéreur à faire valoir les unes à son profit et à se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls, sans intervention de la partie venderesse ni recours contre elle.

A cet égard, la partie venderesse déclare qu'à sa connaissance, il n'existe pas de servitudes ou conditions spéciales grevant les biens vendus et que personnellement, elle n'en a accepté ni consenti aucune.

En outre, elle déclare, ainsi qu'il résulte d'une consultation du site web du Contact d'Informations fédéral câbles et conduites en date du 2 septembre 2015, que le bien prédécrit est concerné par des câbles et conduites des gestionnaires d'installations suivants : PROXIMUS, ORES et SWDE, lesquels doivent impérativement être contactés et avoir répondu avant le début de tous travaux dans le bien.

2) Le bien prédécrit est vendu sans garantie, notamment quant aux vices du sol ou du sous-sol. La partie acquéreur prendra donc le bien tel qu'il se comporte et la partie venderesse échappera à toutes garanties et responsabilités et spécialement à celles prévues par les articles 1641 et 1643 du code civil.

3) La contenance du terrain ci-avant indiquée n'est pas garantie; toute différence entre la superficie indiquée et la contenance réelle, fût-elle de plus d'un/vingtième, faisant la perte ou le profit de la partie acquéreur sans bonification ni indemnité.

Les énonciations du cadastre ci-dessus indiquées ne sont données qu'à titre de simples renseignements. La partie acquéreur a pris connaissance des extraits et documents cadastraux qui ont servi à la description du bien ci-dessus et sur lesquels elle marque son accord.

Toutes les contestations, qui pourraient naître concernant la superficie et les limites du bien vendu, seront tranchées par le géomètre-expert immobilier, auteur du plan prérappelé, sans aucun recours contre la partie venderesse.

4) La partie acquéreur sera subrogée dans les droits et obligations éventuels de la partie venderesse en ce qui concerne les mitoyennetés vers les propriétés voisines.

La partie acquéreur ne pourra réclamer à la partie venderesse, mais uniquement aux propriétaires des propriétés voisines, la moitié des frais de clôture de son terrain et réglera elle-même la mitoyenneté des clôtures déjà établies par les voisins.

URBANISME :

1) Le bien prédécrit est vendu avec les limitations du droit de propriété pouvant résulter notamment des prescriptions en matière d'urbanisme et des arrêtés des pouvoirs publics qui peuvent l'affecter.

2) La partie acquéreur déclare s'être enquis et fera son affaire personnelle des servitudes imposées par les services urbanistiques ou les autorités administratives, ainsi que des mesures d'expropriation projetées qui pourraient frapper le bien prédécrit, de manière telle que la partie venderesse ne puisse être inquiétée ni recherchée à ce sujet.

3) La partie venderesse déclare qu'à sa connaissance, le bien prédécrit:

- est situé dans le schéma de développement de l'espace régional;
- est affecté au plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz approuvé par arrêté royal du vingt-quatre juillet 1981 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité, en "zone d'activité économique", laquelle est régie par l'article 30 du nouveau Code wallon;
- n'est pas situé dans un projet de révision du susdit plan de secteur approuvé par arrêté;
- n'est pas situé dans le périmètre d'un plan communal d'aménagement approuvé;
- est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le conseil communal du 28 avril 2008 avec, sur la carte de structure spatiale, une affectation de «zone mixte d'habitat, de commerce, d'artisanat et de service dans un périmètre dont l'affectation nécessite une précision, modification ou dérogation du plan de secteur»;
- n'est pas situé sur la partie du territoire communal où un règlement régional est applicable;
- est situé sur le territoire communal où un avant-projet de règlement communal d'urbanisme au sens de l'article 78 est à l'étude : tout étant qu'à ce jour les dispositions du règlement général de police sur les bâtisses du 15 mai 1946 sont maintenues (cfr article 244 du règlement général de police du 1er juillet 2002), uniquement pour l'ancien territoire de la Ville de Tournai dès lors que ce règlement a été adopté bien avant les fusions;
- n'est pas situé dans un projet de rapport urbanistique et environnemental au sens de l'article 33 dudit Code wallon;
- n'est pas situé dans un site à réaménager au sens de l'article 169 du Code (site d'activité économique désaffecté);
- n'est pas situé dans un périmètre de revitalisation urbaine au sens de l'article 172 dudit Code;
- n'est pas situé dans un périmètre de rénovation urbaine au sens de l'article 173 dudit Code;
- n'est pas situé dans le périmètre tel que visé par l'article 136 bis (à savoir par arrêté du gouvernement wallon) traitant des périmètres des zones vulnérables établies autour des établissements présentant un risque majeur au sens du décret sur l'environnement;
- n'est pas à la connaissance du service urbanisme de la Ville de Tournai, soumis au droit de préemption à savoir que le gouvernement n'a pas arrêté un périmètre d'application de ce droit pour le susdit bien comme dit à l'article 176 § 3 dudit Code;

- n'est pas repris dans les limites d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté;
- n'a pas fait l'objet de classement comme monument, comme site ou ensemble architectural;
- n'a pas fait l'objet d'une inscription sur une liste de sauvegarde visée à l'article 193 dudit Code;
- n'est pas inclus dans une zone de protection par arrêté (zone de protection autour d'un monument ou site classé) au sens de l'article 209 dudit Code wallon;
- est situé aux termes du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique (PASH) approuvé par arrêté du Gouvernement wallon du 10 novembre 2005, en zone d'assainissement collectif, égout existant;
- n'est pas situé dans le périmètre d'un lotissement non périmé;
- n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme de moins de deux ans;
- n'a pas fait l'objet d'un permis de bâtir ou d'urbanisme délivré après le premier janvier mil neuf cent septante-sept;
- tout renseignement quant à la localisation dans un site repris à l'atlas des sites archéologiques ne peut être communiqué, cet atlas n'étant pas établi à ce jour.

En ce qui concerne (article 85 §1er - 3ème), les données inscrites pour ce bien dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 14 du décret relatif à l'assainissement des sols pollués, la Ville de Tournai n'est pas en possession de celles-ci.

Le notaire instrumentant réitère ces informations, au vu de la lettre de la Ville de Tournai en date du quatre mars deux mille quatorze.

La partie venderesse déclare en outre que cette lettre indique également, mais à titre tout à fait officieux, que le bien prédécrit :

- est situé à front d'une voirie provinciale (R.P.502) et donc soumis aux dispositions d'alignement du service voyer provincial dont l'avis devra être sollicité pour tout acte d'urbanisme;
- tombe sous le coup de l'arrêté ministériel du 8 novembre 2002 (Moniteur belge du 10 décembre 2002), établissant des zones de prévention rapprochée et éloignée de l'ouvrage de prise d'eau souterraine de catégorie B, dénommé «Forage du Cornet»;
- est repris dans une zone de contrainte karstique considérée comme faible sur la carte géologique établie en janvier 2004 par la faculté polytechnique de Mons (FPMs) à la demande de la Région wallonne;
- n'est pas répertorié dans le patrimoine monumental de la Belgique, édité par le ministère de la culture française (1976);
- n'est pas inventorié à l'atlas du patrimoine architectural des centres anciens édité par le ministère de la Région wallonne;
- n'a pas fait l'objet d'un arrêté le déclarant inhabitable.

La partie venderesse déclare en outre qu'elle n'a pas connaissance de ce que le bien soit repris ou se trouve à proximité d'un des périmètres "Seveso" adoptés en application de l'article 136 bis du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) susceptibles de conditionner lourdement voire d'hypothéquer toute délivrance d'autorisation administrative (permis d'urbanisme, permis de lotir).

4) La partie venderesse déclare qu'il n'existe aucun autre engagement quant à la possibilité d'effectuer ou de maintenir sur le bien prédécrit aucun des actes et travaux visés à l'article 84 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie.

5) Il est en outre rappelé que :

- aucun des actes et travaux visés à l'article 84 dudit code wallon ne peut être accompli sur le bien prédécrit tant que le permis d'urbanisme n'a pas été obtenu;
- il existe des règles relatives à la péremption des permis d'urbanisme;

- l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir un permis d'urbanisme.

GESTION DES SOLS

A. Les parties reconnaissent que leur attention a été appelée sur le fait que :

- La présence de terres polluées dans le sol, quelle que soit l'origine ou la date de la pollution peut être constitutive de déchets.

- A ce titre, le détenteur de déchets, soit en résumé, celui qui les possède ou en assure la maîtrise effective (exploitant, le cas échéant propriétaire,...) est tenu d'un ensemble d'obligations, allant notamment d'une obligation de gestion (collecte, transport, valorisation ou élimination,...) à une obligation d'assainissement voire de réhabilitation éventuellement lourdes financièrement et passibles de sanctions administratives, civiles et pénales, notamment en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et des articles 161 à 171 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie relatifs aux sites à réaménager ou encore, de taxes tantôt sur la détention, tantôt sur l'abandon de déchets, en vertu du décret fiscal du 22 mars 2007, favorisant la prévention et valorisation des déchets en région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

- En l'état du droit, il n'existe pas de norme (décret, arrêté,...) qui prescrive à charge de la partie venderesse des obligations d'investigation ou d'assainissement en cas de mutation de sol. De même, est discutée la question de savoir si l'exigence classique de "bonne foi" oblige le vendeur non professionnel à mener d'initiative de telles démarches d'investigation sur son propre sol, avant toute mutation. Le décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols (Moniteur Belge du 18 février 2009), entré en vigueur le 6 juin 2009, n'impose pas actuellement d'obligation d'information, d'investigation ou d'assainissement (cfr. article 21), même pour les terrains à risque, dans l'attente de la constitution d'une banque de données de l'état des sols. Pour autant, tout propriétaire peut, à défaut de cause d'exonération être tenu en qualité de débiteur de ces obligations à l'égard de l'autorité publique.

B. Dans ce contexte, la partie venderesse déclare qu'à sa connaissance, après une jouissance paisible (sans trouble) et utile (sans vice), sans pour autant que la partie acquéreur exige d'elle des investigations complémentaires dans le terrain (analyse du sol par un bureau agréé,...), rien ne s'oppose, selon elle, à ce que le bien vendu soit destiné, au regard de cette seule question d'état de sol, à l'accueil d'un parking et qu'en conséquence, elle n'a exercé ou laissé s'exercer sur le bien vendu ni acte, ni activité qui soit de nature à générer une pollution antérieure aux présentes qui soit incompatible avec la destination actuelle ou future du bien.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, la partie venderesse sera exonérée vis-à-vis de la partie acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution du sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement ou autres qui pourraient en résulter, sauf cependant dans le cas où la partie venderesse serait désignée comme débitrice de ces obligations au sens de l'article 22 dudit décret.

PERMIS D'ENVIRONNEMENT - RESERVOIR A MAZOUT :

La partie venderesse déclare que le bien prédécrit ne fait pas l'objet d'un permis d'environnement (anciennement permis d'exploiter).

OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS :

1) La partie venderesse déclare que le bien prédécrit est libre d'occupation.

2) La partie acquéreur en aura la propriété et la jouissance par la libre disposition à compter de ce jour.

3) Elle supportera toutes taxes et impositions généralement quelconques pouvant grever le bien vendu à compter de ce jour également.

L'attention des parties est spécialement attirée sur le fait que d'après les dispositions fiscales en vigueur, les propriétaires d'un bien au premier janvier sont seuls responsables vis-à-vis de l'administration des contributions du paiement du précompte immobilier.

La partie venderesse déclare avoir reçu de la partie acquéreur les sommes suivantes en paiement de sa quote-part du précompte immobilier de l'année en cours à compter de ce jour, soit *** euros (***) €).

Dont quittance.

DECLARATIONS DES PARTIES :

La partie venderesse déclare :

- n'avoir pas concédé sur le bien, objet des présentes, un mandat hypothécaire, une option d'achat, un droit de préemption ou tout autre droit de préférence à un tiers;
- qu'à sa connaissance, ce bien n'a pas fait l'objet d'une notification d'expropriation, de classement ou d'alignement;
- que ce bien ne fait l'objet, à sa connaissance, d'aucune taxe annuelle relative à des travaux de voirie ou autres et que toutes taxes communales dues à ce jour relativement au bien vendu ont été acquittées.

Si tel ne devait pas être le cas, elles resteraient à charge de la partie venderesse;

Les parties déclarent, en outre, chacune pour ce qui la concerne :

- ne pas être ou avoir été faillie et/ou frappée d'une mesure d'interdiction ou de dessaisissement provisoire;
- ne pas avoir obtenu ni sollicité un règlement collectif de dettes et n'avoir pas l'intention de le faire.

PRIX :

Montant

La présente vente est, en outre, consentie et acceptée pour et moyennant le prix de quarante-cinq euros le mètre carré (45,00 €/m²), soit la somme de CINQ MILLE QUATRE CENTS EUROS (5.400,00 €).

Quittance

La partie venderesse reconnaît avoir reçu l'intégralité de cette somme.

DONT QUITTANCE, sous réserve d'encaissement pour les paiements effectués par chèque. Cette quittance fait double emploi avec toutes autres pouvant exister pour le même objet.

Est ici intervenu, Monsieur Eddy MOULIN, Directeur financier de la Ville de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro 091-0004076-31 du bureau des recettes de la Ville de Tournai, et donner quittance entière et définitive.

Conformément à la décision du conseil communal, Monsieur Eddy Moulin et la Ville de Tournai, dûment représentée, requièrent la dispense d'inscription d'office comme dit ci-après.

Mode de paiement par la partie acquéreur – Origine des fonds

...

DECLARATIONS PRO FISCO :

Les parties reconnaissent que le notaire instrumentant leur a donné lecture :

- 1) du premier alinéa de l'article deux cent trois du code des droits d'enregistrement ainsi libellé: "En cas de dissimulation au sujet du prix et des charges ou de la valeur conventionnelle, il est dû individuellement par chacune des parties contractantes, une amende égale au droit éludé. Celui-ci est dû indivisiblement par toutes les parties.
- 2) de l'article 212 du même code relatif à la restitution des droits d'enregistrement.
- 3) des articles 53 et suivants du code des droits d'enregistrement.

A ce sujet, la partie acquéreur a déclaré ne pas pouvoir bénéficier des avantages visés auxdits articles.

FRAIS :

Tous les frais, droits et honoraires à résulter des présentes sont à charge exclusive de la partie acquéreur.

Etant précisé que si l'administration fiscale relevait une insuffisance sur le prix de vente, les droits supplémentaires, amendes, intérêts et accessoires, qui pourraient être réclamés, seront entièrement à charge de la partie acquéreur.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE :

Monsieur le Conservateur des hypothèques compétent est expressément dispensé de prendre inscription d'office, pour quelque cause que ce soit, lors de la transcription des présentes.

ELECTION DE DOMICILE :

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur domicile respectif susindiqué.

IDENTITE - ETAT CIVIL :

Le notaire instrumentant certifie que l'identité des comparants a été établie par les documents d'identité probants mentionnés ci-dessus (carte d'identité - registre national) étant précisé que la mention éventuelle dans le présent acte du numéro d'identification des parties dans le registre national des personnes physiques a fait l'objet de l'accord exprès des parties concernées.

En outre, en application de la loi hypothécaire, le notaire instrumentant atteste et certifie, au vu des pièces officielles requises par la loi, l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance des parties tels qu'ils sont indiqués ci-avant.

POUVOIRS :

Les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à l'un des collaborateurs du notaire associé instrumentant à l'effet de signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes pour mettre ceux-ci en concordance avec les documents hypothécaires et cadastraux et ceux de l'état civil, de rectifier ou de préciser s'il y a lieu, la désignation des biens et l'origine de propriété ou de faire toute déclaration en matière fiscale.

DROIT FISCAL D'ECRITURE

Droit d'écriture de CINQUANTE EUROS (50,00 €), payé sur déclaration de la société civile à forme de société privée à responsabilité limitée Jean-Luc HACHEZ & Véronique GRIBOMONT, à Tournai, en vertu de l'article 6, 3° de l'arrêté royal du vingt et un décembre deux mille six, portant exécution de la loi du dix-neuf décembre deux mille six.

DONT ACTE.

Fait et passé à Tournai, en l'Hôtel de Ville.

Date que dessus.

Les parties reconnaissent que le notaire instrumentant a attiré leur attention sur le droit de chaque partie de désigner librement un autre notaire ou de se faire assister par un conseil, en particulier quand l'existence d'intérêts contradictoires ou d'engagements disproportionnés est constatée.

Les parties nous déclarent qu'elles ont pris connaissance du projet du présent acte le

....., et dès lors au moins cinq jours ouvrables avant la signature des présentes et que ce délai leur a été suffisant pour l'examiner utilement.

Et après lecture commentée, intégrale en ce qui concerne les parties de l'acte visées à cet égard par la loi, et partiellement des autres dispositions, les parties ont signé avec Nous, Notaire. ";

- d'affecter les fonds à provenir de cette vente à l'article 124/761-56 du budget extraordinaire 2016.

21. Fêtes de fin d'année. Occupation des cellules commerciales vides. Convention. Ratification.

Le **président** d'assemblée suggère au conseil d'examiner les points 21, 22 et 23 simultanément.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, précise d'emblée que son groupe s'abstiendra sur ces points. Il s'agit ici de ratifier des conventions portant sur les fêtes de fin d'année. "On va s'abstenir, car ces conventions arrivent après ces évènements !" s'exclame-t-elle. "Et la convention du beau vélo de RAVeL, le 2 juillet 2016, on va la recevoir quand ? A Noël ?" ironise-t-elle.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient ensuite :

"Je voulais faire exactement la même intervention que Madame la Conseillère communale Monique WILLOCQ. Notre groupe s'abstiendra aussi. Comme le collège n'a pas besoin de notre avis pour prendre une décision, nous nous abstenons."

Par 30 voix pour et 7 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que, dans le cadre de son programme d'animations des fêtes de fin d'année dans le centre-ville, le collège communal avait décidé en séance du 23 octobre 2015 de proposer, en collaboration avec l'ASBL Tournai centre-ville, des animations à l'intérieur de cellules commerciales vides du centre piétonnier mises à disposition gratuitement par leur propriétaire;

Considérant que des décors, personnages Star Wars et animations, ont été commandés auprès de "The Prospectors" par la Ville et qu'un partenariat a été organisé en vue du bon déroulement des animations et de la mise en place des décors dans les cellules vides;

Considérant qu'un modèle de convention a été établi par le service juridique en vue de régler les modalités relatives à la collaboration précitée entre la Ville, l'ASBL et les propriétaires.

Vu l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 30 voix pour et 7 abstentions;

RATIFIE

les termes du modèle type de convention relative au partenariat entre la Ville, l'ASBL Tournai centre-ville et les propriétaires de cellules commerciales vides du piétonnier occupées durant les festivités de fin d'année :

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : objet de la convention

Dans le cadre des festivités de fin d'année, la Ville, l'ASBL et le propriétaire ont décidé de collaborer en vue de permettre l'organisation d'animations au sein de cellules commerciales vides sises dans le piétonnier à Tournai.

Ces animations ont été commandées par la Ville et seront assurées par "The Prospectors".

La présente convention a pour objet de régler les modalités relatives à la collaboration précitée entre la Ville, l'ASBL et le propriétaire.

Article 2 : engagement du propriétaire

Le propriétaire s'engage à mettre gratuitement à disposition de la Ville et de l'ASBL la cellule commerciale dont il est propriétaire sise à 7500 Tournai d'une surface approximative de m².

La cellule sera mise à disposition du ... au ... 2015 en vue de l'organisation : ... [à adapter selon l'activité proposée dans la cellule: animations Star Wars par "The Prospectors" (accessibles ou non au public) ou placement de décors et personnages Star Wars].

La cellule mise à disposition devra être vide en vue de l'installation des décors et l'organisation des animations.

Le propriétaire déclare que la cellule est couverte par un contrat d'assurance incendie.

Article 3 : engagements de la Ville

La Ville s'engage à assumer les obligations suivantes :

- l'établissement des états des lieux d'entrée et de sortie de la cellule mise à disposition de même que le relevé des compteurs;
- la couverture et les frais liés aux assurances relatives à l'occupation visée par la présente convention;
- la fourniture à l'ASBL de drapés noirs en vue de la décoration de la cellule;
- la fourniture à l'ASBL des personnages Star Wars;
- l'animation des ateliers au sein de la cellule;
- la prise en charge des frais relatifs à la SABAM;
- le nettoyage de la cellule mise à disposition;
- la décoration de la cellule avec la collaboration de l'ASBL.

Article 4 : engagements de l'ASBL

L'ASBL s'engage à assumer les obligations suivantes :

- la prise en charge du coût lié aux consommations énergétiques;
- l'ouverture, si nécessaire, des compteurs électriques et la prise en charge des frais éventuels qui en résultent;
- la décoration de la cellule en collaboration avec la Ville;
- l'encadrement des ateliers, en ce compris le fait de veiller à ce que le nombre de personnes que peut accueillir la cellule ne soit pas dépassé. Des stewards seront présents dans chaque cellule destinée à accueillir du public.

Article 5 : protection des tendances idéologiques et philosophiques

Conformément à l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, les parties s'abstiendront de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion, de restriction ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des Lois, Décrets et Règlements.

Article 6 : tranquillité du voisinage

La Ville et l'ASBL veilleront particulièrement à prendre toutes mesures utiles afin que l'occupation ne génère pas de trouble pour le voisinage.

Article 7 : entretien - responsabilité

La Ville et l'ASBL s'engagent à occuper les lieux en bon père de famille.

Ils seront rendus responsables à l'égard du propriétaire des dégradations éventuelles occasionnées aux locaux et matériels.

Article 8 : litige

Tout litige relatif à la validité, l'interprétation, l'exécution du présent contrat sera tranché par les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - division Tournai.

22. Fêtes de fin d'année. Convention entre les éditions de l'Avenir et la Ville. Ratification.

Par 30 voix pour et 7 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCOQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 23 octobre 2015, le collège communal a décidé de marquer son accord sur le programme des festivités de fin d'année, projet élaboré en collaboration avec l'ASBL Tournai centre-ville, l'association des commerçants et Tournai commerce;

Considérant que le service communication a pris contact avec les éditions de l'Avenir qui pouvaient proposer une insertion dans "l'Avenir" et le "Proximag" pour un montant de 505,95 € toutes taxes comprises (selon offre reçue par e-mail du 25 novembre 2015);

Considérant que le montant de la dépense étant inférieur à 500,00€ hors TVA et afin de faire paraître cette insertion au plus tôt, une convention a été établie par ces éditions en accord avec le service communication;

Considérant qu'en séance du 4 décembre 2015, les éditions de l'Avenir ont été désignées pour ce marché sur base de cette convention;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 30 voix pour et 7 abstentions;

DECIDE

de ratifier les termes de la convention de partenariat établie entre les éditions de l'Avenir et la Ville de Tournai, relative à une insertion dans le cadre des fêtes de fin d'année :

"1. Cette convention de partenariat est conclue entre :

Société : Ville de Tournai

Adresse : rue Saint-Martin, 52 – 7500 Tournai

E-Mail : christophe.lison@tournai.be

Contact : Monsieur Christophe Lison

Numéro de TVA : pas assujettie à la tva

Et :

Société : Les Editions de l'Avenir

Adresse : Route d'Hannut, 38 – 5004 Bouge

Téléphone : 081/24.89.55

E-mail : nicolas.bridoux@lavenir.net

Contact: Nicolas Bridoux – 0475/95.97.75

Numéro de TVA : BE 0404 332 622

ci-après "Les organisateurs"

ci-après "Les éditions"

2. Objet de la convention

Les organisateurs et Les éditions décident de s'associer à l'occasion de Tournai d'hiver qui se déroulera du 11 au 31 décembre 2015. Ce partenariat consiste en un échange de services et d'espaces visant à promouvoir les activités des organisateurs mentionnées ci-dessus, d'une part, et les quotidiens publiés par Les éditions, d'autre part.

3. Durée de la convention

La présente convention prendra cours le 25 novembre 2015 et s'achèvera le 1er janvier 2016, date à laquelle les prestations réciproques devront avoir été réalisées. Si, à cette date, les organisateurs n'ont pas utilisé l'espace convenu aux présentes, ils ne pourront en exiger une utilisation ultérieure. Les parutions seront conditionnées à la réception de la présente convention dûment signée par les deux parties pour accord (à retourner à l'adresse susmentionnée dans les meilleurs délais).

4. Prestations garanties par les éditions

a. Espaces

Insertion de 2 bandeaux promotionnels dans l'Avenir (édition du Courrier de l'Escaut et édition du Courrier de Mouscron)

Format : 227 mm L x 50 mm H

Valeur de la campagne dans l'Avenir : 108,00€ hors TVA

(Tarif spécial pour non assujetti à la tva qui est à 10% du tarif normal)

Dates de parution : 12-19 décembre 2015

Délais de réception :

Le matériel graphique sera envoyé à l'adresse : nicolas.bridoux@lavenir.net, 10 jours ouvrables avant la parution. Passé ce délai, les éditions ne pourront pas garantir la parution.

b. Espaces Proximag

Insertion de 2 bandeaux promotionnels dans le Proximag (édition de Tournai)

Format : 200 mm L x 67 mm H

Valeur de la campagne dans le Proximag : 87,00€ hors TVA

(Tarif spécial pour non assujetti à la tva qui est à 10% du tarif normal)

Semaines de parution : semaines 50 et 51

Délais de réception :

Le matériel graphique sera envoyé à l'adresse : nicolas.bridoux@lavenir.net, 10 jours ouvrables avant la parution. Passé ce délai, les éditions ne pourront pas garantir la parution.

Logos : les insertions comprendront un maximum de 10 logos, y compris celui de «LAVENIR.NET» et de «PROXIMAG». Ces logos représenteront un maximum de 25% de l'espace. Le logo de «LAVENIR.NET» et «PROXIMAG» seront mis en évidence (hors du bloc logos) et auront une longueur minimum de 36mm.

5. Prestations des organisateurs

Les organisateurs s'engagent à réserver aux éditions un traitement de sponsor principal.

A ce titre, Les éditions bénéficieront des retours suivants :

- Présence obligatoire du logo LAVENIR.NET et PROXIMAG sur toute la campagne de communication, de la façon la plus lisible par la dimension, l'emplacement et la qualité de l'impression :

- affiches
- flyers
- panneaux
- annonces presse quotidienne, presse hebdomadaire toutes-boîtes et magazine (longueur minimum du logo des éditions = 36mm)
- site Internet (renvoi vers www.lavenir.net)
- spots radio et TV (les grilles des campagnes seront communiquées aux éditions 5 jours avant la première diffusion)

Les organisateurs s'engagent à respecter la présentation, le format et les couleurs du logo des éditions.

Tout le matériel de communication sera validé par les éditions avant impression.

Les organisateurs fourniront aux éditions tous les justificatifs relatifs à cette campagne.

- Visibilité sur le site de l'événement, à un niveau identique aux autres principaux sponsors.

Les organisateurs prennent en charge les éventuelles taxes et impositions afférentes aux visuels présents sur le site de l'événement.

- Les organisateurs s'engagent à donner aux éditions tous les retours offerts aux sponsors principaux et qui ne seraient pas précisés aux présentes.

6. Exclusivité sectorielle

Les organisateurs s'engagent à garantir aux éditions une exclusivité sectorielle promotionnelle et publicitaire (presse quotidienne, presse jeunesse et site internet d'information belge) pendant toute la durée de la présente convention.

7. Facturation

1/ Facture d'échange

Les deux parties s'engagent dans les quinze jours de la signature de la présente convention :

Les éditions de l'Avenir établissent une facture d'un montant équivalent à 195,00€ (hors TVA).

La facture/déclaration de créance de l'organisateur sera d'un montant équivalent à 195,00€ (hors TVA).

La différence de TVA, soit 40,95€ à charge de l'organisateur devra être payée pour solder l'échange, sur le compte des éditions de l'Avenir. ING IBAN : BE08 3500 0113 4013 BIC : BBRUBEBB avec la communication de référence de la convention. Et ceci dès réception de la facture.

Les facturations réciproques doivent être effectuées dans les 15 jours de la signature de la convention.

Adresse de facturation :

Direction financière et comptable de la Ville de Tournai

Monsieur Eddy MOULIN

Rue Saint-Martin, 52

7500 Tournai

Pas assujetti à la tva

2/ Facture à payer :

L'organisateur achète 31 abonnements d'un mois (15,00€ toutes taxes comprises pièce) à l'Avenir digital.

L'organisateur reçoit une facture globale des éditions d'un montant de 465,00€ (TTC).

8. Remarques

Si Les organisateurs décident d'acheter de l'espace publicitaire dans une zone couverte par les titres des éditions, ils s'engagent à investir au moins 50% du budget consacré à cet achat, dans les supports des éditions.

Les éditions se réservent le droit de facturer 50% du montant total de l'espace octroyé aux organisateurs, si la manifestation susmentionnée n'a pas lieu.

Tout différend relatif à la présente convention sera soumis à la compétence des tribunaux de Namur.

Au préalable, les parties mettront tout en œuvre en vue de rechercher une solution amiable.

9. Résiliation de la convention

En cas de résiliation, les parties se réservent un délai de 3 mois. En cas de manquement par l'une des parties, l'autre se réserve la possibilité de procéder à la résiliation de plein droit, sous réserve de dommages et intérêts.

10. Disposition particulière

Lors de la prochaine édition de cette manifestation, Les éditions seront consultées en priorité pour la reconduction du partenariat.

Fait à Liège, le 25 novembre 2015, en autant d'exemplaires que de parties, chacune reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour Les organisateurs, Pour Les éditions,

Pour caution solidaire,

Monsieur Paul-Olivier Delannois Monsieur Thierry Lesplingart Nicolas Bridoux

Echevin délégué à la Fonction maïorale Directeur général adjoint Field Marketing Promotor".

23. Fêtes de fin d'année. Acquisition de décorations diverses pour sapins et bâtiments. Marché complémentaire en urgence. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Par 30 voix pour et 7 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, MM. G. LECLERCQ, J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, J. DEVRAY, Mme S.

LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSENS, MM. L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : M. J.-M. VANDENBERGHE, Mmes M.-C. LEFEBVRE, M. WILLOCOQ, H. CLEMENT-COUPLET, M. X. DECALUWE, Mme C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relatif à la loi sur les marchés publics, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics;

Vu sa décision du 26 octobre 2015 de passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006, un marché de fournitures à lots ayant pour objet l'acquisition de décorations lumineuses pour sapins estimé et ventilé comme suit :

Montants TVA comprise

- lot 1 : décorations diverses (7.837,51€)

- lot 2 : décorations lumineuses (16.123,65€)

pour un montant total de 23.961,16€ TVA comprise;

Considérant que, dans le cadre du lot 1, une seule entreprise a répondu, mais n'était pas en mesure de livrer l'ensemble du matériel;

Considérant qu'après contact avec différents fournisseurs, seule la firme VAN REMOORTEL, Schrijberg, 189 à 9111 Belsele était à même de livrer le solde du matériel nécessaire pour compléter les décorations diverses destinées aux fêtes de fin d'année;

Considérant la décision du collège communal du 4 décembre 2015 prise vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de passer un marché ayant pour objet l'acquisition de matériel de décoration destiné aux fêtes de fin d'année, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, avec la firme VAN REMOORTEL, Schrijberg, 189 à 9111 Belsele, au montant de son offre s'élevant à 935,61€ hors TVA, soit 1.132,09€ TVA comprise;

Considérant que des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 763/749-98 par voie de modification budgétaire extraordinaire et permettent de supporter ces dépenses;

Considérant qu'il appartient au conseil communal, en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de prendre acte de cette décision;

Sur proposition du collège communal;

Par 30 voix pour et 7 abstentions;

PREND ACTE

de la décision prise par le collège communal en séance du 4 décembre 2015, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel de décoration destiné aux fêtes de fin d'année.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1°c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de

fournitures et de services, avec la firme VAN REMOORTEL, Schrijberg, 189 à 9111 Belsele, au montant de son offre s'élevant à 935,61€ hors TVA, soit 1.132,09€ TVA comprise.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée, conformément aux dispositions de l'article 110, dernier alinéa de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 4 : des crédits adéquats sont inscrits au budget extraordinaire 2015 sous l'article 763/749-98 par voie de modification budgétaire extraordinaire et permettent de supporter ces dépenses.

Article 5 : de donner connaissance de cette décision au prochain conseil communal qui en prendra acte;

ADMET

la dépense.

24. Campagne de stérilisation des chats errants. Convention vétérinaires-Ville. Modifications. Ratification.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient comme suit :

"Je suis heureux que ce point revienne au conseil communal, suite à des discussions constructives entre les vétérinaires et le service administratif de la Ville."

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient ensuite :

"De nouveau, on nous met devant le fait accompli. Nous nous abstiendrons également sur ce point puisque la décision a été prise."

Monsieur l'Echevin PS, **Philippe ROBERT**, répond à cette intervention :

"Je ne vois pas pourquoi vous dites que la convention vient après coup ! Cette convention a été présentée au dernier conseil communal. Elle a été légèrement amendée suite à une réunion que nous avons eue avec le cercle des vétérinaires du Tournaisis. Nous revenons devant vous simplement pour vous demander d'approuver ces quelques modifications."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant sa décision du 26 octobre 2015 d'approuver, dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats errants, les termes du projet de convention à conclure avec les vétérinaires ayant remis une offre conforme, suite à la constitution d'une réserve de candidats/vétérinaires;
Considérant la demande du cercle des vétérinaires du Tournaisis de modifier deux points de la convention :

Article 2 : rôle du vétérinaire :

- Point 1 : remplacer les termes : « *Vérifier sur base du certificat d'identification du chat que l'animal présenté pour la stérilisation ou l'euthanasie est bien un chat errant et le confirmer* » par les suivants : « *Vérifier que le chat présenté pour la stérilisation ou l'euthanasie ne porte pas d'élément permettant l'identification de son propriétaire et qu'il est bien considéré comme errant sur base de l'attestation d'errance qui l'accompagne et dont un modèle est joint en annexe* ».
- Point 3 : préciser le temps de convalescence en ajoutant les termes suivants : « *nécessaire estimé par le vétérinaire* »;

Considérant que les modifications apportées ne constituent que des clarifications souhaitées par les vétérinaires et destinées à dissiper tout risque de mauvaise interprétation sur la portée de leur engagement;

Considérant que ces modifications n'emportent aucun changement sur les droits et obligations des parties;

Considérant la décision du collège communal du 18 décembre 2015 d'approuver, sous réserve de l'accord du conseil communal, les modifications à la convention souhaitées par le cercle des vétérinaires du Tournaisis et d'autoriser Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS, et Monsieur le Directeur général adjoint, Thierry LESPLINGART, à signer cette convention;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité ;

RATIFIE

les modifications apportées à la convention à conclure avec les vétérinaires ayant remis une offre conforme, suite à la constitution d'une réserve de candidats/vétérinaires dans le cadre de la campagne de stérilisation des chats errants, à savoir :

Article 2 : rôle du vétérinaire :

- Point 1 : remplacer les termes : *«Vérifier sur base du certificat d'identification du chat que l'animal présenté pour la stérilisation ou l'euthanasie est bien un chat errant et le confirmer»* par les suivants : *«Vérifier que le chat présenté pour la stérilisation ou l'euthanasie ne porte pas d'élément permettant l'identification de son propriétaire et qu'il est bien considéré comme errant sur base de l'attestation d'errance qui l'accompagne et dont un modèle est joint en annexe»*.
- Point 3 : préciser le temps de convalescence en ajoutant les termes suivants : *« nécessaire estimé par le vétérinaire »*.

25. Service public de Wallonie. Centrale d'achat pour l'acquisition de pneus, lubrifiants, produits d'entretien, articles de bureau, cachets administratifs, enveloppes personnalisées et papier. Adhésion.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1222-3 et L1222-4 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'une convention d'adhésion à la centrale d'achat du Service public de Wallonie (S.P.W.) a été approuvée par le conseil communal en séance du 20 octobre 2008;

Considérant que le recours à une centrale d'achat permet, en toute légalité et sans obligation, de :

- bénéficier de conditions avantageuses, compte tenu des volumes en jeu
- économiser une procédure de marchés publics;

Considérant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 15 stipulant qu'un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Considérant que le S.P.W. agit en tant que centrale d'achat pour la fourniture de matériel de bureau, mobilier, vêtements de travail et matériel de protection, véhicules de service et fournitures diverses, sous réserve de la conclusion d'une convention particulière avec cette administration;

Considérant que la Ville de Tournai recourt à cette centrale d'achat pour les marchés suivants :

- pneus (validité: du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015 - adjudicataire : firme QTEAM-VPLAM)

- lubrifiants pour véhicules (validité: du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015 - adjudicataire: firme DURAY)
- fournitures de bureau (validité: du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2015 - adjudicataire: firme LYRECO)
- cachets administratifs (validité: du 7 janvier 2013 au 31 décembre 2015 - adjudicataire: firme POSTHUMUS)
- produits d'entretien (validité: du 1er janvier 2013 au 31 décembre 2015 - adjudicataire: firme GLOBAL NET)
- enveloppes personnalisées (validité: du 1er juillet 2013 au 31 décembre 2015 - adjudicataire: firme IGEPA)
- papier (validité: du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2016 - adjudicataire: firme IGEPA);

Considérant que les marchés susvisés arrivent à échéance le 31 décembre 2015, excepté celui du papier (échéance le 31 décembre 2016);

Considérant que des nouveaux marchés ont été lancés par le Service public de Wallonie (S.P.W.) et sont en cours d'attribution;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'adhérer, à partir du 1er janvier 2016, aux marchés suivants passés par le Service public de Wallonie (S.P.W.) qui agira en tant que centrale d'achat, et ce pour toute la durée de ceux-ci :

- pneus (sous réserve de la localisation du garage où devra être effectué le remplacement des pneus)
- lubrifiants pour véhicules
- fournitures de bureau
- cachets administratifs
- produits d'entretien
- enveloppes personnalisées
- papier.

26. Hôtel de Ville. Salles et locaux. Règlement relatif aux horaires et autres modalités d'occupation. Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Jean-Louis CLAUX, sort de séance.

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, intervient d'emblée comme suit :

"Je voudrais une précision à l'article 4. Celui-ci dit :

Article 4 – Précisions relatives aux horaires

Sous réserve des dérogations exceptionnelles accordées par le collège communal, les horaires fixés à l'article 2 du présent règlement doivent impérativement être respectés.

A l'exception des réunions «citoyennes», des organes communaux et des commissions communales, ces horaires sont applicables à tout type d'occupation (repas, conférences, réunions...) »..

Je voudrais bien qu'on m'explique la différence entre les concepts de "réunion" et de "réunion citoyenne".

Le **directeur général adjoint** explique que le règlement est applicable, à l'exception des réunions organisées dans le cadre de l'exercice de la démocratie et de la citoyenneté, comme par exemple, les réunions du conseil communal, des commissions (exemple : commission consultative de l'aménagement du territoire et de la mobilité), des réunions citoyennes ayant trait par exemple à l'aménagement du territoire, ...

Le principe fondamental est de n'entraver en aucune façon l'exercice de la démocratie et de la citoyenneté dans la "maison communale", en d'autres termes l'Hôtel de Ville.

Le **président** d'assemblée précise que ces termes visent toutes les réunions citoyennes légales ou informelles.

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, formule les deux remarques suivantes :

"22 heures, c'est un peu tôt pour une réunion qui commence à 19 heures 30. Je parle ici de séance d'information sur le thème de la santé par exemple. Le débat risque d'être écourté.

Deuxième remarque, je propose à l'article 8 de mettre en annexe le montant des redevances. Il est question de redevance mais les montants n'apparaissent pas. Ce serait intéressant que ces montants figurent en annexe."

Le **directeur général adjoint** précise que les tarifs d'occupation des locaux communaux sont arrêtés chaque année par le conseil communal. Comme ils sont susceptibles de varier régulièrement, il est préférable de les faire figurer dans un règlement spécifique.

Par 34 voix pour et 2 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCOQ, MM. J.-L. VIEREN, D. SMETTE, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, G. DENONNE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Ont voté contre : MM. B. MAT, S. LECONTE.

Considérant que les salles et locaux de l'hôtel de ville sont régulièrement mis à disposition pour l'organisation de réunions et manifestations diverses;

Considérant que, pour des raisons de sécurité, il est nécessaire qu'un huissier soit présent lors de ces mises à disposition;

Considérant que, régulièrement, ces réunions et manifestations se déroulent en soirée et se poursuivent très tard dans la nuit;

Considérant que les huissiers sont donc amenés à accumuler de nombreuses heures supplémentaires qu'ils doivent récupérer;

Considérant qu'étant donné le nombre limité d'huissiers, cette situation entraîne de réelles difficultés d'organisation et de fonctionnement du service;

Considérant qu'il convient, dès lors, d'imposer des horaires d'occupation des salles et locaux de l'hôtel de ville, hors exercice du pouvoir politique;

Considérant qu'aucun règlement d'administration intérieure n'a encore été adopté par le conseil communal pour fixer les modalités d'occupation de ces salles et locaux;

Considérant le projet de règlement rédigé par le service patrimoine, occupation du domaine public à la demande de Monsieur le Directeur général adjoint;

Considérant que ce règlement fixe non seulement les horaires d'occupation des salles (occupations tardives jusque 22 heures maximum uniquement les 2ème, 3ème et 4ème lundis et 2ème, 3ème et 4ème mercredis de chaque mois), mais aussi d'autres conditions d'occupation dont les principales sont les suivantes :

- occupation soumise à autorisation écrite préalable du collège communal, les occupants étant tenus de respecter les conditions de l'autorisation
- établissement d'états des lieux contradictoires
- occupation des lieux en bon père de famille
- versement préalable de la caution, de la redevance et des frais
- en cas d'annulation par les occupants, paiement de frais d'annulation (en fonction de la date d'annulation)
- exonération de responsabilité de la Ville, d'une part, en cas de dommages subis par quiconque du fait de la mise à disposition des locaux et des activités qui y sont organisées et, d'autre part, en cas de dommages causés aux objets ou au matériel appartenant aux occupants ou à des tiers ou en cas de vol ou de disparition de ces biens
- prise en charge par les occupants du paiement des droits à la SABAM et de toute rémunération perçue pour compte d'artistes et de producteurs de musique
- dispositions en matière de sécurité : respect de la capacité maximale d'occupation, obligation de laisser les sorties de secours déverrouillées et de ne pas entraver celles-ci, attestations de conformité à fournir en cas d'installation de gradins, podiums, scènes ou autres structures techniques conséquentes, interdiction d'apporter des modifications aux locaux, pas d'utilisation de bonbonnes de gaz, interdiction de fumer...;

Considérant que, lors de sa séance du 4 décembre 2015, le collège communal a, sous réserve de la décision du conseil communal, marqué son accord sur ce projet de règlement.

Vu les articles L1122-30 et L1122-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Sur proposition du collège communal;

Par 34 voix pour et 2 voix contre;

DECIDE

d'approuver les termes du règlement relatif aux horaires et autres modalités d'occupation des salles et locaux de l'hôtel de ville s'appliquant à toutes les mises à dispositions accordées à partir du 1er mars 2016, hors exercice du pouvoir politique, et rédigé comme suit :

Article 1 – Salles et locaux concernés

Sont visés par le présent règlement les salles et locaux de l'hôtel de ville de Tournai, à savoir :

- la crypte
- le salon de la reine
- la salle des mariages
- la salle du conseil communal
- le grand salon
- le petit salon des sections
- le cloître
- la salle de l'urbanisme
- les halls et cuisines.

Article 2 – Horaires

Les horaires d'occupation des salles de l'hôtel de ville de Tournai sont fixés comme suit :

Semaines	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche Jours fériés Jours de fermeture de l'administr ation
1ère semaine du mois	de 8 à 19 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 13 heures	Pas d'occupati on
2ème semaine du mois	de 8 à 22 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 22 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 13 heures	Pas d'occupati on
3ème semaine du mois	de 8 à 22 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 22 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 13 heures	Pas d'occupati on
4ème semaine du mois	de 8 à 22 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 22 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 13 heures	Pas d'occupati on
5ème semaine du mois	de 8 à 19 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 18 heures	de 8 à 13 heures	Pas d'occupati on

Article 3 – Dérogations aux horaires

A titre exceptionnel, le collège communal pourra accorder des dérogations aux horaires fixés à l'article 2.

Article 4 – Précisions relatives aux horaires

Sous réserve des dérogations exceptionnelles accordées par le collège communal, les horaires fixés à l'article 2 du présent règlement doivent impérativement être respectés.

A l'exception des réunions «citoyennes», des organes communaux et des commissions communales, ces horaires sont applicables à tout type d'occupation (repas, conférences, réunions...) et manifestations organisées par la Ville ou en collaboration avec celle-ci ou organisées par des tiers. Les salles et locaux doivent être complètement libérés et remis en état avant l'heure limite fixée de façon à ce que l'hôtel de ville puisse être fermé par l'huissier.

Article 5 – Autorisation écrite préalable

Toute occupation des salles de l'hôtel de ville est soumise à autorisation préalable et écrite du collège communal.

L'autorisation précise la date, les salles et locaux mis à disposition ainsi que le motif de l'occupation.

La demande d'occupation doit être introduite au moins six semaines avant la date prévue de l'occupation.

Les occupants sont tenus de respecter les conditions de l'autorisation complétées par les dispositions du présent règlement.

Il interdit aux occupants d'utiliser ou d'accéder à d'autres salles ou locaux que ceux visés dans l'autorisation ou d'organiser, dans les salles et locaux mis à disposition, d'autres activités que celles autorisées.

La Ville peut retirer l'autorisation :

- en cas de non-respect des conditions de celle-ci ou des dispositions du présent règlement, sans préjudice du droit pour l'administration de réclamer des dommages et intérêts et de conserver la totalité des montants perçus
- sans indemnité (mais en remboursant les montants déjà perçus) en cas de force majeure ou pour des motifs liés à l'intérêt général.

Article 6 – Etats des lieux

Un état des lieux détaillé et un inventaire du matériel et du mobilier sont établis contradictoirement en présence d'un représentant communal et des occupants avant l'entrée de ces derniers dans les lieux et à l'issue de l'occupation.

Article 7 : Occupation en bon père de famille

Les occupants occupent les lieux, utilisent le matériel et le mobilier en bon père de famille et doivent les rendre dans leur pristin état après l'occupation.

Les occupants sont tenus de respecter les règlements de police en vigueur dans l'entité (dispositions soumettant à autorisation préalable du bourgmestre l'organisation de fêtes accessibles au public, dispositions relatives à la lutte contre le bruit...), les règles de sécurité et d'hygiène ainsi que la capacité maximale d'occupation.

Les occupants veilleront à transmettre à l'administration, dans le délai requis, le plan de sécurité «modèle 1» ou «modèle 2» [1] dûment complété et signé.

Ils prendront toute disposition utile pour que les activités exercées dans les locaux occupés ne perturbent pas la tranquillité du voisinage.

Pendant toute la durée de l'occupation, les occupants doivent laisser les issues de secours déverrouillées et veiller à ne pas entraver l'accès à celles-ci.

Les occupants sont tenus de disposer d'une attestation récente de conformité fournie par un organisme agréé préalablement à l'installation et au montage dans les lieux mis à disposition de gradins, podiums, scènes et toutes autres structures techniques conséquentes.

Sauf autorisation préalable et écrite du collège communal, les occupants ne peuvent en aucun cas solliciter le personnel communal (électriciens, techniciennes de surface...) pour réaliser notamment des travaux de montage et démontage de matériel, de nettoyage et de mise en place des locaux avant, pendant et après l'occupation.

A la fin de l'occupation, les occupants sont tenus d'emporter leur matériel et leurs objets (y compris leurs déchets : bouteilles, sacs-poubelle...) ainsi que de nettoyer les locaux et de remettre le matériel et le mobilier communaux à l'endroit où ils se trouvaient au moment de l'état des lieux d'entrée.

Les occupants prennent en charge le coût du remplacement, de la réparation ou de la remise en état en cas de matériel ou de mobilier manquant, de dégradation des biens communaux ou d'état de saleté des locaux après l'occupation.

Article 8 : Caution, redevance et frais

Préalablement à l'occupation, les occupants versent la totalité de la caution, de la redevance et des frais précisés dans l'autorisation.

A défaut, les occupants n'ont pas accès aux locaux.

En cas d'annulation par les occupants, la Ville se réserve le droit de conserver à titre de dédommagement, tout ou partie de la redevance.

Le montant conservé est fonction de la date de l'annulation.

Les frais d'annulation sont fixés comme suit :

- plus de 60 jours avant la date d'occupation prévue : 50%
- entre 60 jours et 8 jours : 75%
- moins de 8 jours : 100%.

Article 9 : Interdiction d'apporter des modifications aux locaux

Les occupants ne peuvent apporter aucune modification à la situation des lieux mis à disposition.

Il est interdit :

- d'accrocher des objets quels qu'ils soient (même au moyen de punaises ou de papier adhésif) aux murs, plafonds, planchers, portes, boiserie et équipements des locaux
- d'ajouter, de suspendre, d'annexer des appareils électriques aux suspensions existantes et de modifier ou de déformer celles-ci
- d'utiliser des appareils de chauffage mobiles ou contenant des gaz de pétrole liquéfié.

Article 10 : Responsabilités

Les locaux, le matériel et le mobilier communaux sont utilisés par les occupants sous leur responsabilité exclusive et à leurs risques et périls.

Les occupants déchargent la Ville de toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque du fait de la mise à disposition et des activités qu'ils organisent dans les locaux communaux.

La Ville décline toute responsabilité en cas de vols, de disparition d'objets ou de matériel appartenant aux occupants ou à des tiers ou de dégradations de ces biens survenant pendant l'utilisation des locaux.

Article 11 : Assurances

Les occupants s'engagent à souscrire une police d'assurance couvrant leur responsabilité pour tous les faits qui pourraient survenir du fait de l'occupation et de l'organisation des activités dans les locaux communaux.

La Ville déclare que l'immeuble est couvert par une assurance incendie comportant une clause «abandon de recours» dont bénéficient les occupants.

Cette assurance ne couvre pas les objets et le matériel appartenant aux occupants ou à des tiers et installés dans les locaux.

Il appartient aux occupants, le cas échéant, de faire couvrir ces biens par une police d'assurance.

Article 12 : Utilisation de «beer cooler»

Les occupants s'engagent à ce que les installations de type «beer cooler» servent exclusivement au débit de produits dont INBEV BELGIUM détient les marques en licence.

Article 13 : Droits d'auteur et droits voisins

Les occupants prennent en charge le paiement des droits à la SABAM ainsi que toute rémunération perçue pour compte d'artistes et de producteurs de musique.

Article 14 : Interdiction d'utiliser des bonbonnes de gaz

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans les locaux mis à disposition.

Article 15 : Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans les locaux.

Article 16 : Inaccessibilité

L'autorisation est personnelle.

Les occupants ne sont autorisés ni à céder, en tout ou en partie, les droits résultant de l'autorisation ni à octroyer aucun droit à des tiers portant sur les locaux, le matériel et le mobilier mis à disposition.

Article 17 : Entrée en vigueur

Le présent règlement s'applique à toutes les mises à dispositions accordées à partir du 1er mars 2016.

[1] Modèle 1 : pour un événement de moins de 500 personnes ne se tenant pas dans un chapiteau et/ou ne présentant pas de risques spécifiques.

Le document est à rentrer au minimum 1 mois avant la date de la manifestation.

Modèle 2 : pour un événement de plus de 500 personnes et/ou se tenant dans un chapiteau et/ou présentant des risques spécifiques.

Le document est à rentrer au minimum 3 mois avant la date de la manifestation.

27. Piscines communales. Règlement d'ordre intérieur. Approbation.

Le conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient d'emblée :

"Nous allons nous abstenir sur ce point. Il est important d'avoir un règlement d'ordre intérieur mais il nous semble que l'article 6 est inapplicable."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, intervient ensuite :

"Il s'agit ici d'une simple proposition technique : à l'article 3, au dernier paragraphe, à la place "d'avis circonstancié" nous proposons d'indiquer "d'avis motivé" eu égard à la motivation des actes administratifs. Et à l'article 13, plutôt que mettre "sauf exception", nous indiquerions "avec autorisation"."

Le **président** d'assemblée répond à ces interventions :

"A propos de l'intervention du conseiller communal Benoît MAT, je demanderai l'avis du directeur général adjoint. Par contre, sur la proposition de Guillaume DENONNE, nous nous limitons à proposer des dispositions d'ordre général que d'autres piscines ont également adoptées. A l'inverse, nous imaginons mal par exemple, que nous ne prévoyions pas de dispositions relatives à des problèmes qui peuvent occasionner des troubles sanitaires. Si je pense aux maladies cutanées, je suppose que cela se voit quand on est déshabillé. A partir du moment où une disposition générale est applicable, il serait surprenant que Tournai y déroge."

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, pose la question suivante :

"Comment une personne travaillant à la piscine va-t-elle faire la différence entre une allergie cutanée et une infection cutanée ?"

Le **président** d'assemblée lui répond comme suit :

"Je comprends la question. Mais je ne peux pas y répondre favorablement sous prétexte qu'on ne peut pas identifier ces infections."

Le **directeur général adjoint** ayant émis un avis positif au sujet des remarques formulées par le conseiller communal Benoît MAT, le président d'assemblée propose de les adopter.

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, ajoute la réflexion suivante :

"Ne serait-il pas intéressant d'indiquer un nombre maximum de baigneurs ? Je suppose qu'à un moment donné, on pourrait refuser l'entrée s'il y en a trop. Ce pourrait être un motif de refus d'entrée."

Le **président** d'assemblée lui répond :

"Il m'est dit que des dispositions sont déjà prévues à ce sujet."

Par 33 voix pour et 3 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. VIEREN, D. SMETTE, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, G. HUEZ, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, M. P. ROBERT, Mme L. LIENARD, MM V. BRAECKELAERE, A. BOITE et M. R. DEMOTTE, président d'assemblée.

Se sont abstenus : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID, M. G. DENONNE.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation et, plus spécifiquement, les dispositions de son chapitre 3 - Exploitation, Section 1ère - Mode de fonctionnement, Article 13 § 2 - prévoyant que l'établissement dispose d'un règlement d'ordre intérieur mis à jour au moins une fois par an;

Considérant que cet arrêté modifie et précise quelques modalités d'accès aux bassins tels que l'âge minimum sans surveillance d'une personne majeure ou encore les mesures d'hygiène;

Considérant que le projet de règlement d'ordre intérieur a été rédigé afin de répondre aux mesures nécessaires d'exploitation et à l'évolution des mœurs;

Considérant que ce règlement d'ordre intérieur commun aux deux piscines communales sera affiché "de manière lisible en des endroits visibles et situés sur le parcours obligé des visiteurs"

conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux bassins de natation;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 3 abstentions;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes du règlement d'ordre intérieur des piscines communales :

"RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR DES PISCINES COMMUNALES DE LA VILLE DE TOURNAI

Article 1.

Toute personne ou groupe qui entre dans l'enceinte de la piscine se soumet, sans réserve, au présent règlement ainsi qu'à ses extensions ou renvois sous forme d'affiches, pictogrammes,... situés dans une quelconque partie de l'établissement, qui en sont partie intégrante.

La direction et le personnel affectés à l'infrastructure sont chargés par l'autorité communale de faire appliquer le présent règlement ainsi que les règlements et législation en vigueur et ce, avec l'objectif d'assurer un fonctionnement de qualité dans l'intérêt général.

Tout usager doit se conformer de manière impérative aux injonctions du personnel.

Article 2.

Les piscines communales sont accessibles au public selon les horaires et tarifs affichés à l'entrée de l'infrastructure ou à consulter sur le site officiel de la Ville de Tournai : www.tournai.be

L'accès à la piscine sera interdit 30 minutes avant la fermeture.

Article 3.

La direction peut à tout moment, pour des raisons de force majeure, ordonner la fermeture provisoire ou définitive de l'infrastructure, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 relatif aux conditions d'exploitation des bassins de natation, sans qu'il puisse être réclamé par quiconque des dommages et intérêts.

L'autorité communale et la direction peuvent également, toujours pour des motifs techniques et pour l'organisation de compétitions (ou autres activités), ordonner la fermeture provisoire ou définitive de l'établissement.

Aussi, en cas d'affluence exceptionnelle, dans le respect des dispositions sectorielles, l'occupation de la piscine pourra être limitée et l'entrée pourra être suspendue momentanément ou définitivement. Pour toute situation extraordinaire, un avis motivé de la direction sera affiché à la caisse et aucune indemnité ou dommage ne pourra être réclamé par quiconque.

Article 4.

Sauf exception autorisée par la direction et par décision de l'autorité communale, nul ne peut avoir accès au bassin s'il n'a pas, au préalable, acquitté le droit d'entrée, à l'exception du personnel de service.

Au moment du passage à la caisse, l'obtention d'un tarif avantageux n'est pas automatique. Le cas échéant, l'usager ou le groupe pourra faire valoir son droit à l'obtention d'un tarif préférentiel, sur présentation d'un justificatif probant.

Tous les services sont payables anticipativement contre reçu délivré à l'accueil/caisse.

Il n'est pas délivré d'autorisation de sortie provisoire.

Les tickets d'entrées ne seront ni repris, ni échangés, ni remboursés.

Les clients ne pourront invoquer quelque motif que ce soit pour obtenir un remboursement.

Ceux-ci ont toujours la possibilité d'obtenir tous renseignements utiles au préalable auprès du personnel, de visualiser l'affluence dans les gradins réservés au public, de prendre connaissance des avis affichés, de vérifier les calendriers des congés scolaires belges et français etc.

Article 5.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 relatif aux conditions d'exploitation des bassins de natation, l'entrée est interdite aux enfants âgés **de moins de 8 ans** non accompagnés par une personne majeure responsable, chargée de leur **surveillance constante et directe tant dans l'eau que dans les équipements de l'établissement.**

Article 6.

L'accès aux bâtiments est interdit :

- aux personnes accompagnées d'animaux;
- aux personnes en état d'ivresse ou à l'agitation anormale;
- aux personnes sous l'influence de substances psychotropes;

- aux personnes atteintes ou suspectées de maladies contagieuses;
- aux personnes atteintes d'affections ou lésions cutanées avérées;
- aux personnes dans un état de malpropreté évidente;
- aux personnes ayant été condamnées pénalement en matière de mœurs.

Article 7.

Tous les groupes doivent être identifiés préalablement à leur occupation des installations et se trouver sous la responsabilité d'encadrants accompagnateurs en suffisance et en surveillance constante et directe.

Ceux-ci veilleront à l'application par le groupe du présent règlement.

Ils devront également encadrer le groupe dans le « hall bassin(s) » et sur les plages de ceux-ci et ce, en tenue de natation ou sportive (short et t-shirt).

A défaut, l'accès à l'infrastructure sera refusé à l'intégralité du groupe.

Article 8.

Les usagers doivent se comporter de façon décente et compatible avec les bonnes mœurs.

Ceux-ci doivent porter un équipement compatible avec la pratique de la natation et en bon état de propreté.

Les usagers masculins pourront porter un maillot de natation du type slip ou boxer de bain uniquement.

Les usagers féminins pourront porter un maillot de natation d'une ou deux pièces.

Les shorts ou autres équipements vestimentaires aquatiques sont interdits.

Article 9.

Les usagers ne peuvent se déshabiller et se revêtir que dans les espaces prévus à cet effet, à savoir les cabines individuelles ou, si ceux-ci sont mis à leur disposition, dans les vestiaires collectifs.

Deux personnes ne peuvent se trouver en même temps dans une cabine individuelle, sauf s'il s'agit d'enfants accompagnés d'une personne préposée à leur surveillance dans le contexte familial, scolaire ou associatif.

En cas d'utilisation de ces vestiaires, la moralité et la discipline sont assurées par le responsable du groupe.

Article 10.

L'accès aux espaces dits « pieds chaussés » est interdit aux personnes en maillot.

Article 11.

Il est exigé la plus grande propreté corporelle et ce, avant l'accès au bassin de natation.

Dans cet objectif et conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 relatif aux conditions d'exploitation des bassins de natation, le passage aux douches et aux pédiluves pour la désinfection des pieds est obligatoire avant d'entrer dans le bassin de natation.

Article 12.

Il est interdit notamment :

- de courir dans l'établissement, sur les plages ou de se livrer à des jeux pouvant importuner les autres baigneurs;
- de mettre à l'eau des balles, masques, palmes ou autres objets sans l'autorisation du personnel surveillant (maîtres-nageurs/sauveteurs);
- de se livrer à des exercices dangereux;
- de pousser des cris ou de troubler l'ordre d'une quelconque façon;
- de faire l'usage de savon, shampooing ou tout autre produit dans les bassins;
- de manipuler, sans nécessité, le matériel et les appareils des bassins;
- de fumer dans l'enceinte de l'infrastructure;
- de causer des dégradations ou des dommages aux installations;

- de pénétrer dans l'eau le corps enduit d'huile, de crème ou de tout autre produit susceptible de souiller l'eau;
- d'utiliser les douches de manière immodérée;
- d'introduire dans l'établissement des produits dangereux, toxiques, explosifs, agressifs, inflammables ou susceptibles d'endommager les installations;
- d'avoir un comportement incompatible avec les règles d'hygiène publique.

Article 13.

Sauf autorisation de l'autorité communale ou de son délégué, le droit de donner des leçons particulières de natation est réservé au personnel du service des piscines communales.

Article 14.

Les abonnements mis en vente sont nominatifs, mais peuvent être utilisés par différents usagers. Le propriétaire de l'abonnement devra, sur toute requête, faire la preuve de son identité.

En cas de perte ou de vol de celui-ci, il est impératif de le signifier dans les plus brefs délais à l'agent d'accueil afin d'en bloquer l'utilisation.

L'abonnement sera réédité selon les conditions fixées par la délibération du conseil communal portant sur la tarification des biens et services rendus par la Ville de Tournai.

Les abonnements ne seront ni repris, ni échangés, ni remboursés.

Article 15.

Dans la cadre de la politique sportive de la Ville de Tournai encourageant le sport pour tous et la compétition, les clubs sportifs occupent l'infrastructure en dehors des heures d'ouverture au public selon un planning d'occupation fixé par l'autorité communale et son délégué.

Les modalités d'occupation feront l'objet d'une convention écrite dont la durée ne pourra excéder un an.

Les piscines pourront également être occupées en vue d'y organiser des manifestations ou spectacles sportifs liés à une discipline aquatique et ce, durant ou en dehors des heures d'ouverture au public.

Ce dernier en sera avisé par voie d'affichage, par le biais du site officiel de la Ville de Tournai :

www.tournai.be et par envoi de courriels...

Article 16.

La direction et le personnel affecté aux piscines ne peuvent être rendus responsables de la perte ou du vol d'effets personnels (vêtements, objets...).

Des consignes sécurisées sont mises à disposition dans les espaces vestiaires.

Article 17.

L'ensemble du personnel affecté aux piscines communales est chargé de veiller à l'exécution du présent règlement.

Les cas non prévus par le présent règlement d'ordre intérieur seront tranchés par la direction et/ou le collège communal de la Ville de Tournai.

Les réclamations doivent être adressées à la direction ou par écrit à l'autorité communale.

Article 18.

Toute personne présente dans l'infrastructure confirme par sa présence avoir pris connaissance du présent règlement et s'engage à s'y conformer.

A défaut, elle sera tenue de quitter immédiatement l'infrastructure et se verra, le cas échéant, interdite d'accéder à celle-ci ultérieurement.

Toute violation du présent règlement sera, par ailleurs, sanctionnée d'une amende administrative conformément à l'article L1122-33 du Code de la démocratie locale et décentralisation.

Article 19.

Le présent règlement est affiché aux entrées et dans l'enceinte des piscines communales."

28. Piscines communales. Convention d'occupation à destination des groupes scolaires. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les piscines communales de Kain et de l'Orient - Aqua Tournai accueillent de nombreux établissements scolaires dans le cadre de programmes d'enseignement de la natation et d'activités ludiques;

Considérant que, suite aux recommandations des pouvoirs organisateurs des réseaux libres et de la Fédération Wallonie - Bruxelles adressées aux directions d'école après la noyade survenue le 23 septembre 2009 à la piscine de La Louvière, il est nécessaire de proposer aux établissements scolaires fréquentant les piscines communales un modèle de convention déterminant les obligations de chaque partie et, particulièrement, les mesures d'encadrement;

Considérant que cette convention sera signée par chaque direction d'école fréquentant les piscines communales;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de la présente convention d'occupation destinée aux établissements scolaires fréquentant les piscines communales :

"CONVENTION D'OCCUPATION DES PISCINES COMMUNALES DE LA VILLE DE TOURNAI PAR LES GROUPES SCOLAIRES - ANNEE SCOLAIRE 2015-2016.

Entre la Ville de Tournai représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général adjoint

En exécution de la délibération du conseil communal prise en date du 25 janvier 2016,

Ci-après dénommée "**LA VILLE**"

et

L'établissement scolaire représenté par :

Mme/M. :

Fonction :

Dûment mandaté(e) par son pouvoir organisateur

Ci-après dénommé "**L'ECOLE**"

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1.

La Ville met à la disposition de l'école, dans les bassins de natation qu'elle exploite, et ce en bon état de propreté et de fonctionnement, les locaux et emplacements suivants : les vestiaires et consignes, les sanitaires ainsi qu'un espace dans le ou les bassins.

Tout manquement à la propreté et au bon fonctionnement sera signalé avant l'utilisation à la direction ou à son délégué.

L'école s'engage à utiliser la piscine à des fins pédagogiques et/ou récréatives.

Les étudiants ne suivant pas le cours de natation ne sont pas admis dans le bassin.

Ces étudiants resteront sous l'unique responsabilité des enseignants.

Les gradins publics ou des banquettes sont à disposition de ces étudiants dits «visiteurs».

Article 2.

La mise à disposition des installations aura lieu selon un planning annuel élaboré de commun accord et ce, selon les disponibilités et la capacité d'accueil de l'infrastructure.

Article 3.

Le droit d'entrée dans les piscines communales est fixé par le conseil communal de la Ville de Tournai et peut être modifié à tout moment par délibération de cette même assemblée.

La liste des tarifs peut être transmise sur simple demande ou en consultant le site officiel de la Ville de Tournai : www.tournai.be.

Une facture sera établie périodiquement et sera acquittée dès réception.

Article 4.

Cette convention démarre le 1er septembre de l'année scolaire visée par la présente et expire à la fin de celle-ci.

La présente convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

Chacune des deux parties pourra mettre fin à la présente convention après l'envoi d'un préavis d'un mois sous forme de lettre recommandée.

Article 5.

Afin d'assurer la sécurité des élèves et un encadrement optimal, l'école s'engage :

- à garantir la présence d'enseignants accompagnateurs au bord des bassins, dans les couloirs, vestiaires, etc. et ce en adéquation avec les directives et circulaires applicables en Fédération Wallonie-Bruxelles.
- à responsabiliser ses enseignants accompagnateurs à une collaboration étroite pour la surveillance constante et directe des enfants.

Article 6.

L'école, son personnel et ses élèves sont tenus d'obéir aux injonctions du personnel affecté aux piscines communales et de respecter et faire respecter le règlement d'ordre intérieur dont ils reconnaissent avoir pris connaissance et dont un exemplaire est joint à la présente convention pour en faire partie intégrante.

Article 7.

La Ville garantira en bassin de natation, de manière prioritaire, la surveillance et la sécurité des nageurs.

Le personnel maître-nageur/sauveteur y sera affecté conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 relatif aux conditions d'exploitation des bassins de natation.

Dans le cas contraire, l'accès à la piscine sera interdit et l'école en sera informée le plus tôt possible par courriel et par communication téléphonique.

Article 8.

La Ville décline toute responsabilité en cas d'accident de quelque nature que ce soit qui, pendant l'occupation par l'école, surviendrait en dehors de l'eau, de même qu'en cas de perte ou de vol d'effets personnels.

Des consignes sécurisées sont mises à disposition dans les espaces vestiaires.

Article 9.

L'école assurera sa responsabilité résultant des dispositions de la présente convention, plus particulièrement aux articles 5 et 8.

A la première demande de la Ville, l'école justifiera du paiement des primes afférentes aux polices d'assurance précitées.

Article 10.

L'école occupera les lieux mis à sa disposition «en bon père de famille» et s'assurera, à chaque utilisation, que les installations satisfont aux normes de sécurité.

Elle signalera immédiatement à la direction toute anomalie ou défectuosité constatée.

Article 11.

L'école s'engage à indemniser la Ville pour tout dommage occasionné aux installations par les élèves placés sous sa surveillance ou son personnel, que la cause des dommages réside ou non dans la faute ou le cas de force majeure.

Les réparations seront effectuées par la Ville et ce, aux frais de l'école.

Article 12.

L'école déclare que ses élèves et son corps professoral sont raisonnablement couverts par une compagnie d'assurance, à savoir :

..... N° de contrat :

La Ville déclare qu'elle est assurée pour tous les accidents corporels pouvant résulter de sa faute ou négligence et ce, dans l'enceinte de l'infrastructure.

Article 13.

La Ville pourra contrôler l'observation des dispositions de la présente convention et, éventuellement, faire évacuer le bassin sans dédommagement pour l'école.

En cas de violation par l'école de l'une des dispositions de la présente convention, la Ville pourra, de plein droit et sans mise en demeure, résilier la présente convention et ce, sans préjudice de son droit à réclamer, le cas échéant, des dommages et intérêts.

Article 14.

Les cas non prévus par la présente convention seront tranchés par le collège communal.

En cas de désaccord, les tribunaux de Tournai sont seuls compétents.

Fait à Tournai, en triple exemplaire, le

Chacune des parties ayant reçu le sien.

L'ECOLE,

.....
.....

LA VILLE,

Le Directeur général adjoint, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS".

29. Piscine de l'Orient. Installation d'une chaudière à condensation. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la piscine communale de l'Orient est équipée de deux chaudières industrielles au gaz d'une puissance de 400kW chacune;

Considérant que ces chaudières ont pour mission d'alimenter toute l'infrastructure, à savoir les échangeurs de chaleur pour l'eau des bassins, les groupes de traitement de l'air réchauffant l'air du hall bassin ainsi que des vestiaires, le circuit des radiateurs et aérothermes ainsi que, finalement, l'échangeur à plaques du système de préparation semi-instantanée de l'eau chaude sanitaire;

Considérant que ce système impose de paramétrer les chaudières actuelles à très haute température (80°C) afin d'arriver à alimenter le ballon de stockage à hauteur de 65-70°C dans le cadre du plan de gestion et de prévention de la bactérie Legionella pneumophila et ce, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2013 portant sur les conditions d'exploitation des bassins de natation;

Considérant que l'eau chaude sanitaire alimente principalement l'eau des douches, passage obligatoire et réglementaire des usagers avant l'accès au bassin de natation et mise à disposition de celles-ci en sortie;

Considérant que l'investissement dans une chaudière à condensation permettra de réduire de manière optimale la consigne de température des deux chaudières principales, économisant ainsi de manière significative la consommation de gaz;

Considérant qu'un dossier pour l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments publics et assimilés (UREBA) est en cours d'introduction afin de solliciter des subsides pour économie d'énergie;

Considérant que ce marché est estimé à 15.000,00€ TVA comprise et que cette estimation a valeur d'indication sans plus;

Considérant que des crédits de l'ordre de 278.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 7644/724-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée conformément à l'article 26, § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché de travaux ayant pour objet l'installation d'une chaudière à condensation alimentant l'eau chaude sanitaire à la piscine de l'Orient, pour un montant estimé à 15.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité et ce, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er, 1^a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1, sera régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution citées dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 278.000,00€ est prévu au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 7644/724-60. Ce montant est financé par fonds de réserve et par emprunt.

30. Gaurain-Ramecroix, rue Gros Fidèle. Installations de la RUSTA (royale union sportive Tournai athlétisme). Rénovation et extension du hall des sports. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en date du 14 octobre 2013, le conseil communal a décidé de passer un marché de travaux ayant pour objet la démolition de la buvette et des vestiaires ainsi que la rénovation et l'extension du hall des sports de la royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA) situé rue Gros Fidèle à Gaurain-Ramecroix;

Considérant qu'en date du 9 mai 2014, Monsieur le Ministre André Antoine a notifié son accord sur ce projet avec intervention financière du département des infrastructures subsidiées s'élevant à 1.000.000,00€;

Considérant qu'en séance du 22 septembre 2014, le conseil communal a décidé de revoir le dossier subsidié et de passer un nouveau marché ayant pour objet la rénovation et l'extension du hall des sports de la royale union sportive Tournai athlétisme, estimé à 1.648.207,09€ TVA comprise;

Considérant que ce dossier a été transmis à Infraspports en date du 1er octobre 2014 et que les recommandations d'Infraspports portent sur :

- l'agrandissement de la salle de musculation et la réorganisation de l'étage qui en découle;
- l'épaisseur du revêtement de sol souple portée à 10+4 en lieu et place de 8+2;
- le remplacement des w-c sur pied par des w-c suspendus.
- la prévision de carrelage antidérapant non structuré dans les zones humides;

Considérant que les remarques émises par la Ligue Belge Francophone d'Athlétisme (L.B.F.A.) portent sur :

- l'agrandissement de la zone de décélération en sortie des 60 mètres portant de 75 à 80 mètres la longueur totale intérieure;
- le léger déplacement des issues de secours pour maximaliser l'activité sportive;
- la modification du tracé au sol pour optimiser les différentes disciplines;

Considérant qu'Infraspports a sollicité de la Ville qu'elle obtienne auprès de la L.B.F.A. un avis technique sur le projet;

Considérant que ces recommandations et remarques portent sur des modifications architecturales et techniques avec, par là-même, des répercussions financières;

Considérant que l'auteur de projet a donc revu le projet et établi les nouveaux documents du marché relatif à la rénovation et l'extension du hall des sports de la royale union sportive Tournai athlétisme situé rue Gros Fidèle à Gaurain-Ramecroix, dont le coût est estimé à 1.608.258,58€ hors TVA, soit 1.945.992,88€ TVA comprise, conformément aux recommandations d'Infraspports;

Considérant que les crédits de l'ordre de 1.950.000,00€ sont inscrits sous l'article 7641/723-60 du budget extraordinaire 2016;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet la rénovation et l'extension du hall des sports de la royale union sportive Tournai athlétisme situé rue Gros Fidèle à Gaurain-Ramecroix, dont le coût est estimé à 1.608.258,58€ hors TVA, soit 1.945.992,88€ TVA et comprise.

Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de travaux sera passé par adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet et aux plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrégation en sous-catégorie D - classe 5 et une déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire ne se trouve pas dans l'une des situations visées aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 1.950.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 7641/723-60.

Article 6 : de transmettre la présente délibération à Infraspports.

31. Gaurain-Ramecroix, rue Gros Fidèle. Installations de la RUSTA (royale union sportive Tournai athlétisme). Désignation d'un responsable PEB (performance énergétique des bâtiments) pour la structure d'accueil. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en Région wallonne, la réglementation sur la performance énergétique des bâtiments est entrée en vigueur depuis le 1er septembre 2008 (décret cadre le 19 avril 2007 et arrêtés d'application du 17 avril 2008);

Considérant qu'elle s'applique à l'ensemble des bâtiments pour les travaux de construction, de reconstruction et de transformation nécessitant l'obtention d'un permis d'urbanisme;

Considérant que cette réglementation est une obligation légale;

Considérant qu'il est prévu au budget 2016 de procéder à la démolition et à la reconstruction d'une structure d'accueil à la Royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA);

Considérant qu'il est proposé de s'adjoindre les services d'un responsable performance énergétique des bâtiments, habilité pour ce type de prestations;

Considérant qu'il sera donc passé un marché de services, dont le coût est estimé à 4.950,00€ hors TVA, soit 5.989,50€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet les études relatives à la "performance énergétique" des bâtiments préalables à la démolition et à la reconstruction d'une structure d'accueil à la royale union sportive Tournai athlétisme (RUSTA), dont le coût est estimé à 4.950,00€ hors TVA, soit 5.989,50€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : ce marché, inférieur à 8.500,00€ hors TVA, sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 7641/733-60.

32. Eclairage public. Tournai, rue des Bastions. Démontage du réseau d'éclairage public par l'intercommunale ORES Assets. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 18, 1° de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, aux termes duquel la présente loi ne s'applique pas "aux marchés de services attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou une association de pouvoirs adjudicateurs, sur base d'un droit exclusif dont il bénéficie en vertu de dispositions législatives ou réglementaires publiées et conformes avec le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne";

Vu l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public mise à charge des gestionnaires de réseaux de distribution en ce qui concerne l'entretien des installations d'éclairage public;

Vu la circulaire relative aux relations contractuelles en matière d'éclairage public entre les gestionnaires mixtes de réseaux de distribution d'énergie et leurs associés;

Considérant que, par l'arrêté du gouvernement wallon du 9 juillet 2003, l'intercommunale d'électricité du Hainaut a été désignée en tant que gestionnaire du réseau de distribution sur le territoire de Tournai;

Considérant qu'en date du 31 décembre 2013, ORES Assets (opérateur des réseaux gaz et électricité) est née de la fusion des huit intercommunales mixtes wallonnes de distribution d'énergie, y compris l'intercommunale d'électricité du Hainaut;

Considérant que, dans le cadre de l'extension des Bastions et à la demande des services techniques communaux, ORES Assets a indiqué (courrier du 28 octobre 2015) qu'il était nécessaire de démonter 6 poteaux d'éclairage public dans la rue des Bastions à Tournai;

Considérant que le montant de ces travaux de démontage s'élève à 2.381,25€ hors TVA, soit 2.881,31€ TVA 21% comprise et que les services techniques ont émis un avis favorable;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2016 sous l'article 426/735-60, à concurrence de 150.000,00€ et qu'après intervention, le coût sera récupéré auprès de la société Wereldhave;

Considérant que, conformément à l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de confier ces travaux d'éclairage public à l'intercommunale ORES Assets;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de confier, sur base de l'article 2 de l'arrêté du gouvernement wallon du 6 novembre 2008 relatif à l'obligation de service public, à l'intercommunale ORES Assets, rue de la Lys, 10 à 7500 Tournai, le démontage de 6 poteaux d'éclairage public dans la rue des Bastions à Tournai, pour un montant de 2.381,25€ hors TVA, soit 2.881,31€ TVA 21% comprise.

33. Froidmont, rue Croix de Pierre (pie). Travaux de réparation et d'entretien de la voirie en dalles de béton (2016). Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26 § 1er 1° a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment les articles 105 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5 § 3;

Considérant que le bureau d'études a établi le projet définitif relatif aux travaux 2016 de réparation et d'entretien d'une voirie en dalles de béton à la rue Croix de Pierre (pie) à Froidmont;
Attendu que le devis estimatif des travaux s'élève à 24.390,00€ hors TVA soit 29.511,90€ TVA comprise;

Considérant que le projet prévoit :

- la démolition sélective de revêtements en dalle de béton
- les déblais localisés
- la réalisation de fondation en empierrement type IIA
- la fourniture et la pose de revêtements en béton
- le renouvellement du scellement des joints transversaux et longitudinaux béton - béton;

Considérant que des crédits de l'ordre de 30.000,00€ sont inscrit à l'article 42115/731-60 du budget extraordinaire 2016;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet la réparation et l'entretien de la voirie en dalles de béton à la rue Croix de Pierre (pie) à Froidmont, pour un montant estimé à 24.390,00€ hors TVA soit 29.511,90€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure, après consultation de plusieurs entrepreneurs conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : ce marché sera régi par les règles générales d'exécution de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 30.000,00€ sont inscrits à l'article 42115/731-60 du budget extraordinaire 2016.

34. Service voiries. Fourniture et pose de peinture routière. Travaux complémentaires d'urgence. Articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1222-3 et 4 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment l'article 26;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu le rapport de l'auteur de projet stipulant textuellement ce qui suit :

"En date du 12 juin 2015, le collège communal a désigné la firme TRAFIROAD SA pour réaliser des travaux de marquage au sol dans l'entité de Tournai.

Trois postes étaient repris dans le cahier des charges, à savoir :

- *poste 1 : marquage routier passage pour piétons au centre-ville et périphérie de Tournai. Peinture thermoplastique préformée type G30 – QP = 150m² x 32,00€ = 4.800,00€ hors TVA*
- *poste 2 : primer pour support en pierre pour dito – QP = 30m² x 7,25€ = 217,50€ hors TVA*
- *poste 3 : marquage routier ligne blanche continue ou discontinue au centre-ville et périphérie de Tournai. Peinture constituée de solvant et diluant – QP = 500m² x 5,75€ = 2.875,00€ hors TVA.*

Le montant du marché était de 7.892,50€ hors TVA, soit 9.549,93€ TVA comprise.

A la demande de la police, des travaux complémentaires ont dû être effectués pour refaire des passages piétons jugés nécessaires et indispensables à la sécurité des piétons.

Ces travaux répondant à une priorité, il a été décidé de les faire dans l'urgence avec la firme TRAFIROAD, celle-ci étant sur place et capable de satisfaire à la demande dans les délais les plus courts.

Le total des susdits travaux s'élève à 2.613,53€ hors TVA, soit 3.162,37€ TVA comprise.";

Vu l'urgence démontrée ci-dessus ne permettant pas de respecter les délais exigés par les procédures autres que la procédure négociée;

Considérant que ce marché de travaux peut être passé, conformément à l'article 26 §1 et c et l'article 6 §2 de la loi sur les marchés publics, par procédure négociée sans publicité;

Considérant qu'il est fait application des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND ACTE

de la décision prise par le collège communal en séance du 23 décembre 2015 vu l'urgence et l'impérieuse nécessité relatée ci-avant :

Article 1er : il est passé un marché public de travaux ayant pour objet la fourniture et la pose de peinture routière sur Tournai.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, a été passé par procédure négociée auprès de l'entreprise TRAFIROAD SA, Bégoniastraat, 9 à 9810 Nazareth-Eke, pour un montant de 2.613,53€ hors TVA (en application de l'autoliquidation par le cocontractant, le montant de la TVA au taux de 21% sera payé auprès du service public fédéral finances).

Article 3 : les clauses contractuelles administratives, générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Article 4 : décide de pourvoir à la dépense et de prévoir les crédits lors de la modification budgétaire n°1 de 2016.

Article 5 : le conseil communal prendra acte de la décision du collège communal et admettra ou non la dépense lors de sa prochaine séance, comme prévu aux articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

ADMET

la dépense.

35. Service voiries. Acquisition de peinture de marquage. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 105, §1er, 2°;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, §3;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de passer un marché relatif à l'acquisition de peinture destinée au marquage des voiries de l'entité de Tournai;

Considérant que les services communaux ont établi à cet effet les clauses techniques du marché;

Considérant que ce marché est estimé à 11.500,00€ hors TVA, soit 13.915,00€ TVA comprise et que ces montants ont valeur d'indication sans plus;

Considérant que les crédits permettant de supporter la dépense relèvent du budget ordinaire, conformément à la circulaire du 21 septembre 2015, il appartient, néanmoins, au conseil communal, conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'arrêter les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il est proposé de le passer, par procédure négociée, sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de peinture destinée au marquage des voiries de l'entité de Tournai, estimé à 11.500,00€ hors TVA, soit 13.915,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché peut être passé par procédure négociée, sans publicité lors du lancement de la procédure après consultation de plusieurs firmes, conformément à l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est régi, d'une part, par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67 à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 42.000,00€ est inscrit au budget ordinaire 2016 sous l'article budgétaire 423/140-02.

**36. Service des espaces verts. Construction à Rumillies d'une infrastructure pour le personnel.
Désignation d'un responsable PEB (performance énergétique des bâtiments). Mode et conditions de passation du marché.**

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les études relatives à la faisabilité et aux performances énergétiques des bâtiments sont indispensables au projet de construction à Rumillies d'une infrastructure réservée au personnel du service des espaces verts, en vue de définir le plus précisément possible les clauses techniques du cahier des charges;

Considérant que, depuis le 1er mai 2015, toute demande de permis d'urbanisme doit être précédée d'une étude de faisabilité;

Considérant qu'il est, par conséquent, nécessaire de procéder à l'étude des performances énergétiques du bâtiment ainsi qu'à l'étude de faisabilité dans le cadre de la construction de l'infrastructure précitée, tant pour la rédaction des clauses techniques du cahier des charges qu'en vue de l'introduction ultérieure d'une demande de permis d'urbanisme.

Considérant qu'il est proposé de s'adjoindre les services d'un auteur d'étude de faisabilité et responsable PEB (performance énergétique des bâtiments) habilité pour ce type de prestations;

Considérant que le coût de ce marché est estimé à 6.000,00€ hors TVA, soit 7.260,00€ TVA comprise;

Considérant que des crédits de l'ordre de 30.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 766/733-60;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché ayant pour objet les études relatives à la faisabilité et au responsable "performance énergétique des bâtiments" préalables à construction d'une infrastructure pour le personnel du service des espaces verts à Rumillies, dont le coût est estimé à 6.000,00€ hors TVA, soit 7.260,00€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure conformément à l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : ce marché, inférieur à 8.500,00€ hors TVA, sera constaté sur simple facture acceptée conformément à l'article 105 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics.

Article 4 : les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2016, sous l'article budgétaire 766/733-60.

37. Bâtiments communaux. Contrôle et maintenance des alarmes anti-intrusion, incendie et télésurveillance. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment l'article 61;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, §2;

Considérant que, suivant l'article 52.11 du règlement général pour la protection au travail, l'entretien des installations d'alerte et d'alarme par une société spécialisée doit se faire annuellement;

Considérant que les services techniques communaux ont établi les clauses techniques d'un marché ayant pour objet le contrôle et la maintenance des alarmes anti-intrusion, incendie et télésurveillance dans les bâtiments communaux pour une période de 3 années;

Considérant que ce marché est estimé à 75.330,00€ hors TVA, soit 91.149,30€ TVA comprise, ces montants ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à la circulaire du 21 septembre 2015, même si les crédits permettant de supporter la dépense relèvent du budget ordinaire, il appartient au conseil communal, conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'arrêter les mode et conditions de passation de ce marché, vu son caractère pluriannuel;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il est proposé de le passer, par procédure négociée, sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché pluriannuel de services ayant pour objet les contrôles et la maintenance des alarmes anti-intrusion, incendie et télésurveillance dans les bâtiments communaux pour une période de 3 ans, estimé à 75.330,00€ hors TVA, soit 91.149,30€ TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs prestataires de service, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les crédits permettant de supporter cette dépense sont inscrits au budget ordinaire 2016 et seront également inscrits aux budgets ordinaires 2017 et 2018.

38. Services communaux. Acquisition de mobilier (bureaux, sièges de bureau, armoires, étagères, tables...). Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il est nécessaire d'acquérir du mobilier pour divers services communaux, soit pour remplacer le mobilier vétuste soit pour aménager de nouveaux bureaux (maison des associations, services administratifs et techniques du Pont de Maire, service musées);

Considérant que ce marché est estimé à 16.000,00€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 30.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 104/741-98 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition de mobilier pour divers services communaux, dont le coût est estimé à ± 16.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera régi d'une part par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 30.000,00€ a été inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article 104/741-98 (financement par fonds de réserve).

39. Ecole communale de Froidmont. Travaux d'aménagement des abords et accès. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 23 et 24;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, notamment l'article 5, §2;

Considérant que le bureau d'études communal a établi le projet définitif relatif aux travaux d'aménagement des abords et accès de l'école de Froidmont;

Considérant que le projet prévoit :

- l'aménagement des abords depuis la rue des Déportés de Froidmont jusqu'aux limites de propriété en réhabilitant les accès et en partageant les espaces revêtus de différents matériaux (dalles alvéolées en béton, hydrocarboné, pavés de béton, carreaux de béton) en fonction de leur destination, les espaces spécialement dédiés au jeu (sécurisés par la pose d'un revêtement souple de type tartan), les espaces verts (pelouse et plantations) ainsi que la mise en œuvre d'une rampe d'accès accessible aux personnes à mobilité réduite et la pose de clôtures et murets
- tous les transports nécessaires ainsi que l'évacuation, en dehors des dépendances de la route, des terres excédentaires, boues, déchets, matériaux et objets quelconques à provenir des démontages, des démolitions et non réutilisables
- la fourniture et la mise en œuvre de tous matériaux et sujétions nécessaires à la bonne exécution des ouvrages selon les règles de l'art, même si leur mention est omise dans le cahier spécial des charges ou les sous-détails
- l'entretien des travaux exécutés jusqu'à la réception définitive, toutes fournitures et main-d'œuvre comprises;

Considérant que le devis estimatif des travaux s'élève à 119.672,00€ hors TVA, soit 144.803,12€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir l'adjudication ouverte conformément aux articles 23 et 24 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet les travaux d'aménagement des abords et accès de l'école de Froidmont pour un montant estimé à 119.672,00€ hors TVA soit 144.803,12€ TVA comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par adjudication ouverte, conformément aux articles 23 et 24 de la loi sur les marchés publics.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans le cahier spécial des charges et plans y relatifs.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront à fournir un certificat d'agrément en catégorie C - classe 1 et une déclaration sur l'honneur attestant que l'entreprise ne se trouve pas dans l'une des situations visées par l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : des crédits de l'ordre de 145.000,00€ sont inscrits à l'article 722/723-60 du budget extraordinaire 2016.

40. Ecoles communales (Froidmont et Kain). Acquisition de mobilier divers (tables, armoires et bancs). Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que, suite à la rénovation ou la transformation de deux établissements scolaires, il est nécessaire de procéder à l'acquisition de mobilier divers (tables pliantes, armoires et bancs);

Considérant que les écoles concernées par cette acquisition sont :

- l'école de Froidmont : acquisition de tables pliantes et d'armoires hautes,
- l'école des Apicoliers 2 (Kain) : acquisition de bancs extérieurs;

Considérant que ce marché de fournitures à lots est estimé à +/- 16.250,00€ TVA comprise, que ce montant a valeur d'indication sans plus et qu'il est réparti comme suit:

- lot 1: acquisition de mobilier estimée à 13.300,00€ TVA comprise,
- lot 2: acquisition de bancs extérieurs pour enfants de primaire estimée à 1.950,00€ TVA comprise,
- lot 3: acquisition de bancs extérieurs pour enfants de maternel estimée à 1.000,00€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché à lots, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 4.220,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 721/741-98 et qu'un crédit de 12.170,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article 722/741-98 (montants financés par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : suite à la rénovation ou la transformation de deux établissements scolaires, il sera passé un marché à lots ayant pour objet l'acquisition de mobilier divers (tables, armoires et bancs), estimé et ventilé comme suit :

- lot 1 : acquisition de mobilier estimée à 13.300,00€ TVA comprise,
- lot 2 : acquisition de bancs extérieurs pour enfants de primaire estimée à 1.950,00€ TVA comprise,
- lot 3: acquisition de bancs extérieurs pour enfants de maternel estimée à 1.000,00€ TVA comprise.

Le tout représentant un montant total de 16.250,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché de fournitures à lots sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera régi d'une part par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 4.220,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 721/741-98 et un crédit de 12.170,00 € est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article 722/741-98 (montants financés par fonds de réserve).

41. Etablissements d'enseignement communal. Inventaire amiante. Mode et conditions de passation du marché.

Monsieur le Conseiller communal Jean-Louis CLAUX rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal ECOLO, **Guillaume DENONNE**, intervient comme suit :

"Il est important de réaliser cet inventaire. Nous nous étonnons du timing. En effet, le problème de l'amiante n'est pas nouveau et la non-connaissance de sa possible présence dans les écoles est inquiétante. Il en va de la santé des enfants.

Il y a quelque temps, lors de travaux liés à des tuyaux de chauffage à l'hôtel de ville, de l'amiante a été trouvé. Où en est-on sur ce point ?"

Le **directeur général adjoint** lui répond comme suit :

"L'inventaire amiante est une obligation pour tous les services publics, y compris le nôtre. Le législateur n'a pas prévu les moyens financiers pour permettre aux communes de le réaliser. Nous procédons donc par étape en fonction de nos moyens. Cette année, nous consacrons l'entièreté du budget aux établissements d'enseignement. C'est un secteur relativement sensible. Nous disposons d'un service interne de prévention et de protection. Nous travaillons sous son contrôle. Il faut savoir

que tant qu'il n'est pas pulvérulent, l'amiante ne présente pas de réel danger pour la santé. C'est à partir du moment où il se désagrège qu'il présente des risques. Nous sommes très vigilants au fait que les bâtiments qui contiennent de l'amiante ne connaissent pas ces problèmes. Si c'est le cas, nous intervenons systématiquement par l'intermédiaire de sociétés spécialisées.

Cet hiver, il y a eu une grosse panne de chauffage dans la crypte de l'hôtel de ville. Cette panne a été réparée. L'amiante a été traité également par une société spécialisée."

Le **président** d'assemblée précise que le budget est de 61.419,00€ pour cette expertise.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant que les dispositions légales relatives à l'établissement d'un inventaire amiante sont imposées aux employeurs dans toutes les parties des bâtiments, sauf celles qui sont difficilement accessibles et qui, dans des conditions normales, ne peuvent donner lieu à une exposition à l'amiante;

Considérant qu'un crédit de 84.000,00€ a été inscrit sur l'exercice budgétaire 2016 pour y procéder dans les établissements d'enseignement communal;

Considérant que conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Considérant que compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 de la loi du 15 juin 2006;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il sera passé un marché de services ayant pour objet l'établissement de l'inventaire amiante dans les établissements d'enseignement communal, dont le coût est estimé à 50.760,00€ hors TVA, soit 61.419,60€ TVA comprise. Cette estimation a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de services sera passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément à l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 84.000,00€ sont inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 7227/724-60.

42. Crèche Clos des Poussins. Fourniture et pose de protections solaires et d'auvents. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que, pour la crèche Clos des Poussins, il convient de procéder à l'acquisition de tentes solaires pour la protection de la zone extérieure de jeux "côté Cabrioles" ainsi que d'auvents qui seront posés au-dessus des quatre entrées principales pour la protection des parents, en cas de pluie, avant l'ouverture des portes;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à 28.000,00€ TVA comprise;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation des marchés et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché à lots, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 30.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 8441/724-60 (montant financé par fonds de réserve);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet la fourniture et la pose de tentes solaires et d'auvents de protection destinés à la crèche Clos des Poussins pour un montant estimé à ± 28.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera régi d'une part par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 30.000,00€ a été inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article 8441/724-60 (financement par fonds de réserve).

43. Ecole communale les Apicoliers 2. Acquisition de combis hand-basket. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services notamment l'article 26, §1er, 1°, a;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Considérant que, dans le cadre de la rénovation de la cour de récréation de l'école communale Les Apicoliers 2 à Kain, il convient de procéder à l'acquisition de matériel de sport, à savoir deux "combis hand-basket";

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 3.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que le montant inscrit au budget extraordinaire 2016 est insuffisant et qu'il fera l'objet d'une modification budgétaire afin de pouvoir procéder à cette acquisition;

Considérant que le marché est lancé en début d'année afin de pouvoir introduire rapidement une demande de subsides auprès de la FWB (Fédération Wallonie-Bruxelles);

Considérant que, sous réserve d'acceptation de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'acquisition sera prise en charge à concurrence de 70%;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer, par procédure négociée sans publicité après consultation de plusieurs fournisseurs, conformément aux dispositions de l'article 26, § 1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 1.200,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 721/744-51 et que ce montant est financé par subsides (840,00€) et par fonds de réserve (360,00€);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1 : il sera passé un marché ayant pour objet l'acquisition de matériel de sport dans le cadre de la rénovation de la cour de récréation de l'école communale Les Apicoliers 2 à Kain, à savoir deux "combis hand-basket" pour un montant estimé à ± 3.000,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché de fournitures sera passé par procédure négociée sans publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution sont d'application.

Article 4 : un crédit de 1.200,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 721/744-51. Ce montant est financé par subsides (840,00€) et par fonds de réserve (360,00€).

Article 5 : il sera prévu, lors de la prochaine modification budgétaire, le montant de 1.800,00€ sous l'article 721/744-51 nécessaire à l'acquisition des deux "combis hand-basket" pour l'école communale Les Apicoliers 2 à Kain.

44. Académie des Beaux-Arts (cours du soir). Acquisition de mobilier de bureau. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le mobilier actuel des bureaux de la direction et du secrétariat de l'académie des Beaux-Arts (cours du soir) est vétuste et qu'il ne répond plus aux exigences d'une gestion efficace de l'établissement, d'où la nécessité de le remplacer;

Considérant, de plus, que c'est dans ces bureaux que sont reçus les visiteurs ainsi que les nouveaux élèves en début d'année scolaire;

Considérant que ce marché de fournitures est estimé à ± 8.960,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 9.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 7341/741-51 (montant financé par fonds de réserve);

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de mobilier de bureau destiné aux bureaux de la direction et du secrétariat de l'académie des Beaux-Arts (cours du soir).

Article 2 : ce marché est estimé à ± 8.960,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 9.000,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 7341/741-51 (montant financé par fonds de réserve).

45. Conservatoire de musique. Acquisition d'instruments. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que la politique du conservatoire de Tournai consiste à s'impliquer de plus en plus dans la vie culturelle et le dynamisme de la Ville en participant à de nombreuses animations et manifestations;

Considérant qu'un nouveau cours d'accordéon a été organisé à la fois pour répondre à la demande et pour s'inscrire dans la mouvance de la fête de l'accordéon à Tournai ("L'accordéon, moi j'aime");

Considérant que, dans un souci démocratique, le parc d'instruments doit correspondre à la demande des élèves pour leur permettre de se familiariser dès le plus jeune âge avec le bon toucher et les bonnes positions;

Considérant que le Big Band nouvellement créé, l'orchestre à vent et les divers ensembles qui se sont constitués au sein du conservatoire ont un besoin impérieux d'instruments, notamment les saxophones ténor et baryton trop coûteux pour les élèves;

Considérant que, dans cette optique, il convient d'acquérir des instruments de musique estimés et ventilés comme suit:

- lot 1 "Acquisition d'accordéons" estimé à ± 8.199,98€ TVA comprise
- lot 2 "Acquisition d'instruments à vent" estimé à ± 14.500,00€ TVA comprise;

Considérant que ces montants ont valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 22.700,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 734/744-51 (montant financé par fonds de réserve);

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'instruments de musique destinés au conservatoire de musique estimés et ventilés comme suit :

- lot 1. "Acquisition d'accordéons" estimé à ± 8.199,98€ TVA comprise
- lot 2. "Acquisition d'instruments à vent" estimé à ± 14.500,00€ TVA comprise.

Ces montants ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché à lots peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : le marché, dont il est question à l'article 1er, est régi d'une part par les articles 1er à 9, 13, 17, 18, 37, 38, 44 à 63, 67, à 73, 78, §1er, 84, 95, 127 et 160 des règles générales d'exécution et, d'autre part, par les dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : un crédit de 22.700,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 734/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

46. Service des fêtes. Acquisition de tentures ignifugées pour les chapiteaux. Mode et conditions de passation du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le remplacement des tentures des chapiteaux du service des fêtes est indispensable, car les normes "incendie" imposent qu'elles soient réalisées en tissu "non-feu M1" (non inflammable);

Considérant qu'il convient, par conséquent, d'acquérir des tentures ignifugées pour un montant estimé à ± 5.445,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de le passer par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26, §1er, 1° a de la loi du 15 juin 2006, relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Considérant qu'un crédit de 5.500,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 763/744-51 (montant financé par fonds de réserve);

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de tentures ignifugées destinées aux chapiteaux du service des fêtes.

Article 2 : ce marché est estimé à ± 5.445,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 3 : ce marché peut être passé par procédure négociée sans publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° a de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 4 : ce marché peut être constaté par simple facture acceptée selon l'article 105 § 1er, 4° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : un crédit de 5.500,00€ est inscrit au budget extraordinaire 2016 sous l'article budgétaire 763/744-51 (montant financé par fonds de réserve).

47. Bibliothèques communales. Subvention pour acquisitions et subside pour frais de fonctionnement des bibliothèques conventionnées. Exercice 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le conseil communal, en séance du 21 mai 2012, a approuvé les termes d'une convention qui règle, conformément au décret du 30 avril 2009, l'avenir du réseau des bibliothèques publiques de la Ville, dont les trois pouvoirs organisateurs sont : l'association des bibliothèques publiques chrétiennes de Tournai (A.B.P.C.T.), le centre d'étude, de recherche et d'information scientifiques et technologiques (C.E.R.I.S.T.) et la Ville de Tournai;

Considérant que, dans cette convention indispensable pour obtenir la reconnaissance de la bibliothèque communale au titre de "locale", la Ville s'engageait :

1. à prendre en charge les frais d'acquisition des livres et des périodiques utiles au respect des exigences de l'arrêté du 20 juillet 2011 et du plan quinquennal de développement dudit réseau;
2. à rétrocéder 13,30% de la subvention forfaitaire liée aux frais de fonctionnement de l'ensemble du réseau octroyée par la Fédération Wallonie-Bruxelles;
3. à prendre en charge, au profit de l'A.B.P.C.T., un subside lié aux frais de fonctionnement de ses bibliothèques, d'un montant global de 10.621,00€, eu égard au nombre de petites bibliothèques dont l'A.B.P.C.T. assure le fonctionnement;

Considérant que la convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2013 suite à la reconnaissance du réseau de la bibliothèque locale de Tournai par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles; Considérant que, l'année passée, un montant global de 26.674,00€ a été attribué par la Ville aux bibliothèques conventionnées du réseau des bibliothèques publiques de Tournai, en vue de réaliser des acquisitions et que ce montant a été réparti de la manière suivante :

- association des bibliothèques publiques chrétiennes (A.B.P.C.T.) : 19.230,00€
- centre d'étude, de recherche et d'information scientifiques et technologiques (C.E.R.I.S.T.) : 7.444,00€;

Considérant que, suivant l'article 7 de la convention, ce montant peut être réévalué en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation qui n'avait pas augmenté en 2014 et que, par conséquent, aucune réévaluation n'avait été prévue pour 2015;

Considérant qu'entre novembre 2014 et novembre 2015, l'indice des prix à la consommation est passé de l'indice 100,09 à l'indice 101,61, soit une augmentation de 1,52%;

Considérant qu'afin de suivre cette évolution des prix à la consommation, le montant global de 26.674,00€ prévu pour les acquisitions des bibliothèques partenaires, doit donc passer à 27.079,00€ en 2016 avec comme répartition :

- association des bibliothèques publiques chrétiennes de Tournai (A.B.P.C.T.) : 19.522,00€
- centre d'étude, de recherche et d'information scientifiques et technologiques (C.E.R.I.S.T.) : 7.557,00€;

Considérant que les montants à distribuer entre les différentes bibliothèques de l'A.B.P.C.T. se décident au sein même de l'association selon des critères objectifs tels que l'importance des collections, le nombre d'heures d'ouverture et l'activité de chacune d'entre elles;

Considérant que, suivant l'article 12 de la même convention, le subside lié aux frais de fonctionnement des bibliothèques de l'A.B.P.C.T. peut être réévalué pour sa seule partie de 3.955,00€ sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation de l'année précédente.

Considérant qu'en 2014, la réévaluation étant calculée suivant l'indice de l'année 2013, le montant total pour cette seule partie avait été porté à 4.003,00€, tout comme en 2015;

Considérant que, comme l'indice de l'année 2015 a augmenté de 1,52%, ce montant doit donc passer à 4.064,00€ pour 2016;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE :

1. le montant global de 27.079,00€ attribué par la Ville aux bibliothèques conventionnées du réseau des bibliothèques publiques de Tournai, en vue de réaliser diverses acquisitions (livres, périodiques, documents,...);
2. la répartition du montant de 27.079,00€ établie comme suit selon la convention liant les trois pouvoirs organisateurs :
 - association des bibliothèques publiques chrétiennes de Tournai (A.B.P.C.T.) : 19.522,00€
 - centre d'étude, de recherche et d'information scientifiques et technologiques (C.E.R.I.S.T.) : 7.557,00€;

3. l'octroi à l'A.B.P.C.T. d'un subside lié aux frais de fonctionnement d'un montant global de 10.730,00€ en plus, comme le prévoit la convention, des 13,30% de la subvention forfaitaire de fonctionnement octroyés pour 2016 par la Fédération Wallonie-Bruxelles et rétrocédés à cette même association.

48. Service informatique. Dématérialisation des processus communaux et mise en place d'un guichet citoyen. Mode et conditions de passation du marché.

Répondant à une question posée par le conseiller communal ECOLO, Guillaume DENONNE, Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, donne les précisions suivantes :

"Il s'agit d'une analyse de nos différents processus. Nous disposerons ainsi d'une analyse macro de tous les processus internes à l'administration. A partir de cette analyse macro, nous mettrons en place des processus : le guichet citoyen; il existe déjà sur notre site internet; mais il sera développé puisqu'actuellement il est limité. Ensuite il y aura la mise en place d'un guichet citoyen pour la future maison des associations qui ouvrira d'ici peu et qui permettra de demander en ligne des subventions, du matériel, ...

Il ne s'agit donc pas vraiment d'un site internet mais d'une analyse complète pour voir ce que l'on peut dématérialiser au maximum."

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L3111-1 et suivants;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26§2 d portant sur la procédure négociée directe avec publicité;

Considérant que la Ville de Tournai a été choisie par le Gouvernement wallon comme ville pilote dans le projet de développement «Smart city» ou ville intelligente;

Considérant que dans ce contexte, l'un des axes définis est la gouvernance en renforçant le rôle du citoyen au sein de la commune, au travers d'outils participatifs et efficaces, en instaurant une nouvelle gouvernance communale et en simplifiant l'accès et les démarches administratives;

Considérant qu'en s'imprégnant d'une logique "Smart city", la Ville de Tournai désire se doter d'un plan ambitieux de simplification administrative et d'E-gouvernement;

Considérant que cette volonté devra se matérialiser, notamment, par l'ajout progressif de services en ligne venant compléter l'actuel guichet "citoyen" (commande et paiement en ligne de documents administratifs) et que cela nécessitera des changements dans les circuits de décision, de la transparence et de la réactivité;

Considérant que cette mise en ligne de nouveaux services aux citoyens et aux entreprises nécessite d'abord :

- une analyse et une modification de certains processus de travail internes (backoffice),
- une description et une simplification de ces processus dans une logique de contrôle interne;

Considérant que la mise en ligne de nouveaux services, la formalisation et, éventuellement, la modification des processus de travail doivent permettre de dégager une valeur ajoutée importante tant pour l'administration et ses agents que pour leurs "clients" (citoyens et entreprises);

Considérant que cette analyse devra également permettre une rationalisation des services et le découplage des entités;

Considérant que ce projet s'accompagnera d'un travail de simplification des procédures et de l'établissement d'un plan stratégique de déploiement du projet d'e-gouvernance;

Considérant qu'à cet effet, le service informatique a établi un cahier des charges ayant pour objet la dématérialisation des processus communaux et la mise en place d'un guichet citoyen estimées à 190.000,00€ hors TVA, soit 229.900,00€ TVA comprise;

Considérant qu'au vu des caractéristiques de ce marché, il est proposé de le passer par procédure négociée directe avec publicité conformément aux dispositions de l'article 26 §2 d de la loi du 15 juin 2006;

Considérant que des crédits ont été inscrits au budget extraordinaire 2016 sous l'article 104/742-53 afin de supporter les dépenses résultant de l'exécution de ce marché;

Considérant qu'il appartient au conseil communal, conformément aux dispositions de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, d'approuver les mode et conditions de passation de ce marché;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1er : il sera passé un marché de services ayant pour objet la dématérialisation des processus communaux et la mise en place d'un guichet citoyen estimé à 190.000,00€ hors TVA, soit 229.900,00€ TVA comprise.

Les montants repris ci-dessus ont valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée directe avec publicité, conformément aux dispositions de l'article 26 § 2 d de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Article 3 : ce marché sera régi, d'une part, par l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et de concessions de travaux publics et, d'autre part, par les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : les critères de sélection qualitative consisteront en la fourniture des documents suivants :

- une déclaration relative au chiffre d'affaires réalisé pendant les trois derniers exercices. Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours de ces trois derniers exercices un chiffre d'affaires annuel relatif aux activités directement liées aux services d'analyse de processus et de mise en production de solutions informatiques, égal ou supérieur à 1.000.000,00€;
- un relevé reprenant le personnel qui sera mis en œuvre lors de la réalisation du marché. Dans ce document, le soumissionnaire mentionne les diplômes dont ce personnel est titulaire, ainsi que les qualifications professionnelles et l'expérience, en mettant l'accent sur les expériences au sein du service public;
- une note de présentation relative à deux références pour des services équivalents (de préférence au sein du secteur public) d'un montant minimum de 50.000,00€ hors TVA, ayant eu lieu au cours des trois dernières années. Cette note décrira le plus précisément possible les services exécutés. Pour chaque référence, le soumissionnaire indiquera les coordonnées d'une personne de contact auprès de qui le PA pourra prendre des renseignements sur la mission effectuée.

Par la remise de son offre, le soumissionnaire atteste implicitement ne pas se trouver dans l'un des cas visés à l'article 61 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011.

Article 5 : les critères d'attribution sont les suivants :

- Le prix;
- La qualité de la méthodologie proposée (implication des services et application des méthodes agiles);
- Qualité technique de la solution (ergonomie et interopérabilité avec d'autres applications et d'autres plates-formes, respect des directives sur l'utilisation de logiciels open source);

Article 6 : des crédits permettant de supporter les dépenses sont prévus au budget extraordinaire 2016 sous l'article 104/742-53.

49. Fabrique d'église Saint-Amand à Marquain. Modification budgétaire 2015 n°2. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la Constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 8 novembre 2015 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 10 novembre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte;

Vu la décision du 26 novembre 2015, réceptionnée le 27 novembre 2015, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement, sans remarque, les dépenses reprises dans le chapitre I et approuve sans remarque le reste de cette deuxième modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que la deuxième modification budgétaire susvisée répond au principe de sincérité budgétaire puisque les allocations prévues dans les articles de recette sont susceptibles d'être réalisées au cours de l'exercice 2015, que les allocations prévues dans les articles de dépense sont susceptibles d'être consommées au cours du même exercice et qu'en conséquence, cette deuxième modification budgétaire 2015 est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 09 décembre 2015 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : la délibération du 8 novembre 2015, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain arrête sa deuxième modification budgétaire pour l'exercice 2015, est **approuvée** comme suit :

Recettes ordinaires totales	18.776,44€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	6.121,12€
Recettes extraordinaires totales	60.611,42€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	60.000,00€
- dont un boni comptable de l'exercice précédent de :	516,42€
Dépenses ordinaires totales du chapitre I	2.977,03€
Dépenses ordinaires totales du chapitre II	15.418,63€
Dépenses extraordinaires totales du chapitre II	60.992,20€
- dont un mali comptable de l'exercice précédent de :	0,00€
Recettes totales	79.387,86€
Dépenses totales	79.387,86€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Amand à Marquain
- à l'organe représentatif agréé (Evêché de Tournai).

50. Finances communales. Prêt CRAC (subvention) pour le financement de l'acquisition et de la rénovation de l'hôtel des anciens prêtres. Convention. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le centre régional d'aide aux communes (CRAC) propose de passer une convention pour accorder une subvention, sous forme d'un prêt CRAC (emprunt état), d'un montant de 2.500.000,00€ pour le financement de l'acquisition et de la rénovation de l'hôtel des anciens prêtres;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 07 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur la convention dont les termes suivent :

CONVENTION RELATIVE A L'OCTROI D'UN PRET «CENTRE REGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES (CRAC)» CONCLU DANS LE CADRE DU FINANCEMENT ALTERNATIF DES INVESTISSEMENTS TRAVAUX SUBSIDIES.

Avenant n° 32

ENTRE :

L'administration communale de Tournai représentée par

et par

dénommée ci-après "l'Institution"

ET

la REGION WALLONNE, représentée par les Ministres-membres du gouvernement wallon : Monsieur Paul FURLAN, ministre des pouvoirs locaux, de la ville, du logement et de l'énergie, et Monsieur Christophe LACROIX, ministre du budget, de la fonction publique et de la simplification administrative, dénommée ci-après "la Région",

ET

le CENTRE REGIONAL D'AIDE AUX COMMUNES (CRAC), allée du Stade, 1 à 5100 Jambes (Namur), représenté par : Madame Isabelle NEMERY, directrice générale, et Monsieur Michel COLLINGE, directeur, ci-après dénommé "le Centre",

ET

BELFIUS Banque S.A., boulevard Pachéco, 44 à 1000 Bruxelles, représentée par : Monsieur Jean-Marie BREBAN, directeur Wallonie, et Monsieur Peter VANLOOCK, directeur, ci-après dénommée "la Banque",

IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

Vu la convention du 30 juillet 1992 entre la REGION WALLONNE et le CREDIT COMMUNAL S.A. relative à la gestion du compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées (en abrégé Compte C.R.A.C.), telle qu'amendée (et en particulier l'avenant 20);

Vu le décret du 23 mars 1995 portant création du Centre régional d'aide aux communes, notamment chargé de la gestion du C.R.A.C. tel qu'institué par la convention du 30 juillet 1992;

Vu le décret du 27 avril 2006 modifiant le décret du 23 mars 1995 portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes et des provinces et d'apporter son concours au maintien financier des communes et des provinces de la Région wallonne;

Vu les décisions du Gouvernement wallon du 30 mars 2006, du 21 décembre 2006, du 22 décembre 2006 et du 19 avril 2007 relatives au financement alternatif des bâtiments dans le cadre des décrets relatifs aux travaux subsidiés pour un montant total de 350 millions d'euros;

Vu les avenants 20 et 23 relatifs au marché financier portant sur le financement alternatif des bâtiments dans le cadre du décret relatif aux travaux subsidiés;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 relative aux aides exceptionnelles apportées à certaines communes qui ont déjà obtenu des prêts d'aide extraordinaire à long terme et/ou frappées par la crise économique et notamment sur le volet sidérurgique;

Vu l'avenant n° 32 à la convention du 30 juillet 1992;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 d'attribuer à l'administration communale de Tournai une subvention maximale de 2.500.000,00€;

Vu la décision du par laquelle l'institution décide de réaliser la (les) dépense(s) suivante(s) :

Acquisition et rénovation de l'Hôtel des Anciens Prêtres à Tournai

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

Article 1 : Octroi

La Banque octroie à l'Institution un crédit d'un montant de 2.500.000,00€, représentant une part totalement subsidiée.

Ce crédit est octroyé dans le cadre de l'exécution, mise à charge de l'Institution, de l'investissement suivant :

acquisition et rénovation de l'Hôtel des Anciens Prêtres à Tournai.

Pour autant que l'Institution ne dispose pas d'un compte courant ordinaire inscrit dans les livres de la banque, celle-ci y ouvre, au nom de l'Institution, au minimum un compte courant destiné notamment à l'imputation des charges d'emprunt et au remboursement de celles-ci.

Toutes les modalités réglementaires requises en matière d'ouverture de comptes bancaires doivent être remplies.

Article 2 : Modalités de mise à disposition et de prélèvement des fonds

La mise à disposition des fonds, sous forme d'ouverture(s) de crédit (dont le numéro de compte est communiqué lors de cette mise à disposition) au nom de l'Institution, intervient lors de la réception par la Banque d'un exemplaire de la présente convention dûment signé par toutes les parties et chaque fois que la banque y est invitée par Centre. La date de mise à disposition correspond au plus tard au deuxième jour ouvrable qui suit la date de réception de l'autorisation donnée par Centre. La période de prélèvement a une durée maximale de deux ans comptant à partir de la date de la première mise à disposition.

La Banque paie directement les créanciers de l'Institution (entrepreneurs, fournisseurs ou ayants droit) sur ordres de la (des) personne(s) dûment autorisée(s) par l'Institution, créés à leur profit et à imputer sur le compte "ouverture de crédit" susdit.

Article 3 : Conversion de l'ouverture de crédit en prêt amortissable

La période de prélèvement est clôturée et chaque ouverture de crédit est convertie en un prêt d'une durée de vingt ans au plus tard deux ans après la date d'ouverture du crédit. L'avance peut toutefois être consolidée avant son échéance, si les fonds mis à disposition ont été totalement prélevés et si la Banque dispose d'une demande dans ce sens de la part du Centre.

Un Compte d'emprunt (tableau d'amortissement) est adressé à l'Institution et au Centre peu après chaque conversion.

Article 4 : Taux d'intérêt, intérêts et commissions de réservation

Le taux d'intérêt, tant des ouvertures de crédit que des prêts consolidés, est fixé conformément à la convention-cadre signée entre la Région, le Centre et la Banque.

La périodicité de validité du taux (révision) est fixée par le Centre et peut être, soit triennale, soit quinquennale, soit décennale, soit fixée pour toute la durée des prêts.

Les intérêts dus sur les montants prélevés de chaque ouverture de crédit sont portés trimestriellement (sous valeurs 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et 1er octobre) par la Banque au débit d'un compte ordinaire de l'institution ouvert auprès de la Banque. Ils sont calculés en fonction du nombre réel de jours courus et sur base d'une année de 360 jours.

Les intérêts de chaque prêt consolidé, calculés sur le solde restant dû en base "actual/actual" sont payables à la fin de chaque période (trimestrielle, semestrielle ou annuelle, au choix du Centre), aux dates valeur suivantes : 1er janvier, 1er avril, 1er juillet et/ou 1er octobre. A chaque échéance, ils sont d'office portés au débit d'un compte ordinaire de l'institution ouvert dans les livres de la Banque. Durant la période pendant laquelle chaque crédit est ouvert, une commission de réservation est calculée par la Banque sur les fonds non prélevés. Cette commission est portée par la Banque au débit du compte ordinaire de l'Institution en même temps que les intérêts.

Article 5 : Amortissement du capital

Chaque prêt consolidé est remboursé en tranches progressives. Les tranches peuvent être (au choix du Centre) trimestrielles, semestrielles ou annuelles. Une tranche de capital est égale au calcul d'une part (intérêts + capital) constante diminuée de la part d'intérêts.

La première tranche de capital échoit au moins un trimestre, un semestre ou un an après la consolidation, soit au 1er janvier, soit au 1er avril, soit au 1er juillet, soit au 1er octobre; les autres se suivent à une période d'intervalle.

A chaque révision du taux, le plan de remboursement du capital est recalculé en fonction du nouveau taux.

Les tranches de remboursement sont d'office portées, à leur échéance, au débit du compte ordinaire de l'Institution.

Article 6 : Remboursement des charges d'emprunt

Les charges dont question aux articles ci-avant 4 et 5 sont remboursées intégralement à l'institution, sous mêmes valeurs d'échéance, par le Centre.

Article 7 : Garanties

En application de l'avenant n° 20 à la convention du 30 juillet 1992 et conformément au dispositif du budget de la Région, des montants spécifiques sont versés par la Région au Centre en vue du financement de la présente opération, au même titre que d'autres et ce, jusqu'à apurement complet des dettes d'emprunts consentis par la Banque dans le cadre de la convention du 30 juillet 1992, telle qu'amendée.

Article 8 : Remboursements anticipés et indemnités

Tout remboursement anticipé doit faire l'objet d'une autorisation donnée à la Banque par le Centre. De tels remboursements sont exécutés, sans frais, s'ils ont lieu lors d'une révision du taux d'intérêt. Pour ce faire, la Banque doit être prévenue au moins un mois calendrier avant la date effective du remboursement ou de la révision du taux.

Dans une autre circonstance, toute modification du plan d'amortissement établie contractuellement est considérée comme une résiliation de la convention d'emprunt ; dès lors, la Banque a droit à des indemnités correspondant à la perte financière réellement encourue.

Article 9 : Exclusion

Le Centre ou la Région peut exclure du bénéfice de la présente convention l'institution si elle ne respecte pas/plus les obligations mises à sa charge (notamment l'utilisation conforme des sommes mises à disposition comme indiqué à l'article 1). Dans ce cas, sur base d'une notification adressée à la Banque, celle-ci portera au débit du compte courant ordinaire de l'Institution, sans mise en demeure par voie juridique, l'intégralité du solde restant dû, y compris les intérêts et commission de réservation.

Au cas où la délibération de l'Institution relative à l'objet de la présente convention serait annulée, la Banque se réserve le droit de prélever sur le compte courant de l'emprunteur soit le montant du débit éventuel du (des) compte(s) "ouverture de crédit", soit la dette de l'(des) emprunt(s).

En cas d'insuffisance, la Banque peut se retourner contre le Centre et au besoin contre la Région pour exiger le versement de tout découvert, le Centre et, le cas échéant, la Région prenant toute

disposition pour récupérer à son tour auprès de l'Institution ou de son représentant toutes sommes dont il serait redevable à la suite du manquement constaté.

Article 10 : Cession

La Banque peut, à tout moment, et sans que l'accord de l'Institution, de la Région ou du Centre ne soit requis, céder tout ou partie de ses droits et obligations, à condition qu'il n'en résulte pas d'engagements supplémentaires pour eux.

Article 11 : Modalités

L'institution déclare accepter les conditions définies dans la présente convention.

Le Centre, en collaboration avec l'Institution et la Banque, est chargé d'assurer le suivi de la présente convention.

Pour ce faire, l'Institution fournit au Centre et à la Région tous les renseignements nécessaires à la bonne exécution de la présente convention; de plus, elle autorise la Banque à communiquer au Centre et à la Région toutes les informations que ceux-ci jugent utiles de recevoir au sujet de l'opération de crédit.

Article 12 : Exécution

La présente convention entre en vigueur à la date de la première mise à disposition de fonds et s'éteint à l'apurement total du principal et des intérêts résultant de l'ensemble de l'opération.

Fait à Tournai, le, en quatre exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Pour l'Institution,
Paul-Olivier DELANNOIS,
Echevin délégué à la fonction maïorale

Thierry LESPLINGART,
Directeur général adjoint

Pour la Région,
Christophe LACROIX,
Ministre du budget, de la fonction publique
et de la simplification administrative.

Paul FURLAN,
Ministre des pouvoirs locaux, de la ville,
du logement et de l'énergie.

Pour le Centre,
Michel COLLINGE,
Directeur.

Isabelle NEMERY,
Directrice générale.

Pour la Banque,
Jean-Marie BREBAN,
Directeur Wallonie.

Peter VANLOOCK,
Directeur.

51. Finances communales. Zone de secours. Augmentation de la dotation 2015 et rétrocession du subside provincial. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile;

Considérant que la zone de secours de Wallonie picarde a été constituée le 1er janvier 2015;

Vu l'arrêté du gouverneur de la province de Hainaut du 11 décembre 2014 fixant la dotation communale de la Ville de Tournai à la zone de secours de Wallonie picarde à 4.079.000,22€ pour l'exercice 2015;

Attendu que cet arrêté a été soumis à l'accord du conseil communal en séance du 23 février 2015;

Vu le courrier du gouverneur de la province du 6 mars 2015 annonçant qu'un subside provincial de 377.679,39€ était alloué pour l'exercice 2015 à la Ville de Tournai, afin de soulager les communes dans le financement des zones de secours;

Vu la convention relative au subside provincial ratifiée par le conseil communal en séance du 27 avril 2015;

Considérant que la zone de secours de Wallonie picarde a voté son budget final 2015 le 14 décembre 2015 et doit disposer des approbations des conseils communaux concernés concernant la dotation communale fixée ainsi que la rétrocession du subside provincial pour l'exercice 2015;

Considérant que ces approbations constituent des annexes obligatoires à joindre au budget de la zone de secours de Wallonie picarde, faute de quoi celui-ci ne serait pas approuvé par les autorités de tutelle;

Considérant que, par courriel, la zone de secours de Wallonie picarde sollicite également une augmentation de la dotation initiale de 126.453,14€ afin de prendre en charge le coût lié aux recrutements d'agents administratifs approuvés par le conseil de zone;

Attendu que la dotation communale inscrite au budget 2015 après modification budgétaire s'élève à 4.079.000,22€, à laquelle il faut ajouter le supplément de 126.453,14€;

Attendu que le budget 2015, après modification budgétaire, prévoit la rétrocession à la zone de secours du subside provincial de 377.679,39€;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 06 janvier 2016 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

Article 1er : de marquer son accord sur l'octroi d'une dotation communale à la zone de secours de Wallonie picarde, d'un montant de 4.205.453,36€ pour l'exercice 2015.

Article 2 : de rétrocéder à la zone de secours de Wallonie picarde le subside provincial de l'exercice 2015, d'un montant de 377.679,39€.

Points complémentaires

90. Questions

A l'issue des points figurant à l'ordre du jour, le **président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question :

1) Madame la Conseillère communale ECOLO, Coralie LADAVID, à propos de la mise en vente par la Ville d'un terrain à Vaulx :

"Nous avons appris par des habitants de Vaulx, la volonté de la Ville de vendre un terrain situé à la rue de la Dondaine à Vaulx. Ce terrain représente le seul espace vert du village accessible à tous et fortement fréquenté par les enfants du village. Il constitue un lieu de rencontre et d'activités pour le village. Vendre ce terrain serait se séparer d'un outil de cohésion sociale important. Des villageois se sont d'ailleurs mobilisés contre la vente de ce terrain.

Pourriez-vous me donner les motivations de cette mise en vente et nous expliquer la cohérence de celle-ci sachant qu'en début de législature, le collège écrivait dans sa déclaration de politique communale : "tout doit être mis en œuvre afin de rompre l'isolement social, permettre une participation à la vie sociale, économique et culturelle et améliorer le bien-être et la qualité de vie des plus démunis"?"

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui répond en ces termes :

"Je tiens, avant toute chose, à vous rassurer sur la volonté du collège communal de maintenir ce terrain en zone naturelle accessible aux habitants du village de Vaulx, s'agissant comme vous le dites du seul espace vert du village. J'ai d'ailleurs déjà pu m'entretenir à ce sujet avec plusieurs riverains vendredi dernier lors de la clôture de l'enquête commodo et incommodo.

La démarche effectuée par le collège communal de solliciter l'estimation de ce terrain et d'initier une enquête publique s'inscrit dans un cadre beaucoup plus large (qui n'est d'ailleurs toujours qu'une hypothèse de travail) à mettre en parallèle avec un autre dossier d'urbanisme nécessitant, ce que l'on appelle des compensations planologiques. Pour faire bref, à certaines conditions, lorsqu'un projet est en dérogation au plan de secteur (par exemple une construction en zone de parcs – avec un plan communal d'aménagement révisionnel), le demandeur doit proposer à la commune des compensations, ici en l'occurrence planologiques; ainsi toujours à titre d'exemple, pour un hectare rendu urbanisable, un hectare doit être rendu non urbanisable.

Le terrain qui nous occupe ici, d'une contenance de plus ou moins 70 ares, est en zone d'habitat au plan de secteur. Dans l'hypothèse exposée précédemment, il pourrait devenir une zone verte, donc totalement non urbanisable.

Même si tout cela peut paraître complexe, je tiens une nouvelle fois à rassurer tout le monde et à rappeler que cette parcelle restera un espace vert accessible à tous. Mon collègue Vincent BRAECKELAERE avait d'ailleurs fait état au collège de possibles projets avec les habitants de Vaulx; tout cela reste d'actualité."

La conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, estime, en réplique, que cette réponse n'est pas claire.

L'échevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui réexplique la procédure de compensation planologique.

2) Madame la Conseillère communale cdH, Monique WILLOCQ, à propos de la position du collège communal face à l'octroi des permis dans le domaine de l'élevage intensif sur le territoire de Tournai :

"Suite des enquêtes publiques et, donc, quid des décisions du collège communal !»

Tout d'abord, je tiens à signaler que ce point a pour seul but de connaître la position du collège à la lumière de sa déclaration de politique communale et non de l'interroger sur ses intentions.

La semaine passée s'est clôturée une enquête publique pour l'obtention d'un permis unique qui en était à son deuxième dépôt en 1 an.

Le 29 juin 2015, des conseillers, Madame Coralie LADAVID et Monsieur Jean-Marie VANDENBERGHE, avaient rentré une question à propos de l'octroi de permis dans le domaine de l'élevage intensif sur le territoire de Tournai.

Leurs conclusions étaient qu'ils n'avaient pas reçu toutes les réponses et donc, je réitère, au nom du cdH, la demande suivante:

A quelle position du collège doit-on s'attendre face à des dossiers sur des implantations qui:

- apportent des nuisances paysagères, touristiques et urbanistiques,
- atteignent le bien-être des habitants ?

Lors d'une dernière décision du collège, votre réponse a été la suivante :

«La décision du collège est conforme à l'esprit de la déclaration de politique communale dans sa volonté d'agir pour atteindre l'excellence environnementale et d'agir pour relever le défi de l'attractivité urbaine et rurale».

Votre logique et ligne de conduite seront-elles toujours les mêmes dans toutes les décisions qui ont le même contenu ?"

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui répond en ces termes :

"Madame la Conseillère,

Vous m'interrogez quant à la position du collège sur des dossiers futurs d'urbanisme ayant des impacts paysagers, touristiques, urbanistiques et sur le bien-être des habitants. Permettez-moi de souligner la portée générale de votre questionnement et d'insister avant toute chose sur le caractère unique de chaque projet.

De plus, par expérience, je peux vous dire que chaque permis d'urbanisme ou d'environnement entraîne directement ou indirectement une série d'impacts ou de nuisances. Il suffit de voir le nombre de réclamations que l'on reçoit, ne fut-ce, parfois, que pour un simple permis visant à construire une véranda.

Le rôle de l'administration (communale et/ou régionale) est de limiter au maximum ces différentes nuisances et d'en assurer un contrôle.

Il est donc très complexe de donner un avis avant de connaître les détails d'un projet (situation géographique, visibilité, accessibilité, contraintes urbanistiques, raccordements, impacts sur les eaux souterraines, dérogations,...). Par tous ces aspects que je viens d'énoncer, un projet ou un permis d'urbanisme ayant, sur la forme, un contenu presque similaire n'aura donc pas toujours la même finalité. On peut citer en exemple le dossier des éoliennes. De même, un terrain en zone d'habitat ne veut pas forcément dire que l'on pourrait y construire un jour une habitation !

Il faut donc concilier tous ces paramètres tout en veillant à l'excellence environnementale.

Pour en revenir à la logique ou à la ligne de conduite à laquelle vous faites référence, permettez-moi de vous rappeler également les décisions prises par votre ministre de l'environnement et de l'aménagement du territoire, Monsieur DI ANTONIO, sur des projets ayant, pour reprendre vos dires, le même contenu. A titre d'exemple, le ministre a confirmé la décision d'octroi d'un poulailler à Marquain et a également confirmé le refus pour celui du Mont-Saint-Aubert. J'imagine que vous lui avez également posé la question de la logique.

Nous aurons probablement l'occasion d'en rediscuter puisque concernant le dossier du poulailler du Mont-Saint-Aubert, le procès-verbal de la clôture de l'enquête publique a été expédié à la Région wallonne; nous devrions recevoir le rapport de synthèse endéans les 2 mois. Le collège statuera à ce moment-là !"

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, se dit très déçue de cette réponse.

3) Madame la Conseillère communale ECOLO, Marie-Christine LEFEBVRE, à propos de l'avenir de l'ancien terrain de football d'Allain :

"Ancien terrain de foot d'Allain ? Quel avenir ?

Suite à la dépollution du terrain, j'ai interrogé le collège par écrit sur l'avenir de ce terrain. Monsieur DELVIGNE, échevin de l'urbanisme, m'a répondu que ce terrain serait vendu pour y réaliser des habitations.

Au départ, lors de la décision d'extension des Bastions, il était prévu, à cet endroit, une zone tampon protégeant les riverains des nuisances liées à la future zone commerciale, mais, très vite, un projet de constructions d'habitations sociales a vu le jour et n'a pas été remis en question durant toute la procédure.

Aujourd'hui, le terrain est assaini et le Logis tournoisien pourrait y construire des habitations tout en maintenant une zone verte et récréative au profit de toutes les familles de ce quartier.

On constate, en effet, que le hameau d'Allain compte de plus en plus d'habitations (appartements et maisons familiales). Un espace public avec quelques jeux serait le bienvenu pour toutes les familles qui s'y installent.

Nous vous demandons s'il est toujours d'actualité de créer un espace public sur ce terrain ainsi que des habitations sociales."

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, lui répond en ces termes :

"Madame la Conseillère,

Vous m'interrogez à nouveau sur l'ancien terrain de foot d'Allain et son affectation future. Vous faites état, dans ma réponse écrite, d'une volonté de la Ville de vendre ladite parcelle pour y construire des habitations. C'est un raccourci rapide ! Je pense que vous avez quelque peu extrapolé mes propos.

C'est pourquoi, si vous le permettez, je vous relis brièvement ce que je vous avais répondu :

«Un rapport urbanistique et environnemental (R.U.E.), approuvé par arrêté ministériel du 9 septembre 2010, affecte la parcelle dont question en zone d'habitat.

L'objectif souhaité, dès le départ, était d'assurer une mixité des fonctions (c'est-à-dire éviter une zone monofonctionnelle), garantir un meilleur contrôle social et réaliser une transition plus harmonieuse entre la zone commerciale (retail park) de Wereldhave et la zone de logements au sud (quartier d'Allain).

D'ailleurs, c'est dans cette perspective qu'il a été imposé également à Wereldhave d'implanter sur leur parcelle une zone logements (16 logements) accolée au retail park afin d'offrir un vis-à-vis plus urbain à d'éventuels futurs logements sur la parcelle appartenant à la Ville.

Actuellement, c'est donc ce R.U.E. qui reste d'actualité avec la création de logements et les travaux d'assainissement (dépollution) ont été réalisés (entre 1er et le 3 juillet 2015)».

Je ne faisais donc nullement référence à une vente de ce terrain.

Même si, actuellement, il n'y a pas de projet précis et défini, je vous rassure sur le fait que la volonté du collège communal est bien d'y voir se développer des habitations (avec une mixité) tout en y intégrant une zone tampon et pourquoi pas récréative.

J'ai interrogé le Logis tournaisien. Cela ne fait pas partie de ses priorités pour 2016. En tout cas, le collège communal maintiendra sa ligne de conduite sur ce programme et invitera les éventuels investisseurs futurs à œuvrer dans ce sens."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, réplique comme suit :

"Je me réjouis d'entendre la première partie de la réponse. Il sera tenu compte d'une zone récréative. Donc la zone tampon restera. Je réitère ma demande; pourquoi pas quelques logements sociaux aussi sur ce terrain ? On a la mixité des fonctions. Et la mixité du logement ? Des logements plus chers ont été construits dans le quartier. Pourquoi ne pas réfléchir à une mixité de logements ?"

91. Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 14 décembre 2015 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 21 heures 06, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 22 février 2016.

Par le Conseil :

Le Directeur général adjoint,

Pour l'Echevin délégué à la fonction maïorale
absent, l'Echevine,

Thierry LESPLINGART

Ludivine DEDONDER